

N. 33

ASSEMBLEE
VOLTALLIGE VERGADERING

SEANCE DE L'APRES-MIDI
NAMIDDAGVERGADERING

SOMMAIRE:

CONGES:

Page 704.

COMMUNICATION:

Conseil régional wallon, p. 704.

PROJET DE LOI (Discussion):

Projet de loi portant:

- 1° ratification d'arrêts royaux pris en exécution de la loi du 23 juillet 1971 concernant la fusion de communes et la modification de leurs limites;
- 2° suppression des fédérations périphériques créées par la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes.

Discussion générale (suite). — *Orateurs*: MM. Pierson, Vandezande, Jorissen, le chevalier de Stexhe, Calewaert, Close, M. Michel, ministre de l'Intérieur, MM. Hambye, Van Bogaert, p. 704.

Vote sur la motion de M. Pierson (Renvoi au Conseil d'Etat), p. 708.

Vote sur la motion de M. Lagasse (Renvoi au Conseil d'Etat), p. 710.

Orateurs: MM. Lagasse, Falize, Pierson, Vanhaegendoren, Risopoulos, p. 709.

Discussion générale (reprise). — *Orateurs*: MM. Close, Machtens, Jorissen, Verleysen, Gramme, Lahaye, Neuray, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, p. 712. — MM. Vanhaegendoren, Vernimmen, Dulac, Descamps, Bertouille, de Bruyne, Vandezande, Hambye, Van Hoeylandt, François, p. 729.

PROPOSITIONS DE LOI (Dépôt):

Pages 728 et 742.

M. Persyn. — Proposition de loi complétant la loi du 25 ventôse - 5 germinal an XI contenant organisation du notariat en vue d'interdire l'octroi d'une prime d'encouragement à l'occasion de ventes publiques.

M. Bertouille. — Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.

M. Sweert. — Proposition de loi modifiant les articles 704 et 734 du Code judiciaire.

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 704.

MEDEDELING:

Waalse Gewestraad, blz. 704.

ONTWERP VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet houdende:

- 1° bekrachtiging van koninklijke besluiten genomen in uitvoering van de wet van 23 juli 1971 betreffende de samenvoeging van gemeenten en wijziging van hun grenzen;
- 2° afschaffing van de randfederaties opgericht door de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en federaties van gemeenten.

Algemene bespreking (voortzetting). — *Sprekers*: de heren Pierson, Vandezande, Jorissen, ridder de Stexhe, Calewaert, Close, de heer Michel, minister van Binnenlandse Zaken, de heren Hambye, Van Bogaert, blz. 704.

Stemming over de motie van de heer Pierson (Verwijzing naar de Raad van State), blz. 708.

Stemming over de motie van de heer Lagasse (Verwijzing naar de Raad van State), blz. 710.

Sprekers: de heren Lagasse, Falize, Pierson, Vanhaegendoren, Risopoulos, blz. 709.

Algemene bespreking (hervatting). — *Sprekers*: de heren Close, Machtens, Jorissen, Verleysen, Gramme, Lahaye, Neuray, Mevr. D'Hondt-Van Opdenbosch, blz. 712. — De heren Vanhaegendoren, Vernimmen, Dulac, Descamps, Bertouille, de Bruyne, Vandezande, Hambye, Van Hoeylandt, François, blz. 729.

VOORSTELLEN VAN WET (Indiening):

Bladzijden 728 en 742.

De heer Persyn. — Voorstel van wet tot aanvulling van de wet van 25 ventôse - 5 germinal jaar XI tot regeling van het notarisambt ten einde het toekennen van een aanmoedigingspremie bij openbare verkopen te verbieden.

De heer Bertouille. — Voorstel van wet tot wijziging van artikel 1 van de wet van 6 augustus 1931 houdende vaststelling van de onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de ministers, gewezen ministers en ministers van Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de Wetgevende Kamers.

De heer Sweert. — Voorstel van wet tot wijziging van de artikelen 704 en 734 van het Gerechtelijk Wetboek.

PRESIDENCE DE M. HARMEL, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER HARMEL, VOORZITTER

MM. August Bogaerts et Bourgeois, secrétaires, prennent place au bureau.
De heren August Bogaerts en Bourgeois, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 h 05 m.
De vergadering wordt geopend te 14 u. 05 m.

CONGES — VERLOF

MM. Toussaint, en mission; Martens et Vandewiele, en mission à l'étranger; Vlerick, pour raisons de santé, s'excusent de ne pouvoir assister à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Toussaint, met opdracht; Martens en Vandewiele, met opdracht in het buitenland; Vlerick, wegens gezondheidsredenen.

— Pris pour information.
Voor kennisgeving.

COMMUNICATION — MEDEDELING

Conseil régional wallon — Waalse Gewestraad

M. le Président. — Par message du 10 décembre 1975, le président du Conseil régional wallon transmet au Sénat:

1° Un avis relatif à l'avant-projet du budget régional wallon pour l'année budgétaire 1976;

2° Une résolution relative aux avant-projets de traités avec les Pays-Bas, relatifs à l'Escaut et à la Meuse et leurs implications pour la région wallonne;

3° Une résolution relative au suivi des décisions prises par le Conseil régional.

Bij boodschappen van 10 december 1975 zendt de voorzitter van de Waalse Gewestraad aan de Senaat:

1° Een advies betreffende het voorontwerp van Waalse gewestelijke begroting voor het begrotingsjaar 1976;

2° Een resolutie betreffende het voorontwerp van verdrag met Nederland over de Schelde en de Maas en de gevolgen ervan voor het Waalse gewest;

3° Een resolutie betreffende de vervolging van de beslissingen van de Gewestraad.

— Pris pour notification.

Voor kennisgeving aangenomen.

PROJET DE LOI PORTANT:

1° RATIFICATION D'ARRETES ROYAUX PRIS EN EXECUTION DE LA LOI DU 23 JUILLET 1971 CONCERNANT LA FUSION DE COMMUNES ET LA MODIFICATION DE LEURS LIMITES;

2° SUPPRESSION DES FEDERATIONS PERIPHERIQUES CREEES PAR LA LOI DU 26 JUILLET 1971 ORGANISANT LES AGGLOMERATIONS ET LES FEDERATIONS DE COMMUNES

Continuation de la discussion générale

ONTWERP VAN WET HOUDENDE:

1° BEKRACHTIGING VAN KONINKLIJKE BESLUITEN GENOMEN IN UITVOERING VAN DE WET VAN 23 JULI 1971 BETREFFENDE DE SAMENVOEGING VAN GEMEENTEN EN WIJZIGING VAN HUN GRENZEN;

2° AFSCHAFFING VAN DE RANDFEDERATIES OPGERICHT DOOR DE WET VAN 26 JULI 1971 HOUDENDE ORGANISATIE VAN DE AGGLOMERATIES EN FEDERATIES VAN GEMEENTEN

Voortzetting van de algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous reprenons la discussion du projet de loi concernant la fusion de communes et la suppression de fédérations périphériques.

Wij hervatten de behandeling van het ontwerp van wet betreffende de samenvoeging van gemeenten en de afschaffing van de randfederaties.

La parole est à M. Pierson.

M. Pierson. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je voudrais adresser une très brève réplique à l'exposé du ministre de l'Intérieur, que j'ai écouté avec grande attention, comme le l'avais d'ailleurs fait en commission.

Il a abordé maints problèmes. Je me dois cependant d'attirer l'attention du Sénat sur une importante lacune que comporte cet exposé. Comme par hasard, elle porte sur le point le plus important en discussion.

Nous pouvons tous être d'accord pour dire qu'en 1961, à l'occasion du vote de la loi unique, le Parlement a marqué son accord, majorité contre opposition de l'époque, sur une procédure particulière que le Conseil d'Etat a qualifiée de *sui generis*, qui est incontestablement à base d'une délégation de pouvoirs de la part du législatif à l'exécutif.

Le point important que le ministre a laissé complètement dans l'ombre, c'est précisément ce qui avait été convenu en 1961 entre le Parlement et l'exécutif, à savoir les modalités d'exécution de cette délégation de pouvoirs, qui devait être arrêtée de telle manière qu'elle rencontre les objections d'inconstitutionnalité formulées dans l'avis du Conseil d'Etat, dont le Sénat a connaissance et sur lequel je ne reviendrai pas.

L'accord intervenu se concrétise, au départ, par le discours de M. Hermans, qui a posé des questions très précises au ministre, réclamant de lui des garanties et demandant qu'à l'avenir, lorsqu'on exécutera cette délégation de pouvoirs, le gouvernement présente les fusions de communes séparément afin de permettre la discussion sur chacune d'elles et que le vote intervienne fusion par fusion, article par article.

M. Hermans a reposé trois fois ces questions. Le gouvernement lui a répondu, à la Chambre d'abord et au Sénat ensuite, en marquant

son complet accord pour que les fusions soient, à l'avenir, présentées en exécution de cette loi de délégation de pouvoirs, fusion par fusion.

Effectivement, à cinq reprises, en 1964, en 1970 et en 1971, les gouvernements successifs ont appliqué cette loi dans les modalités qui avaient été convenues, en présentant les fusions inscrites dans la loi, paragraphe par paragraphe, ou article par article.

C'est là le point capital, Monsieur le Ministre, et vous n'y avez même pas fait allusion ce matin dans votre discours devant le Sénat.

Et lorsqu'on vous reproche de ne pas avoir suivi ces modalités, qui étaient en fait la convention intervenue entre le Parlement et l'exécutif, que donnez-vous comme justification? Simplement une belle phrase. «A l'époque — dites-vous — on envisageait les fusions grappe par grappe. Actuellement, nous présentons un plan d'ensemble, qui était d'ailleurs annoncé dans la déclaration du gouvernement Tindemans.»

Je m'adresse alors ici aux juristes et au président de cette assemblée. Ce n'est pas là une justification, car si vous vouliez exécuter les lois de 1961 et 1971 d'une autre manière que ce qui avait été convenu, c'est-à-dire en nous remettant en bloc une annexe qui n'est même pas citée dans la loi, si vous estimiez que la loi de 1971 ne vous donnait pas la procédure qui convenait à votre plan d'ensemble, il fallait d'abord modifier la loi de 1971 et vous donner les possibilités de présenter une autre procédure que celle sur laquelle on avait arrêté les modalités de la délégation de pouvoirs, à savoir la présentation fusion par fusion afin que le Parlement puisse les trier, voter celles qui lui conviennent, et rejeter les autres.

Si vous aviez, avant de déposer votre projet, demandé l'avis du Conseil d'Etat, comme vous aviez l'obligation de le faire, vous auriez eu sa réponse. La conséquence est que la manière dont vous voulez faire exécuter cette loi de délégation de pouvoir, méthode contraire à celle appliquée dans les cinq cas précédents, vous fait aboutir, comme nous le redoutions, à éluder les articles 41 et 42 de la Constitution et à violer la procédure instituée par les lois spéciales de 1961 et 1971.

Monsieur le Président, que cette réplique serve en même temps de justification à la motion que j'ai déposée. Il est temps, plus que temps, que le Conseil d'Etat puisse donner, quant à l'interprétation, la leçon que le gouvernement mérite. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vandezande.

De heer Vandezande. — Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw de Minister, geachte collega's, wij hebben vanmorgen de repliek van de minister gehoord. Hij heeft ons duidelijk gemaakt wat de wetgever van 1971 heeft gewild of liever wat hij zou hebben gewild. Hij komt steeds terug op hetzelfde thema. Hij weigert alle amendementen en de toepassing van de artikelen 41 en 42 van de Grondwet.

Ik heb duidelijk gevraagd ten eerste, of een vroegere wetgever verbintenissen kan aangaan wat de prerogatieven van de parlementsleden betreft in verband met het amendementsrecht ten aanzien van de koninklijke besluiten tot ratificatie en, ten tweede, indien hij zich uitdrukkelijk in die zin had uitgesproken, of dat een inbreuk kan zijn op het recht van de parlementsleden amendementen in te dienen.

Mijnheer de Minister, u hebt daar slechts in vage zin op geantwoord, verwijzend naar wat de heer Lahaye heeft gezegd. Het komt neer op het volgende: De wetgever van 1971 heeft gedaan wat hij heeft gedaan. U hebt ook gezegd dat er van splitsing en van amendement in het verleden geen sprake is geweest.

Ik heb hier voor mij liggen de *Parlementaire Handelingen* van 30 juni 1964. Op de bladzijden 1732 en 1733 lees ik, naar aanleiding van de ratificatie van koninklijke besluiten, dat men toen tot splitsing en amendement is overgegaan.

Ik meen derhalve dat dit in strijd is met wat u vanmorgen hebt verklaard en dat het verleden heeft uitgewezen dat er een andere procedure werd gevolgd. (*Applaus op de banken van de socialistes en op de banken van de Volksunie.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Jorissen.

De heer Jorissen. — Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw de Minister, geachte collega's, wij hebben de repliek van de minister uiteraard met teleurstelling aanhoord omdat hij weinig of niets heeft geantwoord of bewezen.

Men zou de vraag kunnen stellen: Waarom hier nog op terugge komen? Wij hebben de indruk dat de minister bewust in een andere wereld wil leven, dat hij zich daarin heeft opgesloten en dat hij de dingen kleurt vanuit zijn eigen verbeelding. Hij doet ons hierbij denken aan het verhaal van de twee ijsberen op wandel in de Sahara.

De ene zegt: Het moet hier erg gesneeuwd hebben de jongste nacht. En op de vraag waarom van zijn reisgezel antwoordt: Omdat er hier zoveel zand werd gestrooid.

De minister wil de feiten doodeenvoudig niet zien.

Wij hebben hier betoogd in welke geest de wet van 23 juli 1971 werd goedgekeurd. Niet om te doen wat thans gebeurt. Daarvoor pleitte:

Ten eerste, de beperkte financiële steun die werd voorop gezet;

Ten tweede, in agglomeraties werden alleen «aanpassingen» voorzien, zeker geen volledige samenvoegingen.

Ik lees de tekst van de toelichting, die toch duidelijk is: «Een tweede moeilijkheid is bij de toepassing gerezen uit het feit dat artikel 91 van de wet van 14 februari 1961 de gemeenten, behorende tot de agglomeraties Brussel, Antwerpen, Luik, Gent en Charleroi, uit zijn toepassingsveld heeft gesloten. In de agglomeraties zijn aanpassingen eveneens ten volle te verantwoorden.»

Ten derde, de tekst van artikel 1 is dezelfde als die van artikel 91 van de verzamelwet van 1961, dus zag men hetzelfde soort samenvoegingen als vroeger. Het is dus helemaal niet juist dat wij iets anders hebben goedgekeurd.

Ten vierde, de uitdrukking koninklijke besluiten, in het meervoud, die werd gebruikt.

Wat betreft het grondwettelijk recht op splitsing heeft de minister geen uitspraken van voorgangers ertegen kunnen aanhalen en niet kunnen ontkennen dat het ten aanzien van vorige koninklijke besluiten mocht en dat het gebeurde.

Voor de rest sluit ik mij aan bij wat collega Pierson zoeven heeft gezegd.

Het argument van het gehele land nu, is er geen. Het voorstel van 22 juni 1970 van minister Harmegnies omvatte ook 97 samenvoegingen verspreid over het hele land. Toch waren er 97 verschillende artikelen. Nu werden 497 samenvoegingen in één artikel ondergebracht.

Wij betreuren de heer Hambye, die toch een gezaghebbend man is, in het debat niet te hebben gehoord.

Waarom zegt de minister de waarheid niet?

Dat hij zijn zin wil doen tegen Grondwet en wet in en dat hij een autoritaire methode wil gebruiken in een democratische Staat. (*Applaus op sommige banken.*)

En dat is zo dwaas omdat het niet nodig was. De minister heeft zijn meerderheid. Zeggen dat men herrie wilde vermijden is geen argument. In een democratie mag men vrij uiting geven aan zijn gevoelens. En daarbij heeft hij de herrie toch.

Wat verschil zou het voor de rest hebben uitgemaakt of we over een honderdtal samenvoegingen zouden hebben gestemd?

Is het debat thans niet even lang, zo niet langer? Niets wat de minister wilde vermijden werd vermeden. Wat daarbij niet werd vermeden is het feit dat hij Parlement en democratie een nieuwe slag heeft toegebracht.

Het betreurenswaardig precedent, hier gisteren trouwens zo welsprekend en zo goed belicht door onze collega ondervoorzitter van de Senaat, dat de minister in het leven heeft geroepen is veel erger dan al wat hij vreesde kon zijn.

Daarom is de werkwijze van de minister een blunder, en een blunder van formaat. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est au chevalier de Stexhe.

M. le Chevalier de Stexhe. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, j'ai le sentiment que l'insistance de M. Pierson s'explique par le fait que, hier, il était appelé à l'extérieur — pour la télévision — lorsque j'ai abordé ce point précis. Il n'a dès lors pas entendu la réponse que je lui ai donnée et je vais me permettre de la répéter.

Il n'est pas contesté par personne qu'en 1960, l'on envisageait le regroupements de communes par des fusions isolées, indépendantes l'une de l'autre. C'est ainsi, pour reprendre les exemples cités par M. Vandezande, ...

M. Pierson. — J'ai parfaitement entendu ce passage.

M. le Chevalier de Stexhe. — ... que la première des deux lois de juillet 1964 envisageait, par exemple, deux fusions dans la province de Namur, deux dans le Luxembourg, deux à Liège. Il n'y avait vraiment aucune indivisibilité entre ces situations. Telle était la pensée qu'on avait en 1960. On n'imaginait pas qu'il y aurait un jour des fusions globales où tout deviendrait indivisible. Et c'est dans cet

esprit que le ministre, M. Lefèbvre, interrogé par un membre de sa majorité disait: «Pour moi, normalement, il y aura un arrêté par fusion.»

La situation a tout à fait changé, depuis le moment où, en tout cas sans interdiction de la loi, le gouvernement a envisagé des fusions globales qui devenaient indivisibles les une par rapport aux autres. Les membres qui étaient présents à la séance d'hier se rappellent qu'on a pris l'exemple du puzzle, du tricot, des travaux de Pénélope, etc. Tout cela devient indivisible, et ce n'est pas interdit par la loi. (*Exclamations sur les bancs de la Volksunie.*)

M. Busieau. — Mais parce que indivisible.

M. le Chevalier de Stexhe. — Je disais hier qu'en 1972 et en 1973, le gouvernement, que nous soutenions, insistait pour que l'on réalise des fusions globales. Telle était la perspective à cette époque. Et finalement, en 1974, par une décision politique, le gouvernement a pris option définitive pour la fusion globale. Il faut alors accepter les moyens de sa politique.

M. Pierson. — Les fusions globales peuvent être inscrites dans la loi article par article.

M. le Chevalier de Stexhe. — Je suis d'accord, sur le plan juridique, Monsieur Pierson. (*Exclamations sur les bancs socialistes.*) Je ne dis pas que votre amendement est inconstitutionnel...

M. Pierson. — Il ne manquerait plus que cela! C'est votre loi qui l'est.

M. le Chevalier de Stexhe. — ... et je reconnais que c'est une possibilité, tout comme l'autre manière est une possibilité, une option pratique, pragmatique.

M. Pierson. — Non, parce que vous vous êtes engagés à suivre cette voie, et le Parlement ne l'a fait que sur cette base.

M. le Chevalier de Stexhe. — Permettez-moi, Monsieur Pierson, de rappeler l'argumentation que j'ai développée hier. J'ai dit que nous avions, par la déclaration du gouvernement en 1974, adopté une position politique. A cette époque, dans la discussion de la déclaration, personne n'a contesté l'objectif poursuivi. Dès le moment où l'on envisageait une fusion globale, il fallait trouver les moyens techniques répondant à cette préoccupation.

M. Vanhaegendoren. — C'est la politique qui a changé; la situation juridique n'a pas changé. (*Colloques.*)

M. le Chevalier de Stexhe. — Je répète ce que j'ai dit hier, je crois en l'absence de M. Pierson. Selon sa thèse actuelle, il serait indispensable, constitutionnellement, si je le comprends bien, de prévoir 487 arrêtés distincts sur lesquels on voterait distinctement. Voudrait-il, lui qui est représentant d'un parti fort et uni, m'expliquer pourquoi à la Chambre un amendement signé par tous les leaders de votre parti — MM. Claes, Close, Brouhon, Geldolf, Dehousse, etc. — se satisfaisait de 42 arrêtés et non 487? (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Calewaert.

M. Falize. — Le ministre n'a-t-il rien à dire? Il se contente de lire ce que d'autres lui ont préparé. (*Vives exclamations sur les bancs socialistes.*)

De heer Vanhaegendoren. — De beschuldigde zwijgt! Zijn advocaat heeft gesproken. Het is een goed advocaat, maar hij pleit voor een slechte zaak.

De heer Calewaert. — Mijnheer de Voorzitter, Heren Ministers, geachte collega's, wat de heer Vanhaegendoren zegt is juist, want als er één van de leden van de Senaat in dit debat niet de advocaat van de regering had moeten zijn, dan was dat de heer de Stexhe. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*) Hij heeft ter gelegenheid van een vorig debat over dezelfde aangelegenheid het tegenovergestelde gezegd van wat hij hier nu komt vertellen. (*Uitroepen rechts.* — *Rumoer op de socialistische banken.*)

Dit doet mij denken aan wat mij overkomen is bij de rechtbank. Een jonge stagiaire had met gloed gepleit. Op het ogenblik van de uitspraak van het vonnis had hij de voorzitter vertrouwelijk aan de procureur des Konings horen zeggen: Je l'ai acquitté, malgré son avocat. De jonge stagiaire vroeg mij wat dit wilde zeggen, en ik heb

geprobeerd er een aannemelijke uitleg aan te geven. Welnu, in verband met dit ontwerp zou ik kunnen zeggen dat, als het wordt goedgekeurd, het zal zijn malgré l'avocat de Stexhe. (*Protest rechts.*)

Ik heb in elk geval een vraag aan de minister. Heeft u ons in de Commissie al dan niet gezegd...

De heer Van Bogaert. — Hij heeft nooit iets gezegd!

De heer Calewaert. — ... dat indien één van de 497 voorgestelde fusies zou worden verworpen, dit impliceert dat zij alle 497 worden verworpen in hun geheel? Mijnheer de Minister, hebt u dat ja of neen gezegd?

M. Michel, Ministre de l'Intérieur. — C'est l'évidence même, Monsieur Calewaert, dans la mesure où le gouvernement a fait un tout de sa présentation à la Chambre qui dit oui ou non. (*Exclamations sur les bancs socialistes.*)

M. Calewaert. — Cela m'amène à vous poser une seconde question, Monsieur le Ministre.

Heeft volgens u — ook daarop wens ik een antwoord te krijgen — de wetgever, ik bedoel daarmee op dit ogenblik de Senaat, het recht om na te gaan of aan de voorwaarden bepaald in de eerste drie artikelen van de wet van 23 juli 1971, voor elk geval is voldaan?

M. Michel, Ministre de l'Intérieur. — Il ne s'agit pas d'un examen à passer devant un professeur d'université, Monsieur Calewaert. Il est évident que la Chambre a le droit d'examiner l'œuvre du gouvernement sous tous ses aspects, notamment en ses articles 1, 2 et 3. Elle est libre de juger, c'est clair. Le gouvernement soumet son œuvre à l'approbation des Chambres et demande la ratification. Il appartient donc au Sénat de se prononcer.

De heer Calewaert. — Mijnheer de Minister, als voorbeeld neem ik een gemeente die ik niet ken, de gemeente Libin. Onder artikel 444 lees ik: «De gemeenten Anloy, Smuid, Transinne en Villance worden logischwijze gegroepeerd met Libin die het onbetwist centrum van die beboste streek is.» Dit is een zeer romantische uitdrukking. «Er zijn affinitieten tussen de ingezetenen van de gemeenten van de nieuwe entiteit, die haast alle gemeenten van de Boven-Lesse omsloopt, daar zij een onbetwiste toeristische attractiepool is.»

Mijnheer de Minister, als ik in de wet van 23 juli 1971 de opsomming lees van de criteria van geografische, financiële aard en zo verder, die de regering binden, en vaststel dat de regering, inzake Libin, zich niet aan die criteria heeft gehouden, als ik daarbij voeg dat de gemeente niet werd geraadpleegd zoals door de wet is voorgeschreven, en de regering een oplossing voorstelt waarover de gemeente Libin geen advies heeft gegeven, heb ik dan het recht, als lid van het Parlement, te zeggen dat deze fusie niet in orde is met de wettelijke voorschriften? Het antwoord op deze vraag lijkt mij vanzelfsprekend.

De Voorzitter. — Mijnheer Calewaert, dat is een ander probleem.

De heer Calewaert. — Mijnheer de Voorzitter, dat is het probleem waarmee wij thans worden geconfronteerd.

Als men op die vraag bevestigend antwoordt, betekent dit dat ik geval per geval moet kunnen onderzoeken. Ik richt mij niet alleen tot de juristen maar tot iedereen die even wil nadenken over de criteria die door de wet worden bepaald en die de voorwaarden zijn die wij als wetgever moeten controleren. Wij kunnen ons parlementair werk slechts verrichten zo wij elk geval afzonderlijk kunnen onderzoeken. Ik maak hierbij abstractie van alles wat hier reeds vroeger werd gezegd. Ik wil ook niet opnieuw ingaan op het feit dat de heer Pierson zich wel gehouden heeft aan de stelling die hij hier ooit heeft verdedigd doch anderen niet. Het gezond verstand leert ons in elk geval dat wanneer men als wetgever een opdracht heeft, men deze moet kunnen vervullen. Men moet kunnen nagaan of in elk van de gevallen de wettelijke bepalingen werden nageleefd.

Mijnheer de Minister, indien wij voor een geval zwart op wit kunnen bewijzen dat de wettelijke voorwaarden niet zijn voldaan, wat moet dan met het hele fusiepakket gebeuren? Moet dan alles worden verworpen of mogen wij zeggen dat de regering bij de voorbereiding van het werk heeft gehandeld overeenkomstig de wettelijke bepalingen in een reeks gevallen, doch dat dit niet is gebeurd voor een andere reeks gevallen? Dit lijkt mij zo vanzelfsprekend dat ik mij afvraag hoe men er een andere mening kan op nahouden. (*Applaus op de socialistische banken en op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — Pouvons-nous considérer que le Sénat désire procéder maintenant au vote des motions ?

M. Van Bogaert. — Je voudrais que le ministre donne une réponse aux remarques de M. Pierson.

M. Van Ooteghem. — Antwoorden !

M. Falize. — Cela me paraît indispensable.

M. le Président. — Je suis prêt à accorder satisfaction aux membres et à donner la parole à ceux qui le désirent mais je constate avant tout que plus personne ne la demande. (*Vives exclamations sur les bancs socialistes et les bancs de la Volksunie.*)

De heer Jorissen. — Het misprijzen van de Senaat spreekt uit het stilzwijgen van de minister.

M. le Président. — Puis-je rappeler au Sénat que nous entamons à peine la discussion sur les fusions de communes et qu'elle peut encore durer de nombreuses heures ?

Soyez assurés, Mesdames, Messieurs, que les chapitres seront examinés l'un après l'autre. Par conséquent, il n'est pas possible de répéter à chaque instant, argumentations, questions et réponses. Si d'aucuns estiment qu'ils n'ont pas obtenu les réponses souhaitées, ils ne peuvent espérer en recevoir davantage. (*Vives protestations sur les bancs socialistes et sur ceux de la Volksunie.*)

M. Pierson. — Puis-je faire remarquer au Président du Sénat que si les membres de l'opposition sont forcés de répéter leurs questions, c'est parce qu'ils ne reçoivent pas de réponse. Il est certain que cette procédure peut allonger les débats alors que si réponse avait été donnée d'emblée, ceux-ci eussent été sensiblement simplifiés. Pourquoi ne pas respecter les modalités de procédure convenues en 1961 et en 1971 ? M. Michel va parler, j'aurai au moins obtenu un succès aujourd'hui. (*Rires sur divers bancs.*)

M. le Président. — Monsieur Pierson. Je voudrais vous faire remarquer qu'au sujet des consultations à respecter ou à ne pas respecter, un débat particulier sera, à votre demande, instauré.

De heer Jorissen. — Zeer juist !

M. Pierson. — Je n'ai pas sollicité une réponse au sujet des consultations. J'ai simplement demandé au ministre pourquoi il peut agir autrement dans la sixième application de la loi de 1961 et 1971, que ne l'avaient fait les gouvernements précédents dans les cinq premières applications moyennant un accord formel intervenu entre les Chambres législatives et l'exécutif. Pourquoi ne me dit-il pas que les fusions seront présentées séparément et feront l'objet de rubriques différentes ou d'articles différents respectant les articles 41 et 42 de la Constitution ? Sur ce point-là, le ministre, dans son exposé, s'en remet, comme on dit, « à son avocat ». J'avais parfaitement entendu la plaidoirie de « l'avocat » mais elle ne m'avait pas convaincu. (*Très bien ! et applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. Van Bogaert. — C'est, en effet, une plaidoirie, Monsieur le Président.

M. le Président. — La parole est à M. Close.

M. Close. — Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, Messieurs les Ministres, chers collègues, il a été longuement débattu hier, et aujourd'hui encore, d'une manière d'ailleurs intéressante, des aspects juridiques et constitutionnels du projet de loi portant sur les fusions de communes, aspects juridiques qui suscitent, j'imagine, tant à l'extérieur de cette assemblée que parmi les juristes du Conseil d'Etat, de très nombreux commentaires. Vous vous obstinez malheureusement à ne pas consulter le Conseil d'Etat, dont l'avis, pourtant, nous aurait été particulièrement utile.

Mais au-delà des aspects juridiques et constitutionnels, le groupe socialiste — et j'ai le sentiment que nous ne sommes pas les seuls — voit un aspect plus fondamental encore dans ce débat. Ce problème a été évoqué par MM. Lagasse, Pierson et Lepaffe. La presse en a fait état ce matin, et certains journaux ont d'ailleurs déjà répondu à la question qui se pose, et qui est la suivante ; quels sont en ce moment, ici, au Sénat, le sens, l'utilité, l'intérêt, la crédibilité d'un tel débat ?

J'imagine qu'on pourrait difficilement contester au groupe socialiste le droit de formuler des observations, des suggestions ou des critiques à l'égard du projet qui nous est soumis. (*Interruption de M. le chevalier de Stexhe.*)

Monsieur de Stexhe, vous avez pris l'habitude, tout au long de ce débat, de répondre à la place du gouvernement. Je respecte, moi, les responsabilités qui sont celles du gouvernement et je m'adresse donc au Premier ministre et aux membres du gouvernement ici présents, et je leur demande si nous aurons la possibilité, par voie d'amendements, de modifier le projet. Pour être plus précis encore, sera-t-il possible de modifier l'arrêté royal qui reprend les fusions ? De votre réponse à cette question précise, ou de votre silence, dépendra l'attitude du groupe socialiste pendant ce débat et — je rends attentif chacun d'entre vous — au-delà même du débat.

M. le Président. — La parole est au ministre de l'Intérieur.

M. Michel, Ministre de l'Intérieur. — Au cours des débats, j'ai rapporté à plusieurs reprises — et d'autres orateurs l'ont fait également — les paroles nettes, non équivoques, de tous mes prédécesseurs, sauf l'honorable M. Close qui n'a pas eu à présenter aux Chambres de train de fusions. Tous furent très nets : « Pas d'amendement, c'est oui ou non. »

Le législateur lui-même a décidé que c'était une ratification. Nous sommes donc couverts par la volonté du législateur.

Le gouvernement actuel présente cet arrêté royal sous la même forme et avec la même demande adressée aux Chambres. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. Van Bogaert. — Et l'article 42 de la Constitution n'existe plus ?

M. Jorissen. — Men antwoordt nooit op de vraag in verband met de splitsing.

M. le Président. — La parole est à M. Pierson.

M. Pierson. — Parlez-vous français, Monsieur Michel ? Vous osez dire que vous présentez les choses et le droit d'amendement comme vos prédécesseurs. Lors de la première loi de 1964 proposant 22 fusions incorporées dans le texte de la loi, M. Vanderpoorten, qui est aujourd'hui à vos côtés, a proposé un amendement repoussant le 16^e paragraphe qui était soumis distinctement au vote du Parlement, comme nous réclamons qu'il en soit ainsi aujourd'hui.

M. Vanderpoorten, Ministre de la Justice. — Il m'a été répondu que ce n'était pas possible.

M. Pierson. — C'est exact. Mais le gouvernement a présenté deux autres amendements.

Dans la première loi de ratification des arrêtés royaux, vingt fusions, et non vingt-deux, ont été décidées. Les cinq premières lois qui nous étaient présentées retranscrivaient dans chaque article ou chaque alinéa les arrêtés donnant le nom de communes fusionnées, le nom des nouvelles entités et rangeant celles-ci dans un canton judiciaire ou électoral. Il suffisait par l'exercice du vote article par article de retirer des 102 fusions proposées par M. Harmegnies, trois ou quatre fusions qui n'auraient pas eu l'agrément du Parlement. Quand vous considérez relative l'irrecevabilité des amendements, nous parlons une autre langue. En effet, vos arrêtés ne se trouvent pas dans la loi ; vous faites de l'arrêté royal une annexe à laquelle, suivant votre thèse, on ne peut toucher. C'est un dialogue de sourds ; vous répondez ou faites semblant de répondre aux questions, mais en réalité, il n'en est rien. J'ai déposé un amendement visant à transférer l'arrêté royal dans la loi de manière que l'on puisse examiner séparément les fusions, se prononcer éventuellement en leur faveur — et vous avez la majorité — mais permettant que sur tel ou tel point — Edegem ou un autre — on ne partage pas l'avis du gouvernement. C'est l'unique façon de respecter la délégation des pouvoirs convenue. (*Applaudissements sur les bancs socialistes, de la Volksunie et sur certains bancs du P.L.P.*)

M. le Président. — La parole est à M. Hambye.

M. Hambye. — M. le Président, mes chers collègues, depuis deux jours, on a beaucoup parlé du Conseil d'Etat dont on a cité longuement divers avis qui touchent directement ou indirectement au problème actuellement en discussion.

En 1961, nous avons voté une loi, majorité contre minorité; en 1971, nous avons voté à la quasi-unanimité, une loi reprenant les principes essentiels de la première.

Hier et aujourd'hui, on a cité à plusieurs reprises dans le débat l'avis de M. Boland, membre de l'auditorat du Conseil d'Etat. Reste à savoir comment il interprète lui-même la loi de 1961.

M. Boland écrit: « En réalité ces dispositions légales — il ne parle pas des dispositions projetées — permettent uniquement au gouvernement d'échapper à la procédure législative ordinaire; au lieu de soumettre à la discussion des Chambres, article par article, autant de projets de loi complets qu'il y aurait de modifications à réaliser, le gouvernement peut se borner à soumettre au Parlement un projet de loi comportant un article unique, qui énumère une série d'arrêtés royaux portant fusion de communes ou autres modifications de limites. »

De heer Vandezande. — Waar staat dat?

M. Hambye. — Evidemment, M. Boland fait ensuite la critique de la loi — que nous avons votée — et après avoir rappelé les objections du Conseil d'Etat, il conclut: « Quoi qu'il en soit, la loi unique a passé outre à cet avis. »

M. Pierson. — En prenant des engagements.

M. Hambye. — Vous me dites qu'on a pris des engagements, mais je voudrais que vous me développiez, sur le plan du droit public, ce qu'est une convention entre le Parlement et le gouvernement.

M. Pierson. — C'est l'interprétation de la loi.

M. Hambye. — Ce n'est pas l'interprétation de la loi. Vous avez toujours parlé de convention. La loi s'interprète dans son texte et telle que l'interprète M. Boland, la méthode suivie par le gouvernement est entièrement conforme au texte voté par le Parlement en 1961 et que tous les partis ici présents ont ratifié en 1971 en votant la loi que nous discutons. (*Applaudissement sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — La parole est à M. Van Bogaert.

M. Van Bogaert. — Je voudrais poser une question à M. Hambye, qui est un excellent juriste. Dans quel texte de la Constitution figure-t-il que le Parlement et le gouvernement traitent des conventions de droit privé? C'est une autre question. Il s'agit de la confiance du Parlement à l'égard du gouvernement. Mais ce que je n'admets pas, ce sont des analogies avec des contrats de droit privé, qui n'ont aucune assise dans cette assemblée. La vérité, Monsieur Hambye, vous l'avez dite en commission, lorsque vous avez déclaré que c'était une question politique.

M. Hambye. — Je ne l'ai jamais contesté.

M. Van Bogaert. — Malheureusement, vous dépassez les bornes de certaines directives qui sont à la base de la structure de cet Etat.

Je n'ai rien à ajouter, mais cela n'a aucun rapport avec une convention de droit civil. (*Applaudissement sur les bancs socialistes et sur les bancs de la Volksunie.*)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole, nous allons passer au vote sur la motion de M. Pierson.

Je vous en rappelle les termes:

« Le Sénat,

» Exprime le vœu que soit le gouvernement, soit le président du Sénat consulte le Conseil d'Etat sur le point de savoir:

» 1° Si le projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 17 septembre 1975, seulement reproduit en annexe du projet, satisfait à l'obligation constitutionnelle des articles 41 et 42;

» 2° Si le projet respecte la procédure mise en œuvre par les lois des 14 février 1961 et 23 juillet 1971, laquelle prévoyait que les fusions de communes seraient soumises à la ratification des Chambres législatives dans des conditions permettant au Parlement de se prononcer par un vote, article par article, portant sur chaque fusion soumise à sa ratification;

» 3° Si sont recevables les amendements déposés à certains articles de l'arrêté royal du 17 septembre 1975. »

« De Senaat,

» Spreekt de wens uit dat hetzij de regering, hetzij de voorzitter van de Senaat de Raad van State zal raadplegen over de vraag:

» 1° Of het ontwerp van wet houdende bekrachtiging van het koninklijk besluit van 17 september 1975, dat slechts als bijlage bij

het ontwerp is afgedrukt, voldoet aan de grondwettelijke verplichting van de artikelen 41 en 42;

» 2° Of het ontwerp rekening houdt met de procedure die is ingevoerd bij de wetten van 14 februari 1961 en 23 juli 1971 en volgens welke de samenvoegingen van gemeenten aan de Wetgevende Kamers ter bekrachtiging zouden worden voorgelegd onder zodanige omstandigheden dat het Parlement zich bij een artikelsgewijze stemming zou kunnen uitspreken over elke ter bekrachtiging voorgelegde samenvoeging;

» 3° Of de voorstellen van amendement op bepaalde artikelen van het koninklijk besluit van 17 september 1975 ontvankelijk zijn. »

M. Pierson. — Je demande le vote nominatif, Monsieur le Président.

M. le Président. — Cette demande est-elle appuyée? (*Plus de neuf membres se lèvent.*)

Le vote nominatif étant régulièrement demandé, il va y être procédé.

— Il est procédé au vote nominatif sur la motion de renvoi du Conseil d'Etat déposée par M. Pierson.

Er wordt tot naamstemming overgegaan over de motie tot verwijziging naar de Raad van State, ingediend door de heer Pierson.

161 membres sont présents.

161 leden zijn aanwezig.

94 votent non.

94 stemmen neen.

67 votent oui.

67 ja.

En conséquence, la motion n'est pas adoptée.

Derhalve is de motie niet aangenomen.

Ont voté non:

Hebben neen gestemd:

MM. Akkermans, André, Bascour, Bertrand, Bertels, Bertouille, Boey, Bogaert (Albert), Bossicart, Cerf, Chabert, Claeys, Conrotte, Cooreman, le comte Cornet d'Elzius, Cuvelier (Emile), Daems, Mme De Backer-Van Ocken, MM. De Clercq, Defraigne, De Grève, Delforge, Mme Delvaux-Gabriel, MM. De Paepe, Descamps, De Seranno, le chevalier de Stexhe, Dewulf, D'Haeyer, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Dhooge, Dupont, Fallon, Février, François, Geens, Gerits, Gijs, Gillet, Mme Godinache-Lambert, M. Goffart, Mme Goor-Eyben, MM. Gramme, Hambye, Hanin, Hendrickx, Herbage, Hulpiau, Janssens, Keuleers, Kevers, Lagae, Lagneau, Lahaye, Mme Lassance-Hermant, MM. Lausier, Lavens, Leemans, Leroy, Leynen, Lindemans, Mesotten, Nauwelaers, Neuray, Olivier, Pede, Poortmans, Saint-Remy, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Stroobants, Tilquin, Vanackere, Van Canneyt, Vandekerckhove (Robert), Vandenabeele, Vandenbergh, Van der Aa, Vanderborcht, Vanderpoorten, Vandersmissen, Vangeel, Vangronsveld, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, van Waterschoot, Verbiest, Mme Verdin-Leenaers, MM. Verhaegen, Verleysen, Waltniel, Wathélet et Harmel.

Ont voté oui:

Hebben ja gestemd:

MM. Aerts, Basecq, Blancquaert, Bogaerts (August), Bourgeois, Bury, Busieau, Calewaert, Carpels, Cathenis, Close, Coppens, Cuvelier (Félix), Daulne, de Bruyne, De Facq, De Graeve, Mme Delepierre, MM. Delmotte, Demuyter, De Rore, Donnay, Dulac, Falize, Gilquin, Hercot, Hoyaux, Jorissen, Lagasse, Lambiotte, Lecoq, Machtens, Maes, Meunier, Mommerency, Mme Nauwelaerts-Thues, MM. Paque, Parotte, Payfa, Persyn, Pierson, Poffé, Ramaekers, Risopoulos, Rombaut, Rubens, Schugens, Spitaels, Stassart, Sweert, Thomas, Van Bogaert, Vandekerckhove (Rik), Van den Eynden, Vandenbove, Van der Elst, Vandezande, Van Elsen, Vanhaegendoren, Mme Van Hees-Julliams, MM. Van Hoeylandt, Van In, Van Nooten, Van Ooteghem, Vernimmen, Wiard et Wijinckx.

De heer Coppieters. — Ik zou « ja » hebben gestemd, als ik daartoe de kans had gekregen, Mijnheer de Voorzitter.

De Voorzitter. — Akte wordt u daarvan gegeven.

M. le Président. — Nous allons procéder maintenant au vote sur la motion de M. Lagasse.

De heer Jorissen. — Mijnheer de Voorzitter, verschillende senatoren zijn nog in vergadering in de Schoolpactcommissie. Mag ik u vragen even te wachten tot ze hier zijn?

De Voorzitter. — Er werd al een tiental minuten geleden gebeld.

On a sonné il y a dix minutes.

Deze senatoren zullen wel hier zijn vóór wij overgaan tot de stemming over de tweede motie.

De heer Vanhaegendoren. — Nadat de bel rinkelde had men niet de kans om van zaal E tijdig hier te zijn, Mijnheer de Voorzitter.

M. le Président. — M. Lagasse a déposé la motion suivante, dont je vous rappelle les termes :

« Le Sénat,

» Considérant que l'arrêté royal du 17 septembre 1975 détermine, en son article 498, la date à laquelle il produira ses effets et prévoit notamment que pour la région anversoise les effets des fusions seront reportés à 1982,

» Considérant qu'une telle disposition méconnaît le principe selon lequel l'entrée en vigueur des fusions de communes relève de la volonté du législateur (voir notamment art. 3 de la loi du 23 juillet 1971),

» Souhaite que son président prenne l'avis du Conseil d'Etat sur la légalité de l'article 498 de l'arrêté royal du 17 septembre 1975. »

« De Senaat,

» Overwegende dat het koninklijk besluit van 17 september 1975 in artikel 498 de datum bepaalt waarop het uitwerking zal hebben en met name dat de gevolgen van de samenvoegingen voor het Antwerpse tot 1982 zullen uitblijven,

» Overwegende dat zulk een bepaling het beginsel miskent volgens hetwelk de inwerkingtreding van de samenvoegingen van gemeenten door de wetgever wordt bepaald (zie o.m. art. 3 van de wet van 23 juli 1971),

» Spreekt de wens uit dat zijn voorzitter het advies van de Raad van State zal inwinnen over de wettigheid van artikel 498 van het koninklijk besluit van 17 september 1975. »

La parole est à M. Lagasse pour justifier sa motion.

M. Lagasse. — Monsieur le Premier ministre, Messieurs les Ministres, ce matin j'ai été amené à déposer la motion que vous avez entre les mains, à la suite d'une question que j'ai eu l'occasion de poser à M. le ministre de l'Intérieur à 11 h 25 m très exactement.

M. le président m'avait accordé cinq minutes pour faire mon exposé. La réponse que le ministre de l'Intérieur m'a fournie de son banc était, disons-le, extrêmement laconique.

M. Pierson. — C'est le moins qu'on puisse dire.

M. Lagasse. — Je l'aurais même considérée comme désinvolte si nous n'étions pas tenus par un horaire très strict. Je sais, Monsieur le Ministre, que vous êtes aussi respectueux que moi-même des directives de notre président. Mais peut-être voudrez-vous compléter, à l'instant, votre explication.

Je répète ma question.

Le loi de 1971 prévoit expressément que les fusions de communes n'entrent en vigueur qu'« après avoir acquis force de loi ». C'est un argument supplémentaire à l'appui de la thèse qu'il n'y a pas une véritable délégation de pouvoir, que le législateur conserve le dernier mot et notamment la responsabilité de fixer le moment de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions.

Nous nous trouvons cependant, dans l'arrêté du 17 septembre, en présence d'un article pénultième qui prévoit que les fusions entreront en vigueur le jour de la publication de la loi, sauf celles de la région anversoise; celles-ci ne sortiront leurs effets qu'en 1983.

M. Wijninckx. — En 2083 !

M. Lagasse. — J'estime qu'il y a une contradiction éclatante entre le texte de la loi et celui de l'arrêté, et ce d'autant plus qu'il est, de nouveau, dit, à l'article 4 du projet de loi dont nous sommes saisis aujourd'hui, que les mesures légales entreront en vigueur le jour de la publication au *Moniteur*.

A cela, vous m'avez répondu, si je vous ai bien compris car l'acoustique n'est pas très bonne, que l'arrêté royal ne vous paraissait pas illégal, parce qu'il ne prévoyait pas une date antérieure à la publication de la loi au *Moniteur*; si vous aviez voulu qu'il produise des effets avant cette publication, vous auriez été dans l'illégalité, mais comme il s'agit d'en retarder les effets, vous avez la conscience tranquille.

Tel est, Monsieur le Ministre, me semble-t-il, à peu près le contenu de votre réponse.

M. Michel, Ministre de l'Intérieur. — Si je me souviens bien, Monsieur Lagasse, vous avez posé votre question sous deux formes.

Mais le décalage de date, c'est-à-dire le fait que la fusion dans la région d'Anvers ne devient techniquement effective...

M. Falize. — Techniquement !

M. Lagasse. — Ne sort ses effets...

M. Michel, Ministre de l'Intérieur. — ...qu'au 1^{er} janvier 1983 est tout à fait dans l'ordre de la loi.

La loi entre en vigueur lors de sa parution au *Moniteur* et la loi contient une disposition prévoyant que la fusion dans la région anversoise devient techniquement effective au 1^{er} janvier 1983. Ceci est dans la parfaite logique du texte législatif présenté.

M. Lagasse. — Que signifie « techniquement effective » ? Si je comprends bien, cela signifie que telles dispositions de l'arrêté ne produisent leurs effets qu'en 1982. Ne nous embarrassons pas de mots.

Vous estimez que ceci est conforme au système légal ? Que le législateur n'a pas à fixer le moment de l'entrée en vigueur de cette partie de l'arrêté ? Que le législateur s'est dessaisi de cette responsabilité ? Ou bien considérez-vous — car il n'est pas exclu que finalement nous puissions rapprocher nos points de vue — que l'arrêté royal a prévu que cette partie de la loi ne devrait produire ses effets qu'en 1982, mais que le législateur conserve la possibilité de fixer une autre date ?

Alors, il faudrait le dire.

Personnellement, je ne crois pas, très franchement, que le législateur, en 1971, ait délégué à l'exécutif le droit de fixer le moment de l'entrée en vigueur des fusions de communes.

J'ai parcouru, assez rapidement il est vrai, les travaux préparatoires de la loi de 1971, mais je n'ai rien trouvé à cet égard. Peut-être avez-vous dans votre dossier des déclarations qui justifieraient cette interprétation. Ce serait le moment de les sortir.

Car, si nous nous en tenons au texte de la loi — et M. de Stexhe a raison de dire que lorsque un texte est clair il ne faut pas aller chercher ailleurs — et si ce texte était contredit par des dispositions formelles, je ne demanderais pas mieux que de le savoir.

Si nous hésitons, le minimum est d'interroger le Conseil d'Etat.

Je voudrais attirer votre attention, mes chers collègues, sur le caractère extrêmement délicat de ce problème. Le législateur s'est-il dessaisi, oui ou non, de ce qui est sa responsabilité essentielle : fixer le moment de l'entrée en vigueur ?

M. Pierson. — La réponse est non.

M. Lagasse. — Je crois également que la réponse est non, Monsieur Pierson, mais je n'éprouve pas l'assurance que certains semblent avoir ici et qui me semble déplacée dans un problème aussi complexe. Tout ce que je demande, c'est que l'on veuille bien consulter le Conseil d'Etat sur un problème aussi précis et aussi délicat. Il est évident que cette consultation ne demandera pas un très long délai.

M. Pierson. — Monsieur Lagasse, me permettez-vous une question à mon tour ?

Comment voulez-vous que le législateur se doit dessaisi de la compétence de fixer la date d'entrée en vigueur, puisque, lorsqu'il transfère au pouvoir exécutif la mission de préparer un arrêté royal, il sait, lui, législateur, que cet arrêté royal n'entrera en vigueur que lorsqu'il l'aura lui-même ratifié ? Comment voulez-vous dès lors qu'il ait délégué à l'exécutif le droit de fixer la date d'entrée en vigueur de cette disposition ?

M. Leynen. — Donc, la consultation de Conseil de l'Etat n'est plus nécessaire.

M. Lagasse. — Je ne vois pas, en effet, comment on pourrait, de façon cohérente, accepter cette idée d'une délégation. Mais si le ministre répond qu'il s'agit d'une délégation partielle en ce sens que la date pourrait être postérieure — elle ne peut évidemment être antérieure, et c'est la portée essentielle de votre remarque, Monsieur Pierson — alors je lui demande s'il est certain que l'exécutif peut fixer une date postérieure et si en outre, ayant connaissance de cette date postérieure, le législateur n'a pas, lui, conservé la faculté de proposer une autre date.

La question est précise, Monsieur le Ministre. Si vous ne voulez pas y répondre, demandez au moins l'avis du Conseil d'Etat.

M. Michel, Ministre de l'Intérieur. — Je m'en tiens à la réponse que j'ai vous ai donnée, Monsieur Lagasse. La fusion d'Anvers est irréversible; elle est décidée par l'acte de ratification des Chambres.

M. Pierson. — Ce n'est pas une réponse!

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, je vous propose de passer au vote sur la motion de M. Lagasse.

M. Falize. — Le ministre ne répond pas!

Je voudrais lui poser une dernière question, Monsieur le Président. *(Exclamations sur les bancs de la majorité.)*

M. le Président. — Je viens d'annoncer que nous procédons au vote, Monsieur Falize.

M. Falize. — Je demande la parole, Monsieur le Président.

M. le Président. — S'il s'agit du même sujet je vous l'accorde.

M. Falize. — Monsieur le Président, je ne sais vraiment plus ce que nous faisons ici. Non seulement on nous dit que «les chants désespérés sont les chants les plus beaux», mais on ne répond à aucune de nos questions, ni à l'intervention de M. Close, ni à celle de M. Pierson.

M. Lagasse vient de poser une question très précise au ministre: est-il, oui ou non, possible de modifier par un amendement qui serait voté par le législateur la date à laquelle la fusion des communes de la région anversoise entrerait en vigueur? On ne nous répond pas non plus!

Ce n'est pas un débat, c'est une mascarade! *(Applaudissements sur les bancs socialistes.)*

M. le Président. — Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question lorsque les amendements auront été déposés. Je ne puis vous répondre autre chose pour le moment.

Le vote commence.

— Il est procédé au vote nominatif sur la motion de M. Lagasse.

Er wordt tot naamstemming overgegaan over de motie van de heer Lagasse.

160 membres sont présents.

160 leden zijn aanwezig.

93 votent non.

93 stemmen neen.

66 votent oui.

66 stemmen ja.

1 s'abstient.

1 onthoudt zich.

En conséquence, la motion n'est pas adoptée.

Derhalve is de motie niet aangenomen.

Ont voté non:

Hebben neen gestemd:

MM. Akkermans, André, Bascour, Bertrand, Bertels, Bertouille, Boey, Bogaert (Albert), Bossicart, Chabert, Claeys, Conrotte, Cooreman, le comte Cornet d'Elzuis, Cuvelier (Emile), Daems, Mme De Backer-Van Ocken, MM. De Bondt, De Clercq, Defraigne, De Grève, Mme Delvaux-Gabriel, MM. De Paepe, Descamps, De Seranno, le chevalier de Stexhe, Dewulf, D'Haeyer, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Dhooge, Dupont, Fallon, Février, François, Geens, Gerits, Gijs, Gillet, Mme Godinache-Lambert, M. Goffart, Mme Goor-Eyben, MM. Gramme, Hambye, Hanin, Hendrickx, Herbage, Hulpiau, Janssens, Keuleers, Kevers, Knoops, Lagae, Lagneau, Lahaye, Mme Lassance-Hermant, MM. Lausier, Lavens, Lecluyse, Leemans, Leroy, Leynen, Lindemans, Mesotten, Nauwelaers, Olivier, Pede, Poortmans, Saint-Remy, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Stroobants, Tilquin, Vanackere, Van Canneyt, Vandekerckhove (Robert), Vandenabeele, Vandenbergh, Van der Aa, Vanderborgh, Vanderpoorten, Vandersmissen, Vangeel, Vangronsveld, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, van Waterschoot, Verbist, Verhaegen, Verleysen, Waltniel, Wathélet et Harmel.

Ont voté oui:

Hebben ja gestemd:

MM. Aerts, Basecq, Blancquaert, Bogaerts (August), Bourgeois, Bury, Busieau, Calewaert, Carpels, Cathenis, Close, Coppens, Coppieters, Cuvelier (Félix), Daulne, de Bruyne, De Facq, De Graeve, Mme Delepierre, MM. Delmotte, Demuyter, De Rore, Donnay, Dulac, Falize, Gilquin, Hercot, Hoyaux, Jorissen, Lagasse, Lambiotte, Lecoq, Maes, Meunier, Mommerency, Mme Nauwelaerts-Thues,

MM. Paque, Parotte, Payfa, Persyn, Pierson, Poffé, Ramaekers, Risopoulos, Rombaut, Rubens, Schugens, Spitaels, Stassart, Sweert, Thomas, Van Bogaert, Vandekerckhove (Rik), Van den Eynden, Vandenhove, Van der Elst, Vandezande, Van Elsen, Vanhaegendorren, Mme Van Hees-Julliams, MM. Van Hoeylandt, Van In, Van Nooten, Van Ooteghem, Vernimmen et Wijinckx.

S'est abstenu:

Heeft zich onthouden:

Mme Verdin-Leenaers.

M. le Président. — Mme Verdin est priée de faire connaître les motifs de son abstention.

Mme Verdin-Leenaers. — Monsieur le Président, je n'ai pas voté contre la motion, parce que je maintiens ma confiance au ministre Michel au sujet de l'ensemble de son projet et que j'attends de pouvoir la lui manifester éventuellement par mon vote à l'issue du débat.

Je n'ai pas non plus voté oui, parce que je m'interroge et j'attends la suite des débats pour entendre la réponse du ministre concernant les raisons pour lesquelles l'entrée en vigueur des fusions de communes a pu être reportée à 1983 pour la région anversoise, alors qu'apparemment elle ne pourrait l'être pour la périphérie bruxelloise.

M. Van Hoeylandt. — Vous n'aurez pas de réponse, Madame.

M. Machsens. — Mon vote n'a pas été enregistré, Monsieur le Président. Je désirais voter oui.

M. le Président. — Il vous en est donné acte.

La parole est à M. Pierson.

M. Pierson. — Monsieur le Président, la motion que j'avais eu l'honneur de déposer exprimait le vœu de voir soit le gouvernement, soit le président du Sénat, consulter le Conseil d'Etat.

Je suppose que le vote, majorité contre opposition, qui vient de se dérouler sur ma motion convaincra le gouvernement qu'il n'a pas à suivre les vœux de l'opposition et que le gouvernement ne prendra donc pas l'initiative de consulter le Conseil d'Etat.

Mon vœu s'adressait également au président de cette assemblée et l'objet de ma demande d'intervention, qui sera très brève, Monsieur le Président, est de vous faire remarquer que 68 membres de cette assemblée souhaitent que le président du Sénat consulte le Conseil d'Etat. Il n'est pas nécessaire que ce souhait soit majoritaire pour être entendu.

Je répète le chiffre: 68 sénateurs souhaitent que vous demandiez cet avis.

M. le Président. — Je dois vous faire observer, Monsieur le Président du groupe socialiste, que votre motion est libellée comme suit: «Le Sénat exprime le vœu que, soit le gouvernement, soit le président du Sénat consulte le Conseil d'Etat.»

Cette motion a été mise aux voix. Il est évident que si la réponse majoritaire avait été affirmative, je me serais empressé de dire au gouvernement qu'il n'était pas nécessaire qu'il en prenne l'initiative et que je me serais empressé de le faire moi-même. *(Exclamations sur les bancs socialistes et sur certains autres bancs.)*

Cela étant, c'est la troisième fois qu'au cours de ces deux dernières années, le problème de savoir quelle doit être l'attitude du président du Sénat en présence de demandes de consultation du Conseil d'Etat vient en discussion devant notre assemblée.

La première fois que cette question s'est posée, le 12 juillet 1974, c'est à vous-même, Monsieur Pierson, que j'ai rappelé que la procédure suivie au Sénat n'était pas la même qu'à la Chambre. J'avais déclaré aussi que, suivant en cela la tradition de mes honorables prédécesseurs, à laquelle je souscrivais, chaque fois que le problème de la consultation du Conseil d'Etat serait posé — laissant de côté le problème des pouvoirs personnels du président — j'interrogerais l'assemblée et suivrais sa décision.

J'ai notamment précisé que MM. Gillon et Struye avaient procédé de cette manière et j'ai ajouté: «Hier, aujourd'hui et demain...» — et par rapport à cette déclaration datant d'il y a plus d'un an, ce «demain» est aujourd'hui — «... et en toutes circonstances, aussi longtemps que j'exercerai cette mission, je procéderai de la même manière que mes prédécesseurs.»

Ceci ne vaut donc pas seulement pour les circonstances présentes, mais pour tous les cas qui peuvent se présenter.

Dès lors, vous avez, je crois, bien rédigé votre motion en vous souvenant de mes dires d'il y a un an.

C'est le mieux que je puisse faire.

Je n'interviens pas dans le débat, Monsieur Pierson, vous le savez bien, et ce d'autant moins qu'hier, au moment où l'assemblée était un peu bruyante, vous m'avez reproché de trancher en demandant qu'un seul orateur parle à la fois.

Il ne servirait pas à grand-chose que le président se mette, à son tour, à donner son avis sur chacun des problèmes difficiles qui sont posés et qu'il ait à descendre à la tribune et à demander à un des vice-présidents de vouloir bien le remplacer.

Le mieux est, me semble-t-il, que je cherche à ne pas exprimer dans le débat mes opinions personnelles, auxquelles je suis pourtant particulièrement attaché et qui ont fait l'objet d'une très longue étude de ma part.

La parole est à M. Pierson.

M. Pierson. — Monsieur le Président, au nom de mon groupe, j'ai l'honneur de vous demander une suspension de séance d'un quart d'heure environ.

M. le Président. — D'accord.

— *La séance est suspendue à 15 h 05 m.*

De vergadering wordt geschorst te 15 u. 05 m.

Elle est reprise à 15 h 30 m.

Ze wordt hervat te 15 u. 30 m.

M. le Président. — La séance est reprise.

De vergadering is hervat.

Nous reprenons la discussion en cours.

La parole est à M. Pierson.

M. Pierson. — Monsieur le Président, vous avez donné lecture tout à l'heure de certaines déclarations que vous avez faites il y a quelques mois pour expliquer la manière dont vous appliqueriez la compétence qui vous est conférée de demander l'avis du Conseil d'Etat. Je n'ai pas eu le temps de vérifier si, à l'époque, il avait été répondu à cette manifestation de votre volonté.

Je me bornerai à vous dire que mon groupe ne partage pas votre opinion sur ce point. Il considère que, si la loi instituant le Conseil d'Etat a accordé, non seulement au gouvernement mais également aux présidents des assemblées législatives, le droit de lui demander avis, la compétence ainsi conférée aux présidents s'entend ex officio. Si le président, avant de décider s'il doit demander l'avis du Conseil d'Etat, consulte l'assemblée et prend sa décision en fonction d'un vote majoritaire qui s'y dégagerait, cela me paraît modifier quelque peu la portée de la loi créant le Conseil d'Etat. En effet, ce n'est plus alors aux présidents ex officio que cette compétence personnelle est donnée, mais c'est à l'assemblée elle-même. On réduit grandement le fondement de cette compétence car, si la majorité estime qu'il faut consulter le Conseil d'Etat, le gouvernement la suivra dans cette opinion et vice versa en cas de refus. Par ailleurs, lorsque l'avis du Conseil d'Etat est demandé sur des points ayant trait à la constitutionnalité ou à la légalité d'une initiative gouvernementale, le président des assemblées législatives est, par essence, le protecteur de la minorité. Celle-ci ne bénéficierait pas d'une protection si une réponse positive à son vœu dépendait d'un vote de la majorité.

Sans vouloir le moins du monde créer un incident, j'ajoute qu'il existe un précédent: dans une autre assemblée délibérante, plus exactement au Conseil culturel français, un président, appartenant cependant à la majorité, a estimé devoir demander l'avis du Conseil d'Etat nonobstant un vote négatif de la majorité, en considérant qu'un nombre suffisamment important de membres de l'assemblée avaient exprimé le souhait d'obtenir cette consultation.

La semaine dernière, lorsque nous avons arrêté l'ordre de nos travaux, j'ai eu l'occasion de protester au nom de l'opposition socialiste contre les méthodes de travail parlementaire qui nous étaient imposées. On fait voter les projets à la hussarde. Ne prenons que l'exemple du projet de loi sur les fusions: il fut voté dans la matinée du 21 novembre à la Chambre. Le document portant la date du 22 novembre a été distribué le samedi aux sénateurs. Il n'était pas question de siéger le dimanche ou le lundi et, dès le mardi, les commissions se sont réunies. Dans le même temps, pendant des jours qui ne sont pas traditionnellement réservés aux séances, d'autres commissions ont travaillé jusqu'à des heures indues; il en fut ainsi de la commission des Finances et d'autres qui devaient examiner le budget des Voies et Moyens et la loi-programme, et ce alors que la Chambre n'en avait pas encore terminé elle-même l'examen.

A un moment où vous n'étiez pas présent, Monsieur le Premier ministre, j'ai fait remarquer que cette manière de mener les travaux

parlementaires à la schlague était une négation du régime bicaméral. Le Sénat, nous dit-on, est tenu par des raisons d'urgence et de calendrier mais, en fait, le budget des Voies et Moyens et la loi-programme auraient pu être déposés quelques semaines plus tôt. Il en est de même pour le projet relatif aux fusions de communes. C'est le gouvernement qui aurait dû travailler un peu plus vite et pas nous.

Nous n'aurions pas été obligés de continuer nos travaux jusqu'à la Noël et pendant les fêtes de fin d'année.

J'ai dit que c'était une négation du système bicaméral. Si le Sénat ne peut qu'approuver sans changement ce qu'a voté la Chambre, supprimez le Sénat. Le système bicaméral se justifie parce qu'il est bon qu'il existe un temps de réflexion entre le vote entériné dans une Chambre et le commencement des débats dans l'autre, de manière à permettre à des spécialistes ou à des gens qui connaissent la matière, ou même à l'opinion publique, de réagir, d'amener certaines corrections.

Nous sommes également scandalisés par la manière dont nous sommes traités dans ce débat. M. Lepaffe l'a dit ce matin à la tribune, on a le sentiment que tout cela ne sert à rien, que vous êtes bien résolu, Messieurs, à écarter tous amendements, à nous laisser faire les discours que nous estimons devoir faire, à attendre patiemment le vote final. Majorité contre opposition, vous adopterez le texte que la Chambre a voté, même si — nous le savons par des conversations particulières — vous estimez que ce texte n'est pas parfait, qu'il contient des erreurs et qu'il devrait être corrigé. Mieux vaut, semble-t-il, voter un mauvais texte que perdre huit jours! Je ne sais pas pourquoi. Je reprends l'expression que j'ai déjà employée: j'attends qu'on me démontre pourquoi la terre cesserait de tourner si la loi sur les fusions de communes, au lieu de porter la date du 24 ou du 26 décembre, portait celle du 7 ou du 8 janvier.

Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, je crois que cette manière d'agir, — nous sommes très sincères en le disant, mes amis et moi venons encore d'en discuter, — est dangereuse pour le régime et la responsabilité de ce danger, c'est vous qui l'assumez. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vanhaegendoren.

De heer Vanhaegendoren. — Mijnheer de Voorzitter, geachte collega's, ik herinner mij dat een lid van een partij van de huidige meerderheid, onze geachte gewezen collega, Moreau de Melen, een voorstel van wet heeft ingediend, volgens hetwelk het advies van de Raad van State altijd zou moeten worden gevraagd en er alleen een uitzondering zou worden gemaakt voor spoedeisende gevallen en voor noodtoestanden. Dit was wijs. Ik weet niet of de huidige P.V.V.-P.L.P.-fractie nog even wijs is.

Indien onze geachte voorzitter zich schikt naar de democratische regel dat hij alleen het advies van de Raad van State vraagt indien de vergadering hem hierom verzocht, dan eist de democratie dat hij niet alleen met de meerderheid van de vergadering rekening houdt, maar ook met een belangrijke minderheid. Daarom zullen wij een voorstel tot wijziging van de wet op de Raad van State indienen, waarbij het advies door de voorzitter moet worden gevraagd, indien bijvoorbeeld 25 of 30 pct. van de senatoren, dit wil zeggen een belangrijke minderheid, erom verzoekt. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

De heer de Seranno. — Toch nog een grendel!

M. le Président. — La parole est à M. Risopoulos.

M. Risopoulos. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, mes chers collègues, sur le point précis qui vient d'être soulevé, celui de la consultation du Conseil d'Etat, il ne faut pas s'en tenir au débat d'aujourd'hui. Devant d'autres majorités et à l'occasion de la discussion d'autres problèmes, le principe de cette consultation restera d'une grande importance.

M. le président du Sénat n'ignore pas que nous lui accordons toute la déférence due à sa fonction et, au-delà, celle qu'il mérite à titre personnel. Il s'est, en l'occurrence, retranché derrière une tradition. Il a fait allusion à ses éminents prédécesseurs, MM. Gillon et Struye, et il a souligné le fait que le président du Sénat en agissant dans le sens qu'il nous a indiqué, restait en somme dans les limites de sa discrétion essentielle. Le mot discrétion n'étant pas pris cette fois dans le sens de pouvoir mais dans celui de modestie et de frein à ses possibilités.

Je me permets de lui dire que si nous ne pouvons marquer notre accord sur son point de vue, c'est pour des motifs qui le dépassent complètement. Nous savons que la décision relève ou de sa compé-

tence ou de celle du gouvernement. Mais le président du Sénat a dit qu'il n'agissait que si la majorité le lui indiquait, le gouvernement n'envisageant pas de le faire lui-même. Je dis que le texte est vidé de son sens. En effet, si ce n'est pas le président du Sénat qui agit, à défaut du gouvernement, je me pose la question de savoir à quoi peut servir un texte qui permette précisément au président du Sénat d'intervenir. Si c'est uniquement dans le cas où la majorité le veut, la majorité étant en fait le gouvernement, il n'y a pas de problème et l'article aurait pu ne pas comporter ce choix ou cette possibilité supplémentaire. Dans la mesure précise où le président du Sénat peut et doit prendre l'initiative, je dirai presque que c'est uniquement quand la majorité ou le gouvernement s'en abstient. (*Applaudissements sur les bancs du P.L.P., du P.S.B. et sur ceux de la Volksunie.*)

M. le Président. — Je suggère au Sénat de ne pas ouvrir un débat sur cette matière, qui fut examinée par lui à de nombreuses reprises. J'y avais longuement réfléchi avant la déclaration que j'ai faite, il y a un an et demi, *in tempore non suspecto*. Je ne puis, je crois, changer de point de vue. Je suis prêt à en discuter en commission du règlement lorsqu'elle sera réunie en temps opportun. Je répète que je ne puis changer de point de vue; il n'entre d'ailleurs pas dans mes intentions de le faire aujourd'hui et je crois que vous me donnerez raison.

Il est temps maintenant d'aborder la deuxième partie du débat, c'est-à-dire celle qui concerne les aspects municipalistes; à cela il faut encore ajouter le problème des fédérations périphériques. Ce débat, vous vous en doutez, sera ample d'autant plus qu'une quarantaine d'orateurs sont inscrits.

La parole est à M. Close.

M. Close. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministre, Mesdames, Messieurs, malgré la protestation élevée par M. Pierson, au nom du groupe socialiste de cette assemblée, je ne peux, en ce qui me concerne, me dispenser de vous dire combien ma déception est profonde et vive mon irritation. Je veux rappeler que, avec d'autres collègues anciens ministres de l'Intérieur, nous avons été confrontés à l'époque, avec le problème incontestablement difficile posé par la nécessité de restructurer, dans une perspective de modernisation des structures de l'Etat, nos entités locales. Pour être clair, j'entends préciser que, pas plus que je ne l'ai fait hier, je ne compte, aujourd'hui, sous-estimer les difficultés d'une opération que je continue à considérer comme indispensable. Chacun sait qu'en réalité nos critiques portent essentiellement sur les méthodes utilisées et sur la façon inacceptable dont le gouvernement entend nous l'imposer. Je voudrais rappeler également qu'à l'époque, toujours comme ministre de l'Intérieur, j'avais engagé et encouragé loyalement de nombreuses consultations; j'espérais — peut-être naïvement — mais sincèrement qu'à l'égard d'un problème aussi important et aussi délicat, qui concerne l'ensemble de nos populations, nous aurions pu arriver, majorité et opposition, au départ d'un débat très ouvert à aboutir à un accord aussi large que possible. Nous n'en sommes malheureusement pas là; ce débat commence et se poursuivra vraisemblablement dans un climat que je qualifierai de regrettable et même de dangereux. J'en arrive à mon intervention.

Désigné par le groupe socialiste pour aborder dans cette première intervention, les aspects généraux et politiques du projet de loi sur les fusions de communes, soucieux, d'autre part, de respecter la méthode de travail que j'ai personnellement suggérée aux commissions réunies de l'Intérieur et de la Justice, on comprendra que j'évoque également des aspects plus particuliers qui seront traités de manière plus précise et plus détaillée par plusieurs orateurs de mon groupe dans la suite de ce débat.

Je pense notamment au problème très préoccupant du personnel et des finances communales de même qu'au problème des intercommunales.

Je peux cependant, dès à présent, vous indiquer qu'après la remarquable démonstration de notre collègue, M. Pierson, rejoint et appuyé par d'autres juristes, tels que MM. Calewaert, Van Bogaert, Rombaut, je me garderai de revenir sur les aspects juridiques et constitutionnels d'une procédure pour le moins insolite, décidée par le gouvernement et acceptée avec résignation par une majorité silencieuse visiblement mal à l'aise.

Je reviendrai sur ce point lorsque j'aborderai l'aspect politique du problème.

Pour l'instant, et pour dissiper une équivoque, une confusion et une contrevérité que l'on tente d'entretenir, je rappellerai après d'autres et une fois de plus la position du parti socialiste en matière de fusions de communes.

Nous sommes depuis longtemps déjà, et nous le restons, convaincus de la nécessité de la perspective d'une indispensable modernisation des structures de l'Etat, d'une restructuration de nos entités locales dont l'objectif, le seul objectif, devrait être la mise en place d'entités plus fortes, mieux équilibrées, plus autonomes et, dès lors, plus aptes à répondre aux besoins, aux aspirations, aux revendications légitimes de nos populations, attachées à nos traditions communales.

Les mandataires socialistes responsables et associés à la gestion communale ont fait la preuve de leur attachement, de leur dévouement, de leur qualité de gestionnaires. Ils ont dès lors le devoir de rappeler un certain nombre de choses et de dénoncer le caractère improvisé, autoritaire, partisan d'un projet qui suscite et qui continuera à provoquer de nombreuses réactions et oppositions.

Monsieur le Ministre, vous me semblez être trop facilement, trop naïvement peut-être, satisfait, rassuré, sinon réjoui en constatant, et c'est vrai, qu'au niveau des populations concernées, votre projet ne paraît pas susciter énormément d'émotion ou d'inquiétude. Cela se produira cependant au moment où nos concitoyens s'apercevront des conséquences désastreuses de votre politique et attendront dans la plupart des cas, très longtemps, trop longtemps pour en percevoir les avantages.

Je pense notamment à la désorganisation des services communaux, à l'éloignement du pouvoir de décision, aux difficultés de restructuration du personnel communal, qui a déjà pris conscience de l'incertitude de son sort et que vous ne tentez pas de rassurer, à l'aggravation de la situation financière des communes — nous y reviendrons tout à l'heure — et à l'impossibilité pour les nouvelles entités de faire face à leurs nouvelles obligations et aux engagements qu'elles auraient pu prendre.

Je trouve la confirmation de ces préoccupantes perspectives dans une de vos réponses à la commission de l'Intérieur de la Chambre, reproduite dans le rapport de M. Verroken, en sa page 17.

Je cite le texte: «Il est d'ailleurs évident qu'après le 1^{er} janvier 1977, les nouvelles administrations communales se trouveront confrontées à une très lourde tâche, au moins durant les premières années de la législature communale. Tous les services devront être réorganisés; un budget devra être établi; un nouveau cadre du personnel devra être composé; tous les règlements et les arrêtés devront être revus, notamment en ce qui concerne les taxes, le recrutement, les promotions, etc.; les plans d'aménagement devront être modifiés du tout au tout; il faudra établir un inventaire de toutes les ressources disponibles ainsi que des besoins, en indiquant l'ordre des priorités, afin de pouvoir faire face à ceux-ci, compte tenu des possibilités.

» Il apparaît dès lors au ministre qu'il ne convient pas d'agir avec précipitation et d'impartir trop vite aux nouvelles administrations communales des tâches et des missions nouvelles, exigeant à leur tour des nouvelles procédures. »

Il convient également de rappeler qu'un certain nombre de mandataires socialistes, à mon sentiment trop peu nombreux — c'est là mon regret et un reproche que j'ai exprimés publiquement — ont suscité, encouragé, préparé, réalisé des fusions de communes qui avaient, par rapport à ce qui nous est globalement présenté aujourd'hui, la justification d'être volontaires, c'est-à-dire souhaitées, et généralement bien préparées.

Au niveau des responsabilités gouvernementales que nous avons assurées, nous avons chaque fois clairement exprimé notre souci et notre volonté de procéder dans les meilleures conditions et, j'insiste, dans les meilleurs délais, à une restructuration de nos entités locales en les associant loyalement et étroitement à la réalisation de cette importante et délicate réforme. C'est fort différent de la méthode que vous employez, Monsieur le Ministre.

Ayant suivi avec l'intérêt que vous devinez les débats en commission de l'Intérieur de la Chambre en séance publique, et en qualité de président, les travaux des commissions réunies de l'Intérieur et de la Justice, j'ai observé que tout naturellement on citait notamment les déclarations, les commentaires des ministres de l'Intérieur qui se sont succédés et, plus particulièrement, celles de M. Harmegnies, qui s'est longuement expliqué, non seulement sur l'interprétation qu'il convenait à son sentiment de donner à la loi qu'il a élaborée, proposée, et fait voter à l'unanimité des assemblées parlementaires mais, et cela m'apparaît plus important encore, la justification, l'esprit qui l'avait animé, et la finalité de cette loi de juillet 1971.

Ce qui m'a frappé également et sans que cela, dans les circonstances présentes, ne puisse, bien au contraire, m'attrister, c'est qu'en dehors de M. de Stexhe qui m'a fait l'honneur de me citer un certain nombre de fois, sans nécessairement vouloir pour autant m'embarasser, on n'a guère évoqué la manière dont j'envisageais, comme ministre de l'Intérieur du gouvernement, présidé par M. Leburton, l'approche, la préparation, la réalisation de l'opération.

On me permettra, dès lors, de faire référence à l'exposé que je faisais le 7 juin 1973, devant la commission parlementaire mixte consultative sur la régionalisation.

J'ai relu attentivement le rapport de MM. Dua et Brouhon qui fait état d'un large assentiment de la commission que j'avais à l'époque considéré comme un encouragement pour présenter à la fois un plan directeur et un calendrier que j'envisageais de présenter — j'ai probablement mal choisi la date — pour le 1^{er} avril 1974.

Je le rappelle, j'insistais à l'époque sur le fait que nous disposons actuellement de deux instruments législatifs: la loi du 23 juillet 1971 qui a pris la relève de la loi unique de juillet 1961, organisant les agglomérations et fédérations de communes. Cette seconde loi a pu être votée à la suite de la révision, en 1970, de certaines dispositions de la Constitution et de l'introduction des articles 108bis et 108ter. Ainsi qu'il a été souligné à plusieurs reprises à l'occasion des travaux parlementaires de l'été 1971, défendre à notre époque l'autonomie du pouvoir local, ce n'est pas vouloir le maintenir dans une certaine «parcellisation» qui prive en fait la plupart des collectivités de toutes possibilités d'action efficace et prolongée, c'est au contraire vouloir donner au pouvoir local une assise territoriale et humaine qui lui permette de survivre en s'adaptant et de continuer, dans l'avenir comme dans le passé, à assumer la défense des particularités légitimes, ce qui ne peut se faire qu'en garantissant un équilibre entre la technicité, l'efficacité et le sens de l'humain.

A la même époque, en conclusion de son rapport sur la loi du 23 juillet 1971, M. le représentant Verroken mettait en évidence l'évolution des esprits en cette matière.

Il déclarait notamment: «Il y a dix ans, on mettait surtout l'accent sur la suppression des très petites communes et des communes «non viables». Il était surtout question à cette époque d'une population minimale de 2.500 habitants.»

Il poursuivait: «A l'heure actuelle, l'objectif que l'on se fixe est plus positif et l'on met l'accent sur la constitution de communes administrativement fortes et l'on considère plutôt que les communes nouvelles devraient, toutes, être des communes émancipées.

» Actuellement, il est généralement admis que les mêmes arguments valent également pour des communes plus importantes», mais j'ajoute: dans des limites qui restent humaines.

En faveur de cet élargissement des structures communales, l'Union des villes et communes belges a déjà pris, à plusieurs reprises, position en souhaitant qu'avant la mise sur pied des agglomérations et des fédérations de communes, le gouvernement procède — et c'était l'intention du gouvernement Leburton — dans les plus brefs délais, dans le cadre d'un plan d'ensemble établi en fonction de données objectives, aux fusions indispensables, afin de donner aux communes une aire géographique suffisante, une base financière saine et un cadre administratif adéquat, leur permettant d'assurer, de façon appropriée, les tâches qui leur incombent en vue de rencontrer les besoins et les aspirations de leur population.

Comme ses prédécesseurs, le gouvernement présidé par M. Leburton s'était formellement engagé à encourager, et non «à imposer», j'y insiste, la politique de fusion des communes en vue de mettre en place des entités suffisantes et viables. Je précisais à cette époque que depuis mon entrée en charge comme ministre de l'Intérieur «seul responsable de la division administrative du territoire», ainsi qu'il a été rappelé à l'occasion des travaux parlementaires de l'été 1971 — je confirme ainsi ce qu'a rappelé hier M. de Stexhe — je saisisais toutes les occasions pour réaffirmer la détermination du gouvernement de poursuivre sans désespérer l'indispensable restructuration des territoires communaux de plus en plus impérieusement réclamée par l'opinion publique elle-même, disais-je quelque peu imprudemment peut-être.

En effet, s'il est conscient de la nécessité d'envisager ce problème complexe et délicat dans une perspective d'ensemble, le gouvernement a néanmoins considéré qu'il faut encourager par priorité les fusions de communes. Cette priorité me paraît d'ailleurs conforme à la préoccupation exprimée par le législateur en adoptant l'article 2 de la loi du 26 juillet 1971.

Aussi, dès le 9 avril 1973, ai-je rappelé aux gouverneurs de province les dépêches que mon honorable prédécesseur, M. Van Elslande, leur avait adressées en cette matière le 17 juillet et le 26 septembre 1972.

Par la première de ces circulaires, il leur avait notamment soumis l'étude que l'administration centrale lui avait présentée le 6 mars 1972, afin de l'aider à définir les grandes lignes d'une politique générale et méthodique de regroupement des communes fondée sur des critères objectifs.

Il y avait joint une hypothèse de travail et une carte qui avaient pour seule ambition, ainsi que le précisait une note complémentaire

du 8 mai 1972, de donner l'allure générale de ce que pourrait représenter, suivant les critères avancés, la nouvelle carte des communes belges.

C'est ce dernier document, généralement isolé de son contexte, qui devait être divulgué par la presse en août 1972.

Le 25 avril 1973, j'informais une fois de plus les gouverneurs que le moment me paraissait venu de faire progresser parallèlement les travaux en cours dans leurs services et à l'administration centrale de mon département. Je leur ai signalé que des fonctionnaires du département de l'Intérieur allaient prendre contact avec eux afin, d'abord, de me tenir régulièrement au courant des travaux poursuivis dans chaque province; ensuite, de s'informer — j'y insiste — des réactions et des propositions des autorités locales et, enfin, sur base de l'ensemble des éléments recueillis, de reprendre avec eux l'hypothèse de travail que je viens de rappeler, qui ne constituait qu'une première approche, de manière à en faire un «schéma directeur» qui indiquerait à chaque commune ses partenaires apparaissant comme les plus logiques et sa place future dans le nouveau découpage administratif en gestation.

Comme je l'ai rappelé à maintes reprises, je me proposais de donner — et je regrette que cela n'ait pas été retenu — la priorité aux propositions qui présenteraient une concordance suffisante entre trois éléments, à savoir: 1^o le plan de fusions, généralement dénommé «Plan Costard», dressé par le département de l'Intérieur et que celui-ci s'efforçait d'approfondir, d'amender et d'améliorer, en collaboration avec les autorités provinciales, ce qui devait probablement permettre de rapprocher les points de vue dans bien des cas. Ce plan reste pour nous un élément de référence intéressant, dont la publication a suscité l'intérêt et dans certains cas l'inquiétude; 2^o Les suggestions des gouverneurs qui, bien au fait des situations locales, sont particulièrement aptes à mener les enquêtes préalables, à nouer des contacts avec les administrateurs communaux, de manière à les conseiller dans leurs choix et à coordonner les initiatives; 3^o les avis des conseils communaux, porte-parole les plus autorisés des populations intéressées. Voilà ainsi défini ce qui aurait dû, me semble-t-il, déterminer les priorités.

Dans le plan qui nous est proposé et dans des cas trop nombreux et trop significatifs à mon sens, il n'a pas été tenu compte des trois points de convergence qu'il m'apparaissait utile d'apprécier.

Ce long rappel visait à démontrer quels étaient à la fois notre souci et notre volonté, à savoir: opération en plusieurs temps, approche toute différente de l'opération brutale, globale et autoritaire que l'on nous présente et que l'on tente de nous imposer en négligeant par ailleurs le règlement d'un certain nombre de problèmes qui ne sont pas joints au projet de loi actuellement soumis à notre examen. Je pense notamment aux problèmes du personnel communal, des finances communales et des intercommunales.

L'objectivité me commande de rappeler que lorsque j'avais annoncé un certain nombre de priorités, notamment pour les fusions volontaires, à la question qui m'était souvent posée: Suffit-il, qu'une, deux, trois ou quatre communes acceptent de fusionner? Je répondais: Ce ne sera pas nécessairement suffisant, mais ce le sera dans la mesure où ces propositions parviendront à s'intégrer dans un plan qui, pour moi aussi, Monsieur le Ministre, aurait été une conception d'ensemble portant sur la restructuration, en des temps différents, de l'ensemble du territoire national.

Force est de constater qu'un grand nombre de communes, non par conviction profonde ou par enthousiasme, mais plutôt poussées par la crainte — et elles ne se trompaient guère — de se voir imposer un plan qui ne leur conviendrait pas, ont, avec résignation, pris certaines délibérations. A cet égard, j'ai souvent eu l'occasion de dire au ministre de l'Intérieur que si l'on avait procédé à un examen sérieux, on aurait trouvé un nombre important de communes ayant fait acte volontaire de fusion avec d'autres.

Ce qui nous différencie, nous sépare et nous oppose, dans ce débat, c'est l'approche que vous avez faite du problème, la méthode qui a été employée et enfin le but que vous visez.

En ce qui concerne l'approche du problème, mon souci, je l'ai rappelé, était de tenter, par tous les moyens, d'associer loyalement, sincèrement et directement les communes concernées à la réforme envisagée.

Ce souci de concertation, de recherche du dialogue, j'ai eu l'occasion d'en donner la preuve lors de mon bref passage au ministère de l'Intérieur et ce à l'occasion d'autres problèmes tout aussi délicats.

J'ajoute que rien ne vous obligeait à une opération globale et en un seul temps. Si, au fur et à mesure de l'examen des dossiers qui nous étaient soumis, nous constations que des situations particulières se présentaient dans certaines régions du pays, nous aurions pu étaler le

mouvement de fusion. Dans le contexte actuel, l'exception que vous avez consentie pour la ville d'Anvers, vous a été souvent reprochée.

Pour d'autres régions, en partant de situations peut-être différentes, mais qui auraient pu être prises en considération, il aurait été souhaitable d'étaler le plan de restructuration jusqu'au 1^{er} janvier 1983.

M. le chevalier de Stexhe. — A l'époque, vous aviez parlé du 1^{er} janvier 1976.

M. Close. — Mon souci, était, en effet, d'arriver, en trois étapes, à une restructuration pour le 1^{er} janvier 1976. Je constate que le souci de l'actuel ministre de l'Intérieur était identique, à savoir : restructurer l'ensemble du territoire national au 1^{er} janvier 1976. Il a admis qu'on pouvait faire certaines exceptions et dérogations, ce qui est le cas pour la ville d'Anvers.

Le souci était d'en terminer, si je puis dire, selon une méthode qui, je viens de le rappeler, était un peu différente, en janvier 1976. Mais cela n'écarterait par le fait que des situations particulières auraient permis de disposer d'un délai plus long.

Alors, comment expliquer votre précipitation, pour ne pas dire votre acharnement, qui conduit à des conditions de travail regrettées et dénoncées à la fois sur les bancs de l'opposition et sur ceux de la majorité ?

Vous voulez que le projet soit voté très certainement avant le 31 décembre et même à la veille de Noël. Je ne m'explique pas très bien cette précipitation.

On pourrait peut-être y trouver quelques explications. J'imagine que ce n'est pas le souci d'offrir aux 1 300 communes qui se sont opposées à votre plan de restructuration ce cadeau de Noël 1975. Il faut donc chercher d'autres motifs. C'est peut-être, et je le comprendrais davantage, le souci de ne pas prolonger plus longtemps l'embarras de membres de votre majorité, et j'y reviendrai tout à l'heure. Ou alors, est-ce le sort du gouvernement qui vous préoccupe ? En ce qui nous concerne, nous ne sommes pas tellement préoccupés du sort d'un gouvernement qui se révèle de plus en plus incapable de rencontrer, de résorber, de résoudre une crise qui inquiète gravement l'ensemble de notre population, mais qui serait peut-être, à court terme, également incapable de résoudre une crise plus interne.

Voilà en ce qui concerne l'approche et le timing.

Quant au souci d'associer les municipalités à votre plan, nous avions défini une procédure de consultation. Les juristes de cette assemblée en ont longuement discuté hier et ce matin. Ce que je constate, n'étant pas juriste, c'est qu'en réalité le souci du législateur, notamment celui de juillet 1972, a été — et je le retiens exclusivement et formellement — d'associer les communes à la restructuration des entités locales, mais de toute évidence, à l'égard d'un projet qui devait être, par ailleurs et dans le cadre de la même procédure, soumis au Parlement.

A quoi sert-il au Parlement d'être en possession de très nombreux avis formulés, répétés et confirmés par des communes, si le projet qu'on lui soumet est différent de celui qui a fait l'objet de la première consultation ?

Vous avez fréquemment répété, Monsieur le Ministre, qu'au-delà de cette concertation prévue par la loi, vous aviez eu de nombreux contacts « tous azimuts ». J'aurais préféré que vous vous en teniez aux consultations prévues par la loi, quitte à les reprendre une deuxième fois, notamment au départ du projet qui nous est soumis, plutôt que de procéder à des consultations, entre autres des comités ministériels régionaux dont vous avez beaucoup parlé ; et ce matin, à la tribune, vous avez confirmé qu'ils avaient pris une part active à l'élaboration du projet en formulant des avis et, j'ai de bonnes raisons de le croire, formulé à la fois des observations et des revendications en ce qui concerne le partage ou la redistribution des communes. Je regrette, et ce regret a également été exprimé en commission, que vous ayez refusé de joindre au rapport de M. Vanackere — ce refus est acté au procès-verbal — ces avis dont vous aviez tenu à souligner l'intérêt.

Vous nous avez très peu parlé d'autres consultations que vous avez engagées — c'était votre droit et votre responsabilité — de manière certainement plus discrète, mais qui se sont révélées particulièrement efficaces.

Au lendemain de la publication de votre premier plan de fusions pour l'arrondissement de Liège, les socialistes liégeois ont très rapidement réagi ; ils vous ont demandé une entrevue pour discuter de votre projet.

Vous nous avez reçus longuement et j'ajoute courtoisement. Nous vous avons fait part non seulement de nos observations, de nos

critiques, mais également de nos suggestions que vous avez bien voulu, à l'époque, considérer comme intéressantes. Notre relative satisfaction a d'ailleurs fait l'objet d'un communiqué de presse que nous vous avions préalablement soumis.

Encouragés par l'accueil que vous nous aviez réservé, par l'appréciation que vous formuliez sur nos contre-propositions, nous avons eu le souci de les commenter et de les faire connaître aux autres formations politiques de l'arrondissement, à l'exception, il est vrai, du seul Rassemblement wallon. Nous savions, en effet, déjà à l'époque, et nous en avons maintenant la confirmation, qu'il a joué un rôle et qu'il a formulé des exigences et des pressions qui ont abouti dans certains cas — je pése mes mots — à un véritable marchandage. Des cas précis seront évoqués par certains de nos collègues.

Au cours de ces conversations — nous ne le cachons pas — nous avons régulièrement donné des informations à cet égard à la presse. Nous avons constaté qu'un accord aurait pu être trouvé pour la restructuration, non seulement de la ville de Liège, qui continue à nous préoccuper beaucoup, mais aussi de l'arrondissement de Liège.

Nos partenaires formulaient un certain nombre d'exigences politiques et, finalement, ce rapprochement, sinon cet accord, n'a pu être concrétisé.

Je constate, par contre, au départ du tableau que j'ai sous les yeux et que je commenterai plus longuement lorsque je reprendrai la parole sur un autre volet du débat, que, dans un certain nombre de cas, la seule convergence que nous retrouvions, se situe entre les positions très clairement exprimées de certains partis politiques de la majorité et le plan du ministre de l'Intérieur.

Telles sont mes observations au sujet de l'aspect, brièvement évoqué, des consultations.

En ce qui concerne les finances communales, sur lesquelles je reviendrai ultérieurement, je tiens à insister sur le fait — et chacun l'admet — qu'en réalité, les fusions de communes, contrairement à ce qu'on laisse espérer, coûteront cher aux nouvelles entités locales. Nous en avons des exemples très significatifs.

La situation financière de la ville de Mons, qui, avant les fusions, n'était pas particulièrement florissante, s'est aggravée. Quant à la ville de Bruges, dont le budget était équilibré, elle connaît quelques années après la fusion une situation financière particulièrement préoccupante.

Sous le gouvernement précédent, nous avions, me semble-t-il, obtenu, malgré les réticences que l'on peut imaginer, qu'un effort particulier soit fait en matière de finances communales, de manière à préparer, dans les meilleures conditions, la mise en place des nouvelles entités.

C'était notamment le recours à la technique de l'emprunt de consolidation. Je sais qu'elle a été reprise par l'actuel ministre de l'Intérieur qui a annoncé un nouveau recours à cette technique, ce qui a suscité, mais d'une manière qui s'est révélée un peu hâtive, la satisfaction de nombreux mandataires communaux. Celui qui fut le premier à l'exprimer fut notre collègue, M. Busieau, à la commission de l'Intérieur du Sénat.

M. Busieau. — Je me suis rétracté par la suite.

M. Close. — Mais l'emprunt de consolidation, tel que vous l'avez envisagé, servira essentiellement à couvrir le déficit des communes constaté au compte de 1975. Ce qui préoccupe certaines communes, c'est de savoir ce que deviendront les charges des emprunts qu'elles ont contractés antérieurement pour faire face à leurs obligations.

Je prends l'exemple de la ville de Liège ; je pourrais d'ailleurs y ajouter celui de la ville d'Anvers. Actuellement, la ville de Liège doit supporter dans son budget annuel une charge d'emprunt d'environ 25 p.c. La formule retenue lui permettra de voir son déficit arrêté aux comptes de 1975 et couvert par l'emprunt de consolidation. J'ajoute immédiatement que, non seulement la ville de Liège telle que nous la connaissons maintenant mais aussi la nouvelle entité envisagée dans votre projet, soit Liège annexant par votre volonté sept communes périphériques, devra inscrire, dès le 1^{er} janvier 1977, à son budget les charges de ses emprunts qui, vous le savez, seront considérables.

Je terminerai, Monsieur le Ministre, en regrettant, au-delà du climat qui préside à ce débat, certaines méthodes, voire certains procédés. J'ai dans mon dossier des lettres qui me sont adressées par des mandataires qui, très légitimement et très démocratiquement, ont manifesté, par des moyens qui restent légaux, leur opposition au plan de fusions du gouvernement. Je constate que des mandataires de petites communes — j'y suis personnellement d'autant plus sensible — qui sont en même temps fonctionnaires de l'Etat se voient convoqués par leur administration pour s'entendre dire qu'on n'apprécie guère leur politique d'opposition au plan de fusions du

gouvernement. En des termes non équivoques et suffisamment formels, on attire leur attention sur le fait que le serment qu'ils ont prêté au moment de leur entrée en fonction comme mandataires vaut aussi bien pour l'administration communale que pour l'Etat. On leur laisse entendre que des mesures sévères pourraient être prises, pas seulement à l'égard des mandataires communaux — pour eux, vous en envisagez d'autres —, mais envers les fonctionnaires de l'Etat dans la mesure où ils ne renonceraient pas à leur position.

M. Busieau. — C'est grave, Monsieur le Ministre.

M. Close. — C'est plus que grave, c'est inacceptable. Permettez que je ne cite pas de noms à la tribune, Monsieur le Ministre, je vous les communiquerai ultérieurement si vous le désirez.

J'ai dans mon dossier une autre lettre que je n'ai pas sollicitée. La lecture de quelques extraits m'embarrasse tout autant que ceux qui ont pris la responsabilité des faits qui sont évoqués. Il s'agit d'un bourgmestre de la région liégeoise qui, il y a quelques semaines, a autorisé — pourquoi l'aurait-il refusé? — les agents communaux à participer avec des milliers de leurs collègues à une manifestation organisée à Liège par la seule C.G.S.P., pour exprimer massivement et de manière déterminée leur inquiétude à l'égard de ce que serait leur statut après les fusions.

Ce bourgmestre a reçu, un matin, des membres de la gendarmerie ou plus exactement de la B.S.R., qui, sous prétexte de recueillir des renseignements de population — c'est une mission qui leur incombe — ont insisté beaucoup pour obtenir aussi la liste des agents communaux qui avaient participé à la grève. Chose tout aussi grave, ces agents ont interrogé le bourgmestre, qui est lui fonctionnaire provincial, sur le point de savoir s'il avait personnellement participé à la grève. Ce sont des procédés que nous considérons comme inacceptables et dangereux pour notre régime démocratique. La mission du ministre de l'Intérieur n'est pas seulement d'assurer l'ordre public mais aussi de protéger chaque citoyen en lui garantissant son libre droit d'expression.

Qu'en est-il des bourgmestres, qui ont déclenché de manière très lucide, consciencieuse, courageuse et responsable, une grève administrative? Par l'intermédiaire des gouverneurs de province, ils se sont vu annoncer l'envoi de commissaires spéciaux. Il leur appartiendra, dans les jours qui viennent, de prendre leurs responsabilités. Personnellement, je dis que c'est normal: chacun doit prendre sa propre responsabilité.

Mais plus près de nous, prenons le cas d'un de nos collègues, sénateur de l'arrondissement de Liège, M. Donnay. Depuis quelques semaines, son dossier de nomination comme bourgmestre est à l'examen chez le ministre de l'Intérieur et attend d'être soumis à la signature du Roi. Ce dossier ne comprend rien de répréhensible en ce qui concerne l'honorabilité de M. Donnay; tous les rapports sont favorables. Il y a quelque temps, Monsieur le Ministre, vous avez convoqué M. Donnay pour lui faire part de votre embarras mais également de votre décision de ne pas soumettre son dossier à la signature royale du fait qu'il a avec un nombre important d'autres mandataires communaux, tenu à manifester son opposition au plan de fusions que tente de nous imposer le gouvernement.

M. Michel, Ministre de l'Intérieur. — Il a écrit qu'il refusait de respecter la loi.

M. Van Hoeylandt. — Et vous, la respectez-vous?

M. Michel, Ministre de l'Intérieur. — Il a écrit: c'est différent. Et je l'ai convoqué. C'était mon devoir.

M. Close. — Je répète que nous apparaît de plus en plus claire et inacceptable la volonté de la majorité d'imposer par tous les moyens sa loi dans ce domaine comme dans d'autres: les pressions exercées sur un certain nombre de membres de la majorité, les procédés que je viens de révéler sont désolants, inquiétants et inacceptables.

Je termine en disant que ce véritable abus de pouvoir, au départ de la procédure choisie par le gouvernement, acceptée avec résignation par la majorité, n'est pas, comme certains voudraient le faire croire, un signe d'unité, de cohésion ou de force mais, bien au contraire, une inquiétante démonstration de faiblesse.

Votre refus obstiné et significatif de solliciter l'avis du Conseil d'Etat sur un projet aussi important, qui conditionnera la vie quotidienne de nos populations, alors que vous le consultez pour d'autres projets qui devraient normalement accompagner votre plan

de restructuration, — je pense notamment au statut du personnel communal et des intercommunales, — et votre refus d'accepter de discuter et de faire voter normalement les amendements déposés, justifient, Monsieur le Ministre, à la fois notre profonde déception, notre vive irritation, notre opposition à votre projet et notre détermination à le combattre.

La vérité, à mon sens, — et c'est là votre seule et peu glorieuse motivation, — c'est en réalité votre crainte que des parlementaires de votre majorité plus bavards dans leurs régions, dans leurs communes et dans les couloirs du Parlement qu'en commission et en séance publique, ne soient tentés, voire décidés à appuyer et à voter des amendements qui correspondraient davantage à leurs sentiments profonds. Ils pourront certes, triste consolation, et certains d'entre eux ne manquent pas de le faire dès à présent, déclarer qu'eux aussi regrettent qu'on ait fait usage d'une procédure qui les a malheureusement empêchés d'adopter, au sein de cette assemblée, une attitude semblable à celle qu'ils affichaient, il y a peu de temps encore, devant leurs électeurs.

Nous aurons, en ce qui nous concerne, l'occasion et nous ferons un devoir de dénoncer ce manque de courage évident.

Comment peut-on admettre, dans le problème qui nous préoccupe, qu'au départ d'une législation votée à l'unanimité des assemblées parlementaires qui confirmaient ainsi leur souci et leur volonté de procéder, dans les meilleures conditions, à une indispensable restructuration de nos communes, on écarte, on méprise, on ignore, au moment de son application, les observations, les suggestions et les modifications avancées aujourd'hui, par ceux qui, en 1971, ont loyalement et activement collaboré avec vous à la préparation de l'acte législatif indispensable?

Monsieur le Ministre, nous étions et restons, vous ne l'ignorez pas, disposés à assumer nos responsabilités et à participer loyalement à cette importante réforme. Vous avez malheureusement choisi d'en faire une question de majorité. Vous comprendrez dès lors notre détermination de nous opposer jusqu'au bout au mauvais coup que vous préparez et dont seront victimes les communes de ce pays qui, en des circonstances souvent difficiles, ont toujours été soucieuses de bien servir leur population. (*Applaudissements sur les bancs socialistes, sur ceux de la Volksunie et sur certains bancs du P.L.P.*)

M. le Président. — La parole est à M. Machtens.

M. Machtens. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, mes chers collègues, municipaliste de longue date, je suis sans doute un des plus anciens, sinon le plus ancien mandataire communal de cette assemblée. On comprendrait mal, je crois, que je n'intervienne pas dans ce très important débat sur les fusions de communes.

D'emblée je souhaite dire à l'assemblée que le langage que je vais tenir apparaîtra peu conforme à celui habituellement en usage à ce sujet.

Je n'envisagerai cependant pas les aspects techniques du projet dont certains sont contestés avec vigueur tant du point de vue légal que constitutionnel. Des collègues, et plus particulièrement les juristes de cette assemblée, s'en sont chargés.

Je m'arrêterai toutefois à un aspect du problème qui touche directement la région de Bruxelles.

Par la suppression des fédérations de communes autour de la capitale, ce projet tend à faire croire qu'il sauvegarde les facilités dans six communes périphériques. Il y a là, tout simplement, la confirmation du droit élémentaire que le Parlement, au nom de la démocratie, a consenti aux habitants de ces communes.

Mais aujourd'hui, en vertu de quels principes de moralité politique, sans considération aucune pour les aspirations, les revendications de dizaines de milliers de citoyens d'expression française, le gouvernement décide-t-il d'autorité de rendre leur existence plus difficile, plus compliquée, donc moins heureuse, en amalgamant ces communes où, pour des raisons souvent sociales, tant de francophones se sont installés à quelques kilomètres à peine du centre de Bruxelles, à d'autres communes essentiellement flamandes, écartant ainsi à tout jamais l'espoir d'un règlement qui déterminerait, sur le plan administratif, les rapports de facilités à accorder aux habitants d'expression française?

Dans une commune comme Beersel ou Alsemberg, où les francophones représentent une minorité importante, on pouvait envisager cette possibilité en conclusion du dialogue de communauté à communauté qui s'impose de plus en plus et dont s'inspirerait un pouvoir raisonnable. Vous avez court-circuité ces possibilités, Mon-

sieur le Ministre, par votre projet qui consiste à noyer les francophones de ces communes de la grande banlieue dans un ensemble aux dimensions regrettables, il faut le dire, inhumaines, ce projet rendant plus difficile encore le dialogue entre ces communautés.

Comment un seul parlementaire, élu par la population bruxelloise, pourrait-il approuver cette politique autoritaire et arbitraire qui interdit tout avenir à notre région sous prétexte que son parti participe au pouvoir.

Je crains pourtant que cet appel à mes collègues sociaux-chrétiens, élus de Bruxelles, que j'estime et dont je respecte les convictions — ils le savent — ne soit pas mieux entendu ici au Sénat qu'il ne le fut à la Chambre.

Dans un débat comme celui-ci, l'important, c'est de déterminer la raison profonde de la réforme que l'on veut imposer au pays. Le but que poursuit le ministre de l'Intérieur serait celui que nous impose la loi de 1971 sur la fusion des communes — on tente d'accréditer cette opinion — mais le ministre n'en respecte ni l'esprit ni la lettre. C'est là notre reproche essentiel.

En imposant les fusions contre la volonté de centaines de communes et sans que l'intérêt général le commande, on va au-delà de ce que voulait le législateur. La loi de 1971 ne prévoyait pas de telles contraintes.

La Belgique se trouve divisée en une multitude de communes, souvent de taille réduite et, de ce fait, incapables de répondre aux nécessités sans cesse plus contraignantes et plus coûteuses de la vie en commun, dans une époque où tout se complique. C'est là la grande idée qui a guidé le Parlement en 1971, sacrifiant à la règle technocratique, corrigeant toutefois celle-ci — concession ultime — en prévoyant la consultation des communes, la fusion non souhaitée par bon nombre d'entre elles n'étant imposée que là où vraiment l'intérêt général l'exige. Ce n'est qu'à cette condition que j'ai voté la loi et bon nombre de mes amis l'ont fait pour la même raison.

Si j'avais été ministre de l'Intérieur — ce qu'à Dieu ne plaise — je me serais penché aussi sur ce problème des fusions de communes, la loi m'y contraignant.

Et sans doute, comme le ministre Michel, n'aurais-je pas, dans certains cas, échappé aux attaques. Mais, du moins, aurais-je mis de mon côté, en plus du sourire dont le ministre nous gratifie, quelques éléments qui, visiblement, font défaut au projet.

Je ne suivrai pas ceux qui prétendent que ledit projet répond exclusivement et uniquement à un souci électoraliste. Naturellement, la suppression de certaines communes, la fusion de nombreuses entités communales en une entité plus grande et plus importante, tout cela entraîne nécessairement des perturbations au niveau des techniques électorales. La tentation est donc grande pour les partis coalisés au pouvoir de ne pas « oublier » cet aspect de la question et de faire en sorte, plus ou moins habilement, que l'opération fasse naître des entités communales où les hommes du pouvoir et leurs amis aient davantage de chances de se faire élire que les hommes de l'opposition.

M. Busieau. — C'est bien cela qui a été prévu.

M. Machtens. — A l'extrême, je dirais que la chose est humaine et qu'il faut avoir le sens de l'Etat à un degré presque parfait pour décider à raison d'impératifs supérieurs, sans même essayer de concilier la poursuite de la réalisation de ceux-ci avec la volonté de se garantir certains avantages.

La tentation du pouvoir est là: le plus démocrate des citoyens est poussé à tâter du bout des doigts la possibilité de faire passer ses intérêts avant ceux de la démocratie, à avancer la main vers ce totalitarisme qui permet tout. Le danger, en l'occurrence, c'est que la tentation mène à l'action; et l'action, une fois engagée, on ne sait où elle s'arrêtera.

Je ferai un autre reproche au ministre: celui d'avoir traité trop de citoyens belges comme des interlocuteurs non valables, manquant de maturité politique.

Il a décidé souverainement ce qui était le bien pour eux, dans un domaine précis et important. Il n'a pas voulu écouter ce que ces millions de citoyens pensaient du sort que l'on réservait à leur avenir et, sans plus, a décidé autoritairement.

Ce que le ministre de l'Intérieur aurait dû considérer, c'est que les Belges sont adultes et qu'aucun homme politique ne pourrait se sentir humilié parce que la majorité du pays ne partage pas, en toutes choses et étroitement, les vues qu'il professe. Mais pour cela, il eût fallu en revenir aux règles profondes de la démocratie; pour cela, il eût fallu que le ministre de l'Intérieur se dise que les Belges sont aussi responsables que lui-même et que ce n'était pas déchoir que de leur demander leur avis.

J'abandonne au ministre la nécessité impérieuse de regrouper certaines communes, de répondre aux nécessités contraignantes de la vie moderne par des fusions. Encore qu'il eût été parfaitement possible de déterminer les secteurs d'activité auxquels des communes à dimensions réduites n'ont plus la capacité de faire face et de les contraindre, par voie légale, à créer des intercommunales.

En définitive, ce qu'aurait dû envisager le ministre — au lieu de la systématisation autoritaire des fusions de communes — c'est une concertation fort large permettant aux communes visées de choisir entre la fusion et l'intercommunalisation de certains services. Il eût été facile de mettre sur pied une réforme de nos institutions communales dans un sens moderne, dynamique, de progrès dans tous les secteurs.

Au lieu de cela, je crains que l'on ait sacrifié — dans le meilleur des cas — à un goût immodéré de la technique, dans le pire des cas à des soucis électoralistes.

Je voudrais bien ne pas accabler le ministre de l'Intérieur.

Il sort d'un marathon à la Chambre — il l'a voulu, disent ses adversaires — où, pendant des jours, on a décortiqué son projet, sacrifiant parfois à des luttes de détail, reprochant telle fusion au fond du Luxembourg, opposant telle manœuvre à Anvers à telle autre.

Laissons là ces polémiques. Mon propos est plus général.

Je reproche essentiellement au projet gouvernemental d'avoir ouvert la porte à ces querelles regrettables par son manque de considération pour l'aspect humain des choses. Je dirais que, dans le meilleur des cas, le ministre a sacrifié à un goût immodéré de l'abstraction technique.

Je ne lui imputerai même pas des soucis partisans, la technicité froide et abstraite comme l'esprit de parti procédant du même concept: la méconnaissance de l'homme.

Car, en définitive, c'est l'homme qui fait l'objet de toutes ces tractations; c'est l'homme, sa vie de tous les jours, son habitat, sa famille, ses loisirs, son environnement, sa quiétude et son bonheur dont il est question.

On veut fixer notre cadre de vie pour des dizaines et des dizaines d'années, engager l'avenir de nos enfants, et personne ne nous demande ce que nous en pensons.

Et lorsque nous prenons la liberté de dire ce que nous en pensons et que cela n'est pas en conformité avec ce qu'a décidé le pouvoir, celui-ci, sans plus, passe outre. On n'écoute rien, ni personne, et l'on impose.

Il est une autre question que je voudrais poser au ministre de l'Intérieur.

Croit-il vraiment que les hommes, les femmes, les jeunes et les personnes du troisième âge, les enfants et leurs parents seront plus heureux lorsque sa majorité aura voté un projet instituant les fusions décidées dans le secret de quels cabinets, pour répondre aux exigences de quels groupes de pression?

Laissons là les débats de procédure, laissons là les techniques parlementaires, le fait que l'on respecte ou méprise l'opposition, qu'on lui accorde ou qu'on lui refuse de prouver à la face du pays que le régime parlementaire n'est pas aussi mal en point que certains médecins suspects le répètent à l'envi.

Laissons là nos divergences politiques, oublions même, si c'est possible, nos intérêts électoraux, même les plus légitimes.

Pourquoi faisons-nous de la politique, vous comme nous? N'est-ce pas essentiellement et d'abord, aux fins d'assurer au plus grand nombre possible le plus de bonheur possible, pour reprendre une expression de Paul Hymans?

Or, que faisons-nous, finalement, sinon tourner en rond dans notre égoïsme? Vous comme moi, cependant, nous savons que le bonheur des hommes et des femmes de Belgique passe obligatoirement par la vie en société et, en premier lieu... par la vie en commun dans la cellule communale, située tout juste après la cellule familiale.

Pas une fois, au cours du débat à la Chambre comme ici, pas une fois au cours des explications et des interventions des membres les plus éminents du gouvernement, je n'ai entendu — et nous n'entendrons pas — invoquer la nécessité des fusions dans le but de défendre ou d'accroître les chances de bonheur de nos concitoyens.

Est-ce à dire que le pouvoir s'en moque? Je n'oserais le croire. Mais ce que je redoute de devoir admettre, c'est que le gouvernement ne se rend pas compte — même si le Premier ministre est bourgmestre d'une commune, à vrai dire non fusionnée — de l'influence prépondérante du pouvoir communal sur les conditions de vie du citoyen.

Il n'est donc peut-être pas inutile d'essayer, une fois de plus, de définir le pouvoir communal, l'aspect technique des choses mis à part.

Le pouvoir communal est l'échelon — et c'est le seul — où, dans le chef de ce pouvoir, se justifie une certaine forme de paternalisme; c'est l'endroit où l'homme du pouvoir est obligé de tenir compte des opinions du citoyen, où plus que partout ailleurs s'imposent la participation, la concertation. C'est la cellule où l'homme politique peut faire son apprentissage, mais où il peut le faire en apprenant l'essentiel: le contact étroit avec le citoyen. C'est là où le citoyen apprend le fonctionnement de la démocratie, où le contact s'établit, où les problèmes prennent figure humaine.

En un mot comme en mille, la cellule communale, c'est l'humain de la politique et c'est, j'y insiste, le seul niveau du pouvoir où cela soit possible.

Ce que je crains, en définitive, c'est que la réforme que l'on veut faire voter à la majorité aille précisément à l'encontre de la quête du bonheur qui est le souci primordial de tout être vivant sur notre planète.

Il est incontestable que le bonheur de l'homme passe par son équilibre psychique. A une époque où le citoyen est sollicité par les événements des quatre coins du monde, où les nations tendent à gommer leurs frontières, où disparaissent les nationalismes et le sentiment d'appartenance à telle ou telle nation, à l'heure où les grands ensembles internationaux, comme l'Europe, les Etats-Unis, l'U.R.S.S. enfouissent l'homme dans l'abstrait du pouvoir, il apparaît aux observateurs impartiaux que l'importance de la commune, du village, du hameau prend plus de poids, s'impose davantage pour l'équilibre psychique et moral des hommes. Il est certain que le sentiment d'appartenance, d'enracinement est indispensable à l'homme; il est tout aussi certain que, dans notre monde livré à la technique, au gigantisme, à l'éparpillement, la seule possibilité d'équilibre réside encore dans l'erté communale à dimension humaine.

Je n'hésite pas à vous livrer une réflexion que m'inspire le projet. Bien sûr, il ne s'agit là que d'une vue de l'esprit, d'une fiction, et pourtant...

Les arguments avancés par le ministre et ceux qui approuvent sa politique — nécessité de simplifier, économies, etc. — pourraient très bien être invoqués pour réclamer la fusion des paroisses et exiger que leur nombre soit équivalent à celui des communes.

Ne réagissez pas trop vite. Ce que vous dites, je le dirais avant vous, avec vous, pour combattre un tel projet. Je dirais qu'il est insensé, voire criminel, de rendre l'accès à l'église plus compliqué; je dirais qu'il est inhumain de dresser entre le prêtre et son temple et ses ouailles des barrières importantes, telles des distances trop grandes, rendant le contact moins aisé.

Je dirais, Messieurs, que le chrétien doit trouver un pouvoir religieux à sa portée, proche de lui, une église qui ne nécessite pas des pérégrinations lointaines.

Je dirais, oui, je dirais tout ce que vous diriez et je serais à vos côtés pour plaider en faveur des libertés accordées à la religion, des facilités à mettre à la disposition du chrétien pour vivre sa foi.

Maintenant, Messieurs, dites-moi si la commune, dans le domaine civique, est autre chose que ce qu'est l'Eglise pour la foi?

Emile Banning, ce grand commis de l'Etat sous Léopold II, disait que l'Eglise a le devoir de former des chrétiens, mais que l'Etat a celui de former des citoyens.

A l'Eglise comme à l'Etat nous devons assurer les moyens de remplir leurs missions respectives. Ce qui est valable pour l'Eglise est de mise pour l'Etat.

La maison communale c'est l'église de la religion civique.

Il est temps, tous ensemble, de faire admettre par le pouvoir qu'il est l'heure de mettre un terme aux agressions.

Il est temps de donner le pas au concret sur l'abstrait, à l'homme sur les principes.

Face aux problèmes d'aujourd'hui, un pays comme le nôtre aurait dû bénéficier d'une politique de nature à insérer davantage encore le citoyen dans son univers familial, à faire de lui un homme heureux conscient d'appartenir à une même communauté, si petite soit-elle, une communauté où le pouvoir ne serait qu'une extension de l'autorité du chef de famille, échelon humain vers le pouvoir central.

C'est tellement vrai que le gouvernement a mis en place une politique régionale qui, du moins, a cet avantage de rapprocher le pouvoir du citoyen en créant un niveau entre le pouvoir communal et le pouvoir national.

Mais alors, pourquoi n'avoir pas compris que la commune est la première cellule, après la famille, et que c'est en lui gardant une dimension humaine que l'on aidera le mieux le citoyen à conquérir le bonheur, objectif essentiel de toute action politique?

Et maintenant, Mesdames, Messieurs, le projet étant voté, et il le sera, sera-t-il plus heureux? Car c'est de cela qu'il s'agit, de cela seul. L'histoire répondra aux questions que je me suis permis de poser à l'assemblée. (Applaudissements sur les bancs socialistes.)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Jorissen.

De heer Jorissen. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, tijdens onze eerste uitzetting hebben wij aange- toond hoe de Grondwet werd voorbijgegaan en hoe de wetteksten van 23 juli 1971 te ruim en vervalst werden geïnterpreteerd.

Wij stellen ook vast dat vele gemeenten niet werden geraadpleegd over de samenvoeging waarbij zijn thans worden betrokken en waardoor zij vaak worden getroffen.

In een tijd dat het woord «inspraak» een modewoord is geworden heeft men de gemeentebesturen, waarvan er toch vele goed werk leveren en waaronder er nog meer hun best doen, cynisch terzijde geschoven.

De parlementsleden geraken geleidelijk gewend aan het feit dat, door de schuld en de medeplichtigheid van de tamme kudde van de meerderheidspartijen, de uitvoerende macht hen meer en meer met de rug tegen de muur duwt en hen verlaagt tot mechanische knopjes- drukkens.

Wij stellen met spijt en zelfs met bitterheid vast dat, wanneer de heren van de meerderheid hun kwantum partijpolitieke benoemingen binnen schot hebben en wat toelagen voor hun electorale bevriende organisaties krijgen alles goed is.

Dat is dan de prijs waarmee hun controle-recht en hun controle- plicht wordt afgekocht. Vraag deze robots niets. Ze vinden het al te veel dat ze hier moeten wachten, terwijl de oppositie het werk doet en spreekt.

Het zijn zielige democraten, of moeten we al zeggen: ter ziele gegane democraten?

Dat de minister de Grondwet als een vodge papier beschouwt, dat hij een wet gebruikt die niet goedgekeurd werd met het doel waarvoor hij ze aanwendt, dat hij de bepaling zelf van die wet niet volgt, is allemaal erg. Het ergst van al is echter dat hij in zijn machtswellust van uitvoerende macht de democratie in het Parlement en vooral in het land verder ondermijnt.

Hoe kan een zinnig mens toch op de idee zijn gekomen, om bij de ingrijpende hervorming in de gemeentelijke structuur van dit land, waardoor 1770 gemeenten worden afgeschaft, elke ernstige inspraak én van het Parlement én van de gemeentebesturen, om te zwijgen over de bevolking zelf ervan, onmogelijk te maken? Hoe kan men dat nog samenrijmen met het begrip democratie, dat luisterbereid- heid, overleg en medebeslissingsmacht per definitie insluit en dat uiteraard wars is van elk potentatendom?

Was het nu werkelijk nodig de gek te houden met gemeentebesturen, die toch heel vaak goed werk leveren, door hen te vragen wat ze denken over één bepaalde samenvoeging en achter hun rug om te zorgen dat ze opgeslorpt worden door een andere gemeente, waar- voor men ze zelfs niet gevraagd heeft wat ze erover denken?

De minister zegt dan wel dat hij de gemeentelijke autonomie niet wil verminderen voor de nieuwe gemeenten die zullen ontstaan. Maar door de wijze waarop hij de huidige gemeentebesturen belachelijk maakt klinkt dit als zuiver cinisme en het zal zeker een meer dan gefundeerd wantrouwen achterlaten, naast de mening dat de Staat probeert de gemeenten te verminderen tot een louter administratief onderdeel van de Staat in plaats van ze te zien als een basis van de politieke democratie. Als zelfs burgemeesters, schepenen en gemeenteraadsleden, bekleedt met het vertrouwen van duizenden kiezers, totaal monddood en machteloos worden gemaakt, hoe kan dan de gewone burger nog geloven dat hij ook maar voor iets meetelt en hoe kan men hem beletten te geloven dat de staatsmachine almachtig is en niets ontziend? Als hij daarbij ziet dat de parlements- leden zelf zich nog niet meer mogen uitspreken, samenvoeging per samenvoeging, dan trekt hij inderdaad en terecht het besluit dat het Parlement verworpen is tot een praatcollege, waar de oppositie nog praat en de meerderheid helemaal niets meer doet dan op het knopje duwen.

Hoe werden de samenvoegingsplannen dan opgemaakt? Deed de minister alles alleen, zonder enige medezeggenschap te dulden?

Men spreekt in dit verband van een koppige Ardenees, maar de minister is niet eens een Ardenees. Hij is een Gaumais, wat niet wil zeggen dat hij beter is. Het is ongetwijfeld een lieflijke landstreek waar hij vandaan komt, een streek die een betere reclame verdient dan dat bij haar politieke vertegenwoordigers de echte democratie nog niet is doorgedrongen.

En in ons land waar de gewestvorming en het gewestelijk gezag volgens de regeringsploeg veld wint, bepaalt een Gaumais hoe de nieuwe Vlaamse gemeenten dienen gestructureerd, zonder dat de meeste Vlaamse burgemeesters, zonder dat de Vlaamse parlementsleden er in hun parlementszittingen iets in te vertellen hebben! Dat heeft de decentralisatie en de gewestvorming ons al gebracht.

Natuurlijk was er wel inspraak achter de schermen, zoals dat gaat in onze democratie anno 1975. Inspraak was er dus wel. Allereerst was er de inspraak van een Leuvense computer.

De heer Vernimmen. — Dus berekening.

De heer Jorissen. — De minister zegt wel dat hij daar niets over weet. Dat betekent dat hij niet wilde weten wat zijn geheime raadgevers allemaal uitspookten. Nixon wist dat destijds ook niet. Nochtans werden daar de berekeningen gemaakt met welke samenvoegingen de C.V.P. het meest kans maakte op de meerderheid in de nieuwe eenheden.

Men zou echter best de huid van de beer niet verkopen, eer hij geschoten is. Ook voor de randfederaties werden vier jaar geleden berekeningen gemaakt. Ook daar, zoals was berekend bij optelling van stemmen, zou de C.V.P. de meerderheid behalen. Zij hadden echter zonder de Volksunie waard gerekend en het liep verkeerd af.

Dat is dan een van de redenen waarom de randfederaties moeten verdwijnen. Meteen weet men welke van de huidige samenvoegingen misschien niet zullen stand houden en opnieuw zullen ontbonden worden na de volgende gemeenteraadsverkiezingen, waar de C.V.P. bij de volgende gemeenteraadsverkiezingen geen volstrekte meerderheid meer zal hebben.

Mevr. Staels-Dompas. — Dat zullen er dan niet veel zijn.

*De heer Leynen, ondervoorzitter,
vervangt de heer Harmel als voorzitter*

De heer Jorissen. — Inspraak was er ook van enkele technocraten.

Technocraten zijn een soort machinale wezens die niets van levende democratie afweten, omdat levende democratie zo moeilijk te berekenen is. Die democratie wordt door hen dan ook als vijand nummer één beschouwd.

Hun invloed bleek heel wat groter dan die van verkozen schepencolleges en verkozen parlementsleden. De technocraten zijn een groeiend gevaar voor de democratie. Hun natuurlijke sfeer is de autoritaire Staat.

Inspraak, of beter ruggespraak, was er wel en achterbaks gepraat — wat etymologisch synoniem is — met leden van de meerderheidspartijen. Allereerst met Eerste minister Tindemans, die zijn gemeente Edegem buiten de fusiebranding loodste.

Inspraak ook van C.V.P.-secretaris-generaal, volksvertegenwoordiger Swaelen, die het nabije Hove redde. Het telt 6 500 inwoners.

Inspraak ook van tal van C.V.P.- en P.V.V.-burgemeesters — hun namen werden in de Kamer genoemd en anderen zullen ze hier noemen — die hun burgemeesterschap wisten te redden liever dan ze te wagen in een samengevoegde gemeente.

En meteen hebben we alle gehanteerde objectieve maatstaven opgesomd. Wij weten dus nu precies wat de wettelijke zinsnede «overwegingen van geografische, economische, sociale, culturele of financiële aard» betekent. Men kan het allemaal vervangen door: factoren van partijpolitieke aard. Zo foet men Frederik en ik bedoel hiermee allerminst onze zelfstandige collega van de P.S.C.

Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren, het zou iedereen moeten opvallen dat tot nog toe de kern van het ontwerp zelf — het beginsel van de samenvoeging — weinig aan bod is gekomen in de discussie. Op zichzelf spreekt dit een duidelijke taal. Om alle misverstand te voorkomen, wil ik hier toch even een paar woorden zeggen over wat de kern van het debat had moeten zijn: de noodzaak van de samenvoegingen en de noodzakelijke objectiviteit die daarbij diende te worden in acht genomen.

Waarom zijn de huidige kleine gemeenten achterhaald? Omdat de technische ontwikkeling zeer vlug is gegaan. Tot aan de eerste wereldoorlog verliet men slechts zelden zijn gemeente tenzij af en toe voor verkoop van zijn produkten of voor aankopen in de stad. De fiets was er pas en de wagen was nog een grote zeldzaamheid. Het ontwikkelingspeil lag laag. Aan grotere bibliotheken was men nog niet toe en zo men dacht aan zwemmen dan ging men plonzen in een beek. De oude dorpskern volstond als ontmoetings- en spanningscentrum. De maatschappij onderging op twee generaties een volledige omwenteling met grote verplaatsingsmogelijkheden en sterk gegroeide behoeften. In deze behoeften dient een huidige gemeente maxi-

maal te voorzien. Daarom dat het beginsel zelf van de schaalvergroting op geen enkel bezwaar meer stuit. Wij zeggen wel «het beginsel».

De samenvoegingen moeten echter een middel zijn om de ontwikkeling op te vangen en mogen geen partijpolitiek doel worden noch een doel op zichzelf.

Daar waar men een vijftal jaren geleden nog meende dat 2 500 inwoners een minimum was, ontwikkelde die mening vrij vlug en ging men op ongeveer 5 000 mikken en naar het ontwerp te oordelen is dit al weer een minderheid van gemeenten geworden. Men kijkt naar voorbeelden in het buitenland waar inderdaad ook dit besluit getrokken werd uit de ontwikkeling van de maatschappij. Ook al dient even te worden aangestipt dat bij te grote gemeenten een nieuw verschijnsel sterker dan vroeger optreedt en wel het vervreemdingsverschijnsel dat maakt dat men in Nederland bijvoorbeeld weer gedeeltelijk op zijn stappen terugkeert en aan de uitprobering toe is van wijkraden als oplossing.

Met zoveel burgemeesters en schepenen van de meerderheidspartijen in het Parlement in ons land was het gevaar echter groot dat een algemeen aanvaarde idee zou scheefgetrokken worden, misbruikt en naar partijpolitieke maat versneden. De regering is aan dit gevaar niet ontsnapt en de idee is verwerkt tot een karikatuur, de maagd werd tot een snol om dit 17e-eeuws woord als eufemisme te gebruiken. Er zit nog slechts weinig logica in het ontwerp. Er wordt met vele maten gemeten. Persoonlijke invloeden hebben sterk gespeeld en zelfs waar er objectieve studies voorhanden waren werden ze niet gevolgd doch omgebogen weer eens naar partijpolitieke maat.

Typisch is ook dat Gent en Charleroi dadelijk tot groot-Gent en groot-Charleroi worden, Antwerpen pas binnen 6 jaar en dat er in Brussel helemaal niets verandert. Zo werd een ontwerp dat zelfs, zo het objectief ware opgesteld, toch op kritiek zou zijn gebotst thans tot een zinnebeeld van geknoei, onoprechtheid en onrechtmatigheid.

Een slecht bestudeerd ontwerp is het ook op tal van andere punten: Zoals voor de gevolgen voor het personeel, de financiën, de intercommunales. Bij de artikelsgewijze bespreking komen we daarop nog terug.

Ook op een andere manier is dit ontwerp het partijpolitiek verworpen.

Een van de bijbedoelingen kunnen we nu al even belichten omdat die sterk kadert in de algemene politieke ontwikkeling van een partij als de C.V.P. Zij is de jongste jaren begonnen met alles en nog wat te politiseren. De machtswellust ligt er vingerdik op. De partijpolitieke benoemingen gebeuren niet eens meer stiekem doch de ambtenaren worden brutaal verplicht kleur te bekennen. De toelagen aan para-organisaties zoals vakorganisaties en andere werden opgedreven. Men is bezig de jeugdorganisaties financieel met staatsgeld en partijpolitiek te binden. Men is eveneens bezig door een politiek van koepels de cultuurverenigingen te verplichten partijpolitieke kleur te bekennen.

In het raam van deze politiek werden ook bepaalde plannen voor samenvoegingen van gemeenten versneden. Men wil de typische dorpspolitieke lijsten verplichten op die wijze kleur te bekennen, zo niet zal men proberen ze uit te schakelen. Ook dit partijpolitiek opzet spreekt duidelijk uit het voorliggend ontwerp.

Of dit spelletje zal slagen is een andere zaak. Naast berekenbaarheden zijn er in de politiek tal van onberekenbaarheden: een van deze laatste is de kracht van de verontwaardiging van de slachtoffers. Men heeft een kleine 20 jaar geleden de onderwijsnetten als partijpolitieke voetschabellen, op het Vondeliaans te zeggen, willen gebruiken. Het heeft de vlugge groei van nieuwe partijen niet kunnen verhinderen. Men heeft de randfederaties opgericht mede om homogene C.V.P.-federatiebesturen te krijgen. Ook dit laatste was een verkeerde berekening. Het is een van de redenen waarom men de randfederaties zal afschaffen.

En zo zijn we bij een laatste punt gekomen dat niets bij dit ontwerp te maken heeft doch dat er toch werd ingelast.

Men zou kunnen betogen — de heer Calewaert heeft dat in de Commissie gedaan — dat de grondwetgever federaties wilde oprichten en wij menen ook uit zoveel uitspraken die terzake kunnen worden aangehaald en waarvan we er enkele bij het begin van onze uiteenzetting hebben weergegeven — onder meer die van de Eerste minister — dat dit zo was. Zo niet diende men ze niet in de Grondwet voorop te zetten. Alleszins is het onlogisch, gezien de Grondwet, de enige thans bestaande federaties af te schaffen.

Maar wat in elk geval zeker is, is het feit dat die afschaffing niet diende te worden ondergebracht in dit wetsontwerp omdat het voor de rest uitsluitend gaat over de samenvoegingen.

De vraag die dan dient te worden gesteld is: Waarom heeft men de afschaffing van de randfederaties in dit ontwerp opgenomen? Het is de centrale vraag.

Zeker niet met een argument dat soms zeer schuchter wordt vooruitgeschoven dat elke federatie één samengevoegde gemeente is geworden want wanneer we de hoofdgemeenten, kern van samengevoegde gemeenten, optellen dan blijven er 4 in de federatie Tervuren, 5 te Zaventem en te Vilvoorde, 7 te Asse en zelfs 8 te Halle. De federaties zouden op zichzelf niet veel veranderen want slechts hier en daar komt er een kleinere gemeente bij of valt er één weg. Dat kan dus de reden niet zijn.

Een andere reden die men soms aanhaalt en wel dat de Volksunie tegen de oprichting van de randfederaties was, zal het zeker niet geweest zijn. Zo ver reikt onze invloed niet dat men iets zou doen om ons genoegen te verschaffen. En overigens is de bewering dat de Volksunie tegen de oprichting van randfederaties was onjuist.

Het is een van die doelbewuste onwaarheden die men rondstrooit. Het beste bewijs dat dit niet juist is, is het feit dat we op het ontwerp van de regering een amendement hadden ingediend. Wij wilden één grote federatie die ongeveer overeenkwam met het arrondissement Halle-Vilvoorde. De enigen die voor dat amendement hebben gestemd waren de leden van de Volksuniefractie.

Wij wilden dus grotere federaties wat iets anders is dan geen federaties te wensen. Dat we tegen het geheel van het ontwerp van wet houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten hebben gestemd is zeer logisch en dat andere Vlaamse senatoren daar wel hebben voorgestemd strekt hen geenszins tot eer doch alleen tot schande.

Bij de goedkeuring van die wet werd de kloppacht geopend op de Vlaamse kinderen te Brussel door het invoeren van de zogeheten vrijheid van het gezinshoofd. Doch er was niet alleen dat. Zelden werden de Vlaamse parlementsleden zo belachelijk gemaakt als door de goedkeuring van die wet waarin ook de randfederaties werden opgenomen. Want die wet zou ons een tegenprestatie bezorgen te Brussel van een toegeving die we aan de Franstaligen hadden gedaan op het nationale vlak.

Door de grondwetsherziening werd immers aan de Franstaligen een gelijk aantal ministers toegekend, buiten de Eerste minister die Franstalig of Nederlandstalig kan zijn. In het agglomeratiecollege van Brussel-Hoofdstad zouden de Vlamingen een gelijk aantal leden krijgen.

Niet alleen kregen we die niet bij de wet daar de Franstaligen altijd de voorzitter hebben, vermits die verkozen wordt door de meerderheid van de Franstalige agglomeratieraad. Maar ook werd de wet zodanig slecht opgesteld dat de Franstaligen heel de wet konden trukeren wat ze dan ook hebben gedaan zodat ongeveer de helft van de zogeheten Nederlandstalige leden van het agglomeratiecollege Franstaligen zijn.

Bij dezelfde wet werd anderzijds van het Vlaamse beginsel moedertaal-voertaal afgeweken en werd de dwang op het gezinshoofd wettelijk bekrachtigd. In het Brussels, waar alles op zijn kop staat, heet die dwang vrijheid. Het is tegen die wet dat wij hebben gestemd. Dat zou er nog aan ontbroken hebben.

De C.V.P. heeft die wet goedgekeurd en ik geloof niet dat ze er nog fier op is. Want de Vlamingen werden erdoor belachelijk gemaakt. Wij menen dat het goed is eens aan heel deze kontekst te herinneren om fabels uit de wereld te helpen. Om een gewone vergelijking te maken: die wet gaf de Vlamingen één miljoen en ontnam ze tien miljoen. Thans komt de C.V.P. ons zeggen: u was tegen dat één miljoen, dus moet u nu niet kwaad zijn dat we het u afnemen!

Tegenover hun keuze van *Voltaire* en zijn uitspraak — al was het dan een vaststelling volgens hem — lieg, lieg er maar op los, er blijft altijd iets van over, zullen we de hulp van onze *Vondel* inroepen: Al is de leugen nog zo snel, de waarheid achterhaalt ze wel.

De heer Leo Vanackere. — Dat heeft Vader Cats gezegd!

De heer Jorissen. — Dat is mogelijk!

Maar waarom moet de C.V.P. thans juist zeggen dat die randfederaties niet veel om het lijf hebben? Wie toch heeft ze vroeger zo opgehemeld? Nog zindert in onze oren het gevleugeld woord ontleend aan Multatuli over de randgemeenten als «de gordel van smaragd». Wij horen het nog zeggen én door minister De Saeger én door minister Van Mechelen én door minister Van Elslande.

Wat waren wij ondankbaren dat we niet dadelijk die waardevolle betaalmunt zagen voor onze toegevingen op het stuk van de vrijheid van het gezinshoofd en van het gebrek aan pariteit in het Brussels schepencollege.

Thans voltrekt zich de volledige operatie. De Vlamingen werden te Brussel schaakmat gezet, ze staan in hun hemd, ze hebben niets meer. Geen pariteit, zelfs geen zeggenschap in het agglomeratiecollege! Weg het beschermend beginsel moedertaal-voertaal en in plaats

daarvan de dwang op het gezinshoofd. Weg zelfs de randfederaties, de mooie gordel van smaragd.

Ergens in ons geheugen hangt de herinnering aan een verhaal of een sprookje van iemand die een klomp goud rilde voor een paard, het paard voor een koe, de koe voor een gans tot hij niets meer had.

Zo ik me niet vergis heette dat sprookje het verhaal van *domme Hans*. *Domme Hans* was ook telkens blij dat hij iets minder had en uiteindelijk was hij nog meer verheugd toen er niets meer overbleef. Op die wijze gedraagt zich ook steeds de Vlaamse C.V.P. En de Vlaamse P.V.V. weet waarschijnlijk nog niet dat er een probleem zou zijn.

Keren we terug tot onze centrale vraag: Waarom werden de randfederaties prijs gegeven?

Bij het antwoord komen we tot één van de twee beginselen die altijd terugkeren bij de communautaire koehandel in dit land. Het eerste kunnen we formuleren als volgt: Wat de Vlamingen geven zijn ze kwijt en wat ze krijgen hebben ze nog niet. Eén voorbeeld: In ruil voor de pariteit in de Ministerraad zouden we de gelijkheid krijgen in het agglomeratiecollege van Brussel-Hoofdstad. Het eerste zijn we kwijt en het tweede hebben we nog niet.

Een tweede voorbeeld is de pariteit bij de rijksambtenaren. In ruil kregen we de gelijke verdeling van de hogere ambten in de Brusselse gemeenten. De Franstaligen hebben die pariteit op nationaal vlak en de Vlamingen hebben in Brussel-Hoofdstad al 4 gemeentesecretarissen tegen 15 Franstalige en 18 pct. Vlaamse artsen in de K.O.O.'s.

Een derde voorbeeld is de ruil van Komen en Moeskroen met 73000 inwoners tegen de Voergemeenten met 4300 inwoners. Komen-Moeskroen zijn de Vlamingen kwijt en de Voerstreek wordt ons nog steeds betwist.

Dat is het eerste beginsel maar dat wordt hier niet toegepast, wel het tweede. Het tweede beginsel is dat de Vlamingen de Walen geven wat ze vragen, zo het hen niets kost, maar dat de Walen alles wat de Vlamingen willen, ook als het hen niets kost, doen betalen. Zo vergaat het ons thans met het Nauw van Bath en het Baalhoekkanaal dat de Walen ons niet gunnen, maar waar Luik ook baat bij heeft. De Franstaligen verliezen er niets bij maar ze gunnen het ons doodeenvoudig niet. Zo gunden ze ons de uitbouw van de haven van Zeebrugge niet en eisten compensaties daar waar zij nochtans én bij de R.M.Z. én bij Openbare Werken én bij Wetenschappelijk Onderzoek én bij Universitair- en Hoger Onderwijs jaarlijks een paar tientallen miljarden meer opstrijken dan de Vlamingen.

Thans vinden er samenvoegingen plaats in alle provincies en daarbij in Waals-Brabant zowel als in Vlaams-Brabant. En toch komt de P.S.C. een prijs vragen voor de samenvoegingen in Vlaams-Brabant.

En dezelfde C.V.P., *Domme Hans* van het verhaaltje, betaalt dan nog. Want dat is het toch, Dames en Heren van de C.V.P. Uw zusterpartij heeft u een prijs gevraagd voor de samenvoegingen in Vlaams-Brabant. Die prijs was de afschaffing van de randgemeenten. En u hebt die prijs betaald!

En dan durft u nog te beweren dat u die betaald hebt om door de samenvoeging van Beerzel, Alsemberg, Dworp, Huizingen en Lot te beletten dat er een corridor van Brussel naar Wallonië zou komen. Maar daar ligt er geen. Terwijl u ondertussen de corridor langs St.-Genesius-Rode breed opengooit!

De randfederaties hadden wel niet een zo grote bevoegdheid, maar dan toch op twee vlakken die niet zonder belang zijn.

1. Zij dienden zich uit te spreken over elke wijziging van hun grenzen; de 6 randgemeenten met taaltegemoetkomingen lagen binnen die grenzen. Wat u nu doet is die 6 randgemeenten weer van die bescherming beroven en ze opnieuw in de lucht hangen. U hebt triomf geroepen toen u de randfederaties in het leven riep en nu roept u opnieuw triomf nu u ze afschaft.

2. De randfederaties hadden in hun bevoegdheid de ruimtelijke ordening waardoor ze de landhonger en de grondspeculatie van de Franstalige imperialisten de pas konden afsnijden. Die bevoegdheid keert nu terug naar de 6 randgemeenten zelf waar reeds Franstaligen in de schepencolleges zetelen. De P.S.C. wist wat ze deed maar de C.V.P. is klaarblijkelijk ontoerekenbaar in haar daden!

Wat erger is. Sinds de jongste parlementsverkiezingen heeft men elke Vlaamse eis verworpen op grond van steeds dezelfde twee argumenten. En hoe luidden die argumenten?

1. Het communautair status quo kan de eerste jaren niet worden gewijzigd want er is niets over opgenomen in de regeringsverklaring. Zo werd destijds ons wetsvoorstel voor splitsing van het kiesarrondissement Brussel + Halle-Vilvoorde sine die verdaagd, op bevel van de Eerste minister, omdat het niet opgenomen was in de regeringsverklaring. Kan de C.V.P. me zeggen waar in de regeringsverklaring staat dat de randfederaties zullen worden afschaft?

De heer Vandezande. — Nergens.

De heer Jorissen. — 2. En het tweede argument dat we tot vervelens toe gehoord hebben is dat er geen wijzigingen meer konden komen in het status quo van de Vlaams-Waalse verhoudingen zonder dat er een nieuw gesprek kwam van gemeenschap tot gemeenschap. In een smartlap van enkele jaren geleden zong men: «Zeg me waar en wanneer?» Kan de C.V.P. ons nu misschien vertellen waar en wanneer dat gesprek van gemeenschap tot gemeenschap heeft plaatsgevonden?

Zo een belangrijke gebeurtenis gaat toch gepaard met persconferenties en met tal van interviews langs radio en T.V. En daarvan heeft niemand iets gemerkt. Niemand heeft iets van zulk gesprek gehoord. Of waren deze beide argumenten dan alleen huichelarij om elke gegronde Vlaamse eis af te wimpelen en houdt die huichelarij op wanneer Waalse en Brusselse eisen dienen te worden ingewilligd?

Zo er een andere verklaring zou bestaan, geef ze mij! Wij zullen blij zijn ze te horen.

Dames en Heren, het gaat van kwaad naar erger bij de C.V.P. Tientallen jaren lang heeft haar voorganger de Katholieke partij en nadien heeft de C.V.P. zelf de Vlamingen in slaap gesust met het argument dat de Vlamingen maar dienden te zorgen voor grote gezinnen. Dat onze Vlaamse meerderheid dan wel zelf zou zorgen voor de opruiming van de ongelijke behandeling van de Vlamingen in dit land. En vele argeloze aanhangers slikten dat zonder zelfs maar de vraag te stellen of die Vlaamse meerderheid er niet altijd was geweest.

Omstreeks de jaren 1960 kwam de kentering. In ruil voor de volkomen logische democratische unitaire zetelaanpassing was er op het C.V.P.-congres van Oostende in 1961 voor het eerst sprake van het prijsgeven van de Vlaamse meerderheid om de Waalse minorisatievrees tegen te gaan. Het heette toen echter dat allereerst elke discriminatie van Vlaanderen diende te worden opgeruimd. Dat heette toen in het Belgisch Nederlands de «prealabelen».

De P.S.C. heeft de C.V.P. jarenlang onder druk gezet om die dwaze belofte van prijsgeven van de Vlaamse meerderheid te verwezenlijken. Men vergat dan ook die «prealabelen» geleidelijk aan tot in 1970 de Vlaamse meerderheid werd prijsgegeven zonder dat prealabelen werden opgeruimd. De P.S.C. had de dwaze C.V.P.-belofte verwezenlijkt.

De C.V.P. had zich ondertussen door de P.S.C. laten beloven dat de Vlaamse minderheidspositie te Brussel zou worden opgeheven. Dat was dan de tegenprestatie voor het opheffen van de Waalse minderheidspositie nationaal. De zusterpartij houdt klaarblijkelijk goed haar beloften.

Sinds 1970 heeft ze de C.V.P. dan nog de beruchte vrijheid van het gezinshoofd afgetrokkeld in Brussel-Hoofdstad en dit in 1971. In dat zelfde jaar en bij dezelfde wet kreeg de C.V.P. een lege dop als inlossen van die belofte en wel de schijnbare pariteit in het Brusselse agglomeratiecollege. Die schijnbare pariteit werd dan een volledige uitschakeling van de Vlamingen in het Brussels agglomeratiecollege. Ze hebben er letterlijk niets te zeggen. Het enige wat de Vlamingen nog overhielden van die schandelijke operatie van grondwet: herziening en van de wet op de agglomeraties en federaties, dat was «de gordel van smaragd» dat waren de randfederaties. En die «gordel van smaragd» wordt nu op de vuilnisbelt gesmeten. Want men heeft er zelfs geen cent meer voor gekregen. Men heeft er zelfs geen cent voor gevraagd. Wij leven in een Vlaamse wegwerpmatschappij.

Lege handen te Brussel. En de Vlaamse meerderheidspositie weldra een minderheidspositie. Want de P.S.C., solt met de C.V.P., ze solt ermee en ze tolt ermee. Ze doet ze draaien waar ze wil. De gewestvorming met drie wordt doorgezet zonder verzet van de C.V.P. Zo wordt de Vlaamse bevolking, haast 60 pct. in dit land, herleid tot 1/3 wat betreft politieke macht.

Toegeven is voor de C.V.P. een tweede natuur.

In 1970 verklaarde de huidige minister Van Elslande dat de Franstaligen de eerste 25 jaar naar de vrijheid van het gezinshoofd konden fluiten. Een jaar nadien, in 1971, werd het een feit.

In het begin van de gewestvorming verontschuldigde minister Vandekerckhove zich door te zeggen dat het slechts een probeersel was dat ongedaan kon worden gemaakt. Een paar weken terug ging minister De Backer echter verklaren dat de gewestvorming onomkeerbaar was en dat het een Vlaamse overwinning was.

In 1971 verklaarde de C.V.P. dat de grens de grens bleef, dat de randgemeenten veilig waren in hun «gordel van smaragd». Nu wordt die «gordel van smaragd» opgeruimd. En Brussel ligt nu open, zonder gordel.

De volgende etappe zal het prijsgeven zijn van randgemeenten met faciliteiten. Wie zich laat afdreigen, wordt altijd verder gehanteerd.

Wie geen karakter heeft, zal altijd toegeven. Gewoonte wordt een tweede natuur. En het zwijgen van de C.V.P. hier zal dan weer even groot zijn. Vroeger werd het leger *la grande muette* genoemd, nu is het de C.V.P.

De afschaffing van de randfederaties is een van de dwaze aspecten van het juridisch wangedrocht dat we thans bespreken. Een wetsontwerp dat een aanfluiting is van de Grondwet, een verkrachting van de wet, een hoon voor elke objectiviteit en voor elke inspraak, een belachelijk maken van het Parlement. Het is de Vlaamse nederlaag door de afschaffing van de randfederaties. Heel het ontwerp is een draak. Welnu, in de middeleeuwen waren er gelukkige mensen want zij hadden een Sint Michiel die de draak doodde. Wij hebben tot ons ongeluk een Michiel die de draak tot een nieuw leven wekt en die hem loslaat op onze gemeenten en op onze randfederaties. Dat is het noodlot dat wij kennen. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Verleysen.

De heer Verleysen. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, ten einde het debat niet nutteloos te verlengen, hebben de onderscheiden sprekers van de C.V.P. en de P.S.C. vooraf bepaald welk onderdeel zij zullen behandelen. Op die wijze hopen wij nutteloze herhalingen te voorkomen. Wij hebben deze houding aangenomen uit eerbied voor de collega's hier aanwezig, opdat zij zo spoedig mogelijk en volledig uitgerust de tijd zouden hebben om de andere dringende problemen, waarvoor het land hen nodig heeft, te behandelen.

De heer Bogaert. — Waarom hebt u onze motie niet goedgekeurd? Dan kon u het ander werk doen dat u interessanter vindt dan dit.

De heer Verleysen. — Indien u het parlementaire werk zou opnemen op dezelfde wijze als wij, en u niet steeds hetzelfde zou herhalen, precies of u zich zelf moet overtuigen van hetgeen u zegt, dan zou het veel sneller gaan. (*Protest op de socialistische banken.*)

De heer Calewaert. — Dat doen wij in geen geval.

De heer Verleysen. — Geen enkel van de vijf voorgaande debatten over de fusies van gemeenten heeft in de verslagen meer dan twee bladzijden in beslag nemen. Nu schrijven wij boeken! Dat is de waarheid. Wij hebben gedurende anderhalve dag de juridische problemen besproken. Wij hebben geluisterd naar hetgeen u te zeggen had.

De heer Bogaert. — U zou ook nog willen dat wij zwijgen!

De heer Verleysen. — Vandaag is het zover dat wij naar de kern van de zaak gaan, Mijnheer Falize.

M. Falize. — Vous souhaitez vraiment étouffer le débat! Sommes-nous en démocratie parlementaire, oui ou non?

De heer Verleysen. — Wat is de kern van de zaak? (*Onderbrekingen op de banken van de Volksunie.*)

Luister eerst! Ik kan niet alles tegelijk zeggen; u zult het gaan horen.

De kern van de zaak, is namelijk dat deze hervorming, waarover een ieder het eens is, dat zij moest plaats grijpen...

De heer Maes. — Maar niet zo!

De heer Verleysen. — ... tot gevolg moet hebben dat hetgeen wij allen wensen, namelijk gemeenten die opgewassen zijn voor de moderne taken die de bevolking van hen mag verwachten, tot stand zullen komen. Sommigen — en ieder van ons heeft dat recht — beogen nochtans een andere opdracht en een andere functie voor de gemeenten. In een democratie moet men daarover eerbied opbrengen. Een van de uitingen van onze rijkdom is de verscheidenheid van mening en van visie op de doelstellingen.

De heer Vandezande. — Een mening kan ook glad verkeerd zijn.

De heer Verleysen. — Wat is daar verkeerd aan? Waarom roept gij zo vroeg?

De heer Vandezande. — Hoe is het gesteld met de randfederaties waarover uw partij zo hoog opliep.

De heer Verleysen. — Wanneer wij spreken van nieuwe gemeenten — en die zijn veel talrijker dan u denkt, Mijnheer Vandezande —

moeten wij ook zeggen wat wij daarvan verwachten. Over een paar dagen zal dit wetsontwerp zijn goedgekeurd.

De heer Jorissen. — Het zal langer duren dan een paar dagen. U bent wel optimist.

De heer Verleysen. — Het kan ten hoogste enkele uren langer duren, Mijnheer Jorissen.

Na de goedkeuring zullen deze nieuwe gemeenten het apparaat vormen waarvan wij ons moeten bedienen. De eerste opdracht van de gemeentebesturen is de verzorging van het grondgebied en van het leefmilieu in het algemeen kader. De C.V.P. verstaat hieronder: de maatregelen inzake de ruimtelijke ordening, stedenbouw, huisvesting...

De heer Jorissen. — En de grondspeculatie in de randfederaties!

De heer Verleysen. — ... de stadskern- en dorpsvernieuwing, monumentenzorg, natuurbehoud, verzorging van het ruimtelijk en geestelijk leefmilieu, waterzuivering, afvalbestrijding, veiligheid.

De heer Coppiters. — U moet dan maar eens lezen wat de Bond Beter Leefmilieu daarover te zeggen heeft.

De heer Verleysen. — Het verkeer en het openbaar vervoer zijn ook problemen die op de eerste plaats door de gemeenten moeten worden behandeld. Sommige van deze problemen nemen ingevolge de onmacht van de huidige gemeenten zorgwekkende afmetingen aan. Dat is ook de reden waarom alle partijen akkoord gaan dat de fusies nodig zijn.

De heer Maes. — Maar niet op de manier waarop zij nu worden doorgevoerd.

De heer Verleysen. — Een tweede aspect is een rechtvaardige en oordeelkundige spreiding van de gemeenschapsvoorzieningen. Alle burgers, alle verenigingen en organisaties hebben recht op een serie voorzieningen waarvoor de overheid moet zorgen. Als u de nieuwe kaart van België bekijkt, dan zult u zien dat de problemen anders zijn ten noorden en ten zuiden van de taalgrens. Voor de bewoners van dichtbevolkte gebieden in ons land zullen de openbare nutsvoorzieningen op een andere wijze ter beschikking moeten staan, dan voor deze van schaars bevolkte streken. Dat is de reden waarom wij voorstander zijn van een regionalisatie op het gemeentelijk beleid. Wij wensen dat de nieuwe gemeenten voldoende zouden zijn uitgerust om de lichamelijke en de geestelijke gezondheid van de bevolking te verzorgen, zowel in de vorm van dienstencentra voor bejaarden als van culturele centra, buurthuizen, bibliotheken, sportcentra en dergelijke.

De heer Jorissen. — Allemaal grote woorden!

De heer Verleysen. — De gemeenten hebben ook tot taak om werk in eigen streek te verwezenlijken.

De heer Jorissen. — Dat is hoog tijd.

De heer Verleysen. — Il stel vast dat wij het vaak eens zijn, Mijnheer Jorissen.

De uitbouw van industrieterreinen en ambachtelijke zones is in de eerste plaats een taak voor een gemeentebestuur.

Een derde aspect is meer lokale democratie of zelfbestuur. Desaan gaande is onze mening tegengesteld met deze van de heer Jorissen.

De bestuurlijke voogdij en de huidige financieringstechnieken moeten worden gewijzigd. Inzake de voogdij zal collega Gramme straks nader toelichting geven.

Samen met de schaalvergroting door fusie moet een grondige hervorming van de gemeentelijke instellingen worden doorgevoerd. Niet alleen technisch, ook menselijk. Zo er in de toekomst een kleiner aantal gemeenteraadsleden in ons land zullen zijn dan zal de politieke verantwoordelijkheid en de bestuurlijke bevoegdheid van het gemeentelijk mandaat in waarde en in democratische betekenis toenemen.

De heer Jorissen. — Democratie dat is het! Hoe ziet u dat?

De heer Verleysen. — Hoe wij dat zien zal u straks door Mevr. D'Hondt worden toegelicht.

Na deze omschrijving van wat wij nastreven — u kunt misschien met de fusies andere doelstellingen nastreven doch wij zijn eerlijk en wij zeggen wat wij beogen —, vragen wij u ook eens zo democratisch te zijn naar iemand te willen luisteren die uw mening niet deelt.

De heer Jorissen. — Wij moeten uw mening niet delen maar de democratie komt onder deze regering steeds minder aan bod.

De heer Verleysen. — In 1970 werd de Grondwet gewijzigd en werd aan artikel 108 een 3^o toegevoegd: «decentralisatie van bevoegdheden naar de provinciale en gemeentelijke instellingen». Deze bevoegdheden decentraliseren naar machtelozen is zinloos. We moeten dus onderzoeken of de gemeenten die worden opgericht de voorwaarden vervullen om grotere bevoegdheden te kunnen aanvaarden. Met andere woorden, of zij levenskrachtig en bestuurskrachtig zullen zijn.

Daarvoor zijn er drie voorwaarden vereist: ten eerste moeten er voldoende mensen zijn; ten tweede hebben zij voldoende ruimte nodig en ten derde moeten zij over voldoende middelen beschikken.

Wanneer u de moeite hebt genomen de documenten in te kijken, dan hebt u gezien dat er grote verschillen zijn tussen de nieuwe gemeenten die worden opgericht. Eenvormigheid voor gans het land is onmogelijk. Elke streek moet de gemeente krijgen in functie van de behoeften van de bevolking.

De heer Vernimmen. — Dat is schoon gezegd!

De heer Verleysen. — En schoon gedaan.

Dat wil nog niet zeggen dat wij homogene gemeenten moeten tot stand brengen...

De heer Jorissen. — Homogeen C.V.P.!

De heer Verleysen. — ... zoals landelijke fusies wat zeer mooi en aangenaam klinkt maar waaromtrent in de voorbije jongste geschiedenis bittere ervaringen van onmacht bestaan. Als men verschillende machteloze gemeenten samenvoegt, vormt men nog geen machtige entiteit. Dat is ook geen oplossing.

M. Falize. — C'est ce qu'a fait le ministre Michel dans nombre de cas, à savoir fusionner des communes pauvres dans un esprit partisan. Vous n'avez pas bien lu le document.

De heer Verleysen. — Wanneer men een hervorming wil doorvoeren dan moet dat volgens een bepaalde filosofie gebeuren. Voor ons is dat de filosofie van de solidariteit in de streek. Wij menen dat de gemeenten die de lasten aankunnen, moeten helpen de lasten dragen van degenen die ze niet aankunnen.

Mevr. Van Hees-Julliams. — Akkoord.

De heer Verleysen. — In die geest zijn wij gestart. Zonder dat is er geen oplossing voor degenen waar het uiteindelijk om gaat en voor wie onze instellingen bestaan, namelijk de mens zelf.

In bepaalde gedeelten van het land zijn de afmetingen van deze nieuwe gemeenten zeer groot en is de afstand tussen degenen die worden bestuurd en de bestuurders zeer groot. Er moeten soms vele kilometers worden afgelegd om mekaar te ontmoeten. Al wie in deze vergadering aanwezig is en bekommerd is om onze mensen — ik meen dat er geen enkel parlementslid is voor wie dit niet het geval is — en al wie aan sociaal dienstbetoon doet, weet wat er bij de bevolking leeft.

Wanneer iemand zijn burgemeester of een van de schepenen nodig heeft, dan stelt hij zich niet de vraag wanneer deze aan zijn deur zal voorbij komen, maar wel waar hij hem kan vinden, of hij naar hem zal willen luisteren en of zijn probleem zal worden opgelost. Dat zijn de vragen die de mensen die naar onze zitdagen komen stellen. Daarvoor leggen zij veel meer kilometers af dan in hun gemeente mogelijk zou zijn.

Er wordt ook gesproken over het teloorgaan van de inspraak. Hoe gebeurt die inspraak nu? Door rechtstreeks contact met de mandatarissen en langs de organisaties, of het nu politieke partijen zijn of sociale en culturele organisaties. Morgen zullen juist dezelfde wegen gebruikt worden.

Men zegt dat de mens verloren loopt in die massa. Wat wordt gewijzigd in het leven van de mensen? Zullen zij morgen andere bureaus krijgen? Zullen zij hun kinderen naar een andere school sturen? Zullen zij elders werken? Zullen ze supporteren voor een nieuwe voetbalclub...

De heer Jorissen. — Een gefusioneerde voetbalclub!

De heer Verleysen. — ... of zullen ze de kerk verlaten, zoals daarstraks werd gezegd?

Het wijzigen van de administratieve grenzen verandert niets aan het dagelijkse leven.

Aangezien er niets gewijzigd wordt aan het normale leven, is het van groot belang dat de fusies zouden doorgaan in goede voorwaarden.

In uitvoering van artikel 108 van de Grondwet wensen wij een verruiming van de gemeentelijke autonomie. Dit wordt vaak uitgedrukt in het toekennen van nieuwe bevoegdheden, maar dat is de zaken o.i. verkeerd voorstellen. De gemeenten wachten niet op nieuwe bevoegdheden, zij verwachten het krijgen van de mogelijkheid om de hun toevertrouwde taken uit te voeren. Dat is de verruiming van de gemeentelijke autonomie die door elk gemeentebestuur wordt verwacht.

Deze gemeentelijke autonomie wordt zinloos als de gemeenten niet over de nodige financiële middelen beschikken.

In de programmwet waar wij volgende week verder op in zullen gaan...

De heer Vernimmen. — Dat hopen wij inderdaad.

De heer Verleysen. — Ja, inderdaad.

... wordt voorgesteld de tijdelijke hulp geregeld door de wet van 23 juli 1971 af te schaffen. De ervaring leert ons dat deze vorm van hulpverlening niet efficiënt is.

Dames en Heren, ik vraag u de moeite te doen de rekeningen na te gaan van de nieuwe gemeenten die tot stand zijn gekomen vooraleer voorbarig te lachen.

Mevr. Nauwelaerts-Thues. — Mogen wij die bal terugkaatsen?

De heer Verleysen. — Natuurlijk, met veel plezier.

Wij vragen u na te gaan op welke wijze deze gemeenten hun financiële problemen hebben opgelost. De tijdelijke hulp van 15 pct. gegeven aan machteloze gemeenten heeft ze niet uit de moeilijkheden geholpen. Wij moeten nieuwe wijzen van financiering vinden. Wij hopen dit te doen door regionalisering van het Gemeentefonds, opdat wij volgens de eigen behoeften van elke streek de benuttingscriteria van de toevertrouwde middelen zouden kunnen kennen.

Mevr. Nauwelaerts-Thues. — U gelooft toch wat u zegt, Mijnheer Verleysen?

De heer Verleysen. — Natuurlijk, ik hoop dat u voelt dat wat ik zeg recht uit mijn hart komt.

Mevr. Nauwelaerts-Thues. — U bent in ieder geval een optimist.

De heer Verleysen. — Gelukkig dat het land nog optimisten heeft.

Er wordt voorgesteld de gemeenten met deficit met een zuivere lei te laten vertrekken. Dat zou een verstandige beslissing zijn.

De solidariteitsformule die door de regering wordt voorgesteld kan niet zonder meer worden afgewezen. Ik herhaal het, wij zullen dat in de komende weken aan de hand van voorbeelden bewijzen.

Hier wordt veel gesproken over het negeren door de regering van de uitgebrachte adviezen.

De methode welke deze regering toepast, zou ook door elke andere regering toegepast zijn. Wij horen hier zelden spreken over het eerste globaal fusieplan dat in 1966 opgesteld werd en dat aanleiding heeft gegeven tot de fusies van 1970.

Dat betekent dat van bij de aanvang van de fusieoperaties de regering van oordeel was dat deze één geheel moesten vormen. Bij de goedkeuring van de nieuwe fusiewet en van de wet op de federaties is het Parlement zo wijs geweest te zeggen dat de vrijwillige fusies moesten passen in een globaal fusieplan.

Welnu, ik geloof dat wij hier mogen spreken van een gemiste kans. Want wie heeft degenen die bevoegd zijn in het openbaar leven belet een vrijwillige fusie voor te bereiden? Niemand, heeft u dat belet, Mijnheer Falize.

M. Falize. — Il y a des demandes de fusions volontaires depuis des années.

De heer Verleysen. — Laar mij toch spreken, ik heb u ook niet onderbroken. Ik doe u ten andere geen pijn met wat ik zeg.

M. Falize. — Si vous disiez des choses exactes, nous ne vous interromprions pas!

De heer Verleysen. — Niemand heeft u belet daartoe het initiatief te nemen, maar om een vrijwillige fusie aan te vragen, passend in een globaal plan, moogt gij niet vertrekken van het standpunt van één

bepaalde gemeente die zich zelf als het centrum van de wereld beschouwt. Dat is geen globaal plan.

Mevr. Nauwelaerts-Thues. — Wat mogen wij dan wel?

De heer Verleysen. — Een globaal plan vertrekt tenminste van een streek of op het niveau van een arrondissement. Zo was het in 1966 voorgesteld en zo is het in 1971 herhaald. Het is de moeite waard ook de documenten daaromtrent even na te gaan en te zien wat men verstaat door een globaal plan. Er zijn arrondissementen waar de partijen de moed hebben gehad tijdig — en dus niet in 1975 — over hetgeen hen verdeelde heen — zich rond de tafel te zetten om de problemen van hun streek te bestuderen en een gezamenlijk plan in te dienen. Iedere partij mocht dat initiatief nemen. Niemand heeft u dat verboden.

Mevr. Nauwelaerts-Thues. — Dat is gebeurd.

De heer Verleysen. — Waar men dat gedaan heeft, werd met dat plan rekening gehouden.

Wij hebben dat allen samen gedaan; sommige collega's die eraan meegewerkt hebben, kunnen dat bevestigen.

Wij herhalen dat de wet van 1971 een uitnodiging was en wie deze uitnodiging niet heeft aanvaard, moet er zich nu niet over beklagen.

De heer Jorissen. — Dictatuur!

De heer Verleysen. — Een laatste punt betreft het niet naleven van de adviezen die door de gemeenten werden verstrekt. Voor de fusies van 1964 waren de adviezen door de gemeenten gegeven op een paar uitzonderingen na allemaal negatief. Toch werden zij doorgevoerd. Ook de fusies van 1970 werden doorgevoerd niettegenstaande het negatief advies van de gemeenten.

Wanneer ik de amendementen bekijk die werden ingediend, dan stel ik vast dat er niet veel in overeenstemming zijn met de adviezen die door de gemeenten werden uitgebracht. Er kunnen er dus een heel pak wegvallen.

De heer Calewaert. — Dat de minister gebonden zou zijn door een gegeven advies, heeft nooit iemand van ons beweerd. Maar het advies moet in elk geval worden gevraagd en er mag geen voorstel worden gedaan zonder dat daaromtrent vooraf advies aan de betrokken gemeenten en de bestendige deputaties wordt gevraagd.

De heer Verleysen. — Daarover verschillen wij dus van mening. Het plan van de regering werd ter advies voorgelegd aan de gemeenten en aan de provinciebesturen. De minister heeft deze adviezen ontvangen en heeft daaruit zijn conclusies getrokken. De Vlaamse Gewestraad heeft gevraagd dat vooraleer het ontwerp van koninklijk besluit zou worden opgesteld, de regionale ministercomités hun advies zouden geven. Dat is gebeurd. Het spel werd gespeeld zoals het moest worden gespeeld. Het is om deze redenen dat wij het ontwerp zullen goedkeuren. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

De heer Jorissen. — Er werd vals gespeeld.

Mevr. Nauwelaerts-Thues. — En in één richting.

M. le Président. — La parole est à M. Gramme.

M. Gramme. — Monsieur le Président, au cours de nos discussions au sein des commissions réunies de l'Intérieur et de la Justice les semaines précédentes, à propos du rapport établi par notre collègue Vanackere, il a souvent été fait mention des rapports et des documents consignants nos travaux.

Ceux qui, en toute hypothèse, recourent aux documents des commissions ou des séances plénières risquent bien d'être fort étonnés du peu de temps consacré à la portée de l'opération de fusion des communes, aux buts qu'elle poursuit et aux éléments présentés pour la justifier.

Il est vrai que le principe même de la fusion est inscrit dans les dispositions des lois antérieures tant de 1961 que de 1971. Il procède donc d'une vision prospective qu'ont partagée les diverses formations politiques qui se sont succédé au pouvoir depuis quinze ans. Les majorités politiques n'étaient pas identiques en 1961 et en 1971, ce qui n'a pas empêché que l'on reproduise dans ces deux législations le même souci de fusionner les communes et que l'on y traduise la même volonté politique de restructurer les entités de base de notre vie en commun.

Est-ce abuser du temps de cette assemblée, Monsieur le Président, que de rappeler combien générale était la conviction qu'il fallait procéder à des fusions? Ceci est tellement vrai que, dans la déclaration gouvernementale du 12 juin 1974, on pouvait lire un texte dépourvu de toute ambiguïté, relatif «aux fusions à réaliser avant les élections communales de 1976 et selon des plan d'ensemble».

Qu'on s'en souvienne bien: il n'y eut aucune intervention en sens contraire, aucune discussion ou controverse au sein de cette assemblée sur ce point, considéré comme acquis.

Il n'en reste pas moins que si la conviction des partis politiques est acquise de manière constante depuis longtemps, il peut rester de-ci, de-là des incompréhensions quant aux buts poursuivis; et les longs débats sur la procédure et les modalités des fusions, qui ne mettent pas en cause l'utilité de la restructuration entreprise et la nécessité d'y pourvoir, ne sont peut-être pas de nature à dissiper les appréhensions.

Il ne faudrait pas que nos concitoyens qui ont encore mal perçu ou n'ont même pas du tout perçu aujourd'hui cette utilité et cette nécessité croient que nous sacrifions allègrement à une mode, à une sorte de «fusionnisme» aiguë que nous aurions contractée dans d'autres pays qui sont passés par là avant nous.

Ceux qui me connaissent bien savent que je ne suis pas suspect d'avoir été un partisan aveugle ou effréné de cette procédure de restructuration; si aujourd'hui, comme nos autres collègues d'ailleurs, je suis amené à ratifier un plan global couvrant l'ensemble du pays, ce n'est pas parce que je suis entièrement d'accord sur toutes les fusions projetées jusque dans leurs moindres détails.

Mais je crois pouvoir, comme les membres de mon groupe, m'y rallier au prix de deux justifications qui me paraissent suffisantes pour appuyer l'approbation de ce plan.

1° J'ai conscience de ce que nul autre plan ne pourrait emporter une approbation unanime et de ce que le report dans le temps de tout plan d'ensemble serait finalement le meilleur moyen de ne pas faire ce que nous avons tous déclaré comme étant nécessaire, sinon urgent;

2° Je suis convaincu de ce que nous allons pouvoir mettre en place des outils de gestion plus valables, mieux adaptés à leurs missions au service des gens.

La commune doit aujourd'hui être en mesure d'assumer un nombre important de missions qui n'avaient pas été originellement prévues pour elle et pour lesquelles elle n'est manifestement pas ou plus équipée.

Plus personne aujourd'hui n'accepterait de se servir d'un outil de gestion à ce point dépassé dont les adaptations successives n'ont pas modifié fondamentalement la nature originale ni amélioré l'aptitude à prendre en charge les missions que les citoyens attendent qu'elles assument effectivement.

Ceux qui veulent ne rien changer et affirment que leur comportement est dicté par la foi qu'il ont dans la commune et son autonomie, ceux-là se sont-ils rendu compte de ce qu'ils veulent au secours d'une administration locale, réduite à des missions d'exécutant, sans responsabilité politique propre, sans moyens d'action suffisants et adéquats, avec toutes les conséquences que suppose cet état de fait?

Pour notre part, nous optons résolument pour la revalorisation de la commune en tant qu'institution afin de rendre celle-ci à même, d'une part, de s'acquitter rationnellement de sa mission propre et de tout ce qu'elle implique et, d'autre part, de faire face aux mutations qui surviennent dans notre vie sociale. Pour cela, il nous faut des communes viables et administrativement capables; suffisamment étendues, elles pourront organiser la vie sur un territoire plus grand, équilibrer et rentabiliser au mieux les investissements, faire bénéficier du progrès dans une solidarité plus grande, en un mot garantir une véritable politique communale.

Ce n'est qu'à ce prix qu'il est possible de déployer une politique efficace dans des domaines essentiels auxquels nos gens attachent beaucoup de prix, comme l'affectation du sol, l'aménagement du territoire, l'urbanisme, l'environnement, la politique foncière, l'habitat et le logement social, l'infrastructure routière, les équipements communautaires, l'enseignement, la culture, la politique de la jeunesse, des sports et des loisirs, les équipements sociaux et les soins de santé, l'expansion en général et la promotion de la vie industrielle et commerciale, et donc finalement de l'emploi dont on mesure mieux toute l'importance et le caractère impérieux dans une crise comme celle que nous vivons pour l'instant.

C'est tout cela que nous voulons faire, faire mieux, faire plus vite et pour un plus grand nombre. C'est au niveau d'une dimension

accrue de surface et de population qu'il est permis d'envisager nombre de problèmes et de leur trouver des solutions. Aujourd'hui, la faiblesse de trop de communes est préjudiciable aux habitants, puisque des fonctions qui leur reviennent n'y sont pas remplies et l'insatisfaction d'aujourd'hui grandirait demain encore devant une impossibilité confirmée et toujours plus grande de faire face.

Pour mieux servir les gens, et tel est notre rôle, il convient de solidariser les moyens et les charges et d'appliquer les solutions que postule notre actuel niveau de développement social et de progrès technique. Il faut rénover l'outil, c'est indispensable.

Parallèlement, et pour concourir au mieux à la réussite de cette opération de progrès, il nous faudra développer les unités de vie existantes, maintenir leur originalité et respecter leur manière d'être. La solidarité à un niveau plus grand ne pose pas comme exigence l'identité de toutes les composantes, au contraire. La diversité et la variété dans les composantes, dans tous les ensembles humains qu'une destinée commune rassemble aujourd'hui sont autant de facteurs enrichissants et il ne peut être question d'uniformiser le tout et de sacrifier ce à quoi les gens tiennent; une technocratie raffinée, théoriquement parfaite, omettrait en effet de respecter les particularités des personnes et des groupes.

Nous savons fort bien, tous autant que nous sommes, et parmi nous les administrateurs communaux mieux que d'autres, ce à quoi nos gens tiennent. Nous ne pouvons pas nier la valeur, même affective et sentimentale, qu'ils attachent aux éléments qui font la vie de leur communauté.

A côté de ces aspects fondamentaux, il y a des problèmes humains, tant chez les administrateurs communaux que dans le chef de tous ceux qui, à des titres divers, participent aujourd'hui à la vie communale dont les formes sont multiples; je pense spécialement au personnel dont j'aurai l'occasion de parler dans une autre partie du débat.

Pour nombre d'administrateurs communaux, il y aura une rupture douloureuse et nous devons en être conscients. Comme l'a dit avec raison notre collègue de Stexhe, ils ont droit à la reconnaissance et à la considération pour tout ce qu'ils ont accepté d'accomplir au service des communautés.

Pour leur ménager une sortie acceptable, il faut que, sans retard, tout soit mis en place pour garantir: 1) Le service des gens, service auquel ils étaient spécialement attachés; 2) Une écoute attentive des besoins et des aspirations des citoyens; 3) Une action politique dynamique et adaptée aux exigences de notre temps.

Ces objectifs qui furent les leurs, repris avec un outil mieux adapté, les convaincront progressivement, on peut en être sûr, de l'utilité de cette restructuration générale des communes.

Monsieur le Ministre, les fusions de communes, ainsi que l'a annoncé notre collègue Verleysen, doivent avoir pour corollaire indispensable l'allègement du mécanisme de la tutelle. Les détenteurs du pouvoir de tutelle seront, en effet, demain confrontés à des interlocuteurs quatre fois moins nombreux que par le passé. Ils ne devraient dès lors plus être amenés à exercer une tutelle presque aveugle ni à sacrifier à certains automatismes de celle-ci que l'on a maintes fois et à raison dénoncés.

Les détenteurs du pouvoir de tutelle seront davantage en mesure de connaître les diverses situations locales puisque leur nombre sera considérablement réduit et le dialogue facilité. Ils devraient dès lors surtout pouvoir exercer à l'égard des nouvelles communes une tutelle que j'appellerais volontiers «guidance» pour éclairer les communes dans leur prise de décisions — là où elles atteignent une certaine importance, là où leurs incidences financières sont plus substantielles —, les «accompagner» en quelque sorte dans l'exercice de leurs responsabilités propres.

N'est-ce pas là d'ailleurs la signification première du mot tutelle qui ne s'apparente pas à priori à des actes ou des attitudes de caractère «répressif», si l'on peut utiliser cette qualification assurément excessive mais néanmoins suggestive?

Les fusions de communes doivent aller de pair avec l'allègement de la tutelle, la simplification de ses formes et de ses mécanismes. On a voulu des communes plus grandes, d'une dimension accrue quant à la population, à la superficie, à la capacité de remplir leur rôle. Pourquoi l'a-t-on voulu, sinon pour leur permettre de devenir ou de redevenir des entités fortes et entreprenantes, siège d'un pouvoir vraiment responsable et pleinement autonome; en un mot, on a voulu restaurer l'autonomie communale dans toute sa plénitude et à raison, puisqu'aussi bien nous vivons dans un pays où, selon l'expression de Léo Moulin, «la vraie tradition est celle des communes». Si nos

communes de demain devaient se sentir paralysées par des contrôles tâillons, si elles devaient se défendre contre les jeux tracassiers d'une autorité de tutelle, en manière telle que leurs décisions perdraient leur efficacité et manqueraient largement leurs objectifs, le processus de fusion des communes s'avérerait, partiellement du moins, détourné de sa finalité et l'œuvre entreprise avec courage par le ministre de l'Intérieur resterait, pour une part non négligeable, une œuvre privée de sa signification, voire de son utilité.

Aussi importe-t-il de prévoir dès maintenant, et de façon que les nouvelles communes fusionnées puissent dès 1977 en retirer le bénéfice immédiat, une réforme globale et audacieuse des mécanismes de tutelle, une réforme qui, aux yeux du P.S.C. et de ses militants, pourrait, ainsi qu'ils l'ont défini au congrès de Spa en octobre dernier, s'articuler sur quelques lignes directrices qui font d'ailleurs l'unanimité des instances qui ont étudié la problématique de la tutelle en relation avec la restructuration des entités communales.

Il conviendrait en premier lieu d'alléger considérablement la tutelle d'approbation et de la limiter uniquement aux cas limitativement énumérés par la loi, là où, comme en matière de personnel par exemple, le respect des normes générales, arrêtées par le pouvoir central, serait mieux garanti par l'exercice de cette tutelle. Il s'agira certes de déterminer soigneusement et rigoureusement les cas où cette tutelle devra continuer à s'exercer, car il faut éviter aussi bien l'écueil de traitements exagérément différentiels selon les communes, que le danger actuel d'un souci d'uniformité qui peut confiner à la paralysie.

De nombreuses délibérations des autorités communales devraient donc cesser d'être soumises à la tutelle d'approbation pour ne plus être susceptibles que de suspension — faut-il d'ailleurs encore la maintenir? — et d'annulation dans un délai légalement délimité.

Si l'on veut une action communale cohérente, ne faudra-t-il pas envisager de limiter cette tutelle d'annulation aux seuls actes qui violent la loi ou les arrêtés royaux? Chacun sait d'ailleurs qu'autonomie et responsabilité vont de pair. En d'autres termes, les administrateurs communaux ne seront vraiment responsables devant leur population et devant le pouvoir central que s'ils se savent porteurs du poids de la décision et de tout ce qu'elle implique, plutôt que de se réfugier sous la protection d'une tutelle envahissante... Et cela vaut pour tous les types de décisions, soit que l'on souhaite ou appréhende son annulation tout autant que son approbation. La tutelle, demain, ne peut plus être l'alibi des vrais responsables.

Supprimer la tutelle dite d'opportunité représenterait assurément une petite révolution, mais n'est-ce pas là une mesure qui s'inscrit logiquement dans l'effort de restauration de l'autonomie communale? Seule, la tutelle de «légalité» est objective et non discriminatoire; le critère de l'intérêt général, souvent invoqué à tort et à travers à l'appui de décisions d'annulation parfois contestables et parfois curieuses, n'est-il pas trop souvent le paravent commode derrière lequel se retranchent les autorités de tutelle pour s'immiscer de manière parfois peu tolérable dans la gestion courante et quotidienne de nos communes?

Sans doute, certaines décisions des autorités communales paraissent contestables et peu opportunes mais l'annulation intervient à contretemps et s'avère dommageable pour des communes trop imprudentes et/ou entreprenantes certes mais qui n'ont pas été averties en temps voulu des risques encourus.

Ensuite, cette tutelle de légalité, limitée à un nombre d'actes plus réduit, devrait aussi et logiquement être accélérée, c'est-à-dire précisée dans le temps, par des délais de rigueur plus contraignants.

De plus, l'efficacité et la logique de l'exercice de la décision commandent encore que la tutelle de légalité soit concentrée à un seul niveau: celui du département ministériel intéressé ou celui d'un organe déconcentré de l'Etat, de telle sorte que le jeu de la tutelle se joue en connaissance de cause, entre interlocuteurs qui prennent toutes leurs responsabilités sans se retrancher derrière d'autres interventions.

Il s'agit certes de revoir certains textes et le projet de loi modifiant les articles 84 et 87 de la loi communale constitue l'amorce intéressante mais trop restreinte, à notre avis, d'une refonte plus large de l'ensemble des dispositions qui gouvernent les relations entre l'autorité de tutelle et les communes. Cette révision devra d'ailleurs tenir compte d'un ensemble de situations nouvelles issues des fusions pratiquées à un niveau généralisé. Ainsi faudra-t-il tenir compte de ce que la distinction entre communes «émancipées» et «non émancipées» perd pratiquement toute raison d'être dans la mesure où il restera pour l'ensemble du pays 109 communes seulement de moins de 5 000 habitants, 15 seulement en Flandre et 94 en Wallonie, concentrées essentiellement d'ailleurs dans quelques arrondissements du pays; le rôle et les fonctions des commissaires d'arrondissement

devront donc être repensés dans cet esprit, et ce dans le cadre général du problème de l'autorité de tutelle et de ses titulaires comme aussi dans l'esprit d'un rôle régional particulier que ces fonctionnaires, organes de la déconcentration, sont appelés à remplir.

Outre ces aspects de fonctionnement, le problème doit aussi être abordé, non seulement en termes de dispositions nouvelles, de normes à revoir mais encore en termes de mentalité: l'autorité de tutelle doit s'habituer désormais à un rôle de guidance, rôle qu'elle joue aujourd'hui de manière limitée mais déjà positive; les communes devront se départir d'une attitude de méfiance vis-à-vis d'un pouvoir de tutelle qui sera pour elles un conseiller en même temps qu'un garant objectif de la légalité de leurs actes.

La problématique de la tutelle est assurément complexe mais il serait dommage sinon irrationnel de ne pas profiter des fusions de communes pour lui apporter des solutions à la fois simples et efficaces. «A entités nouvelles, modes d'action nouveaux.» Les relations avec l'autorité de tutelle font trop partie des moyens d'action des communes pour être envisagées dans les termes présents qui les identifient trop souvent à une pesanteur certaine et à d'inutiles complications.

Monsieur le Ministre, je voudrais encore aborder le problème, assurément délicat et complexe, des transferts de patrimoines que les fusions vont inévitablement entraîner. Les réflexions que je vais exprimer à ce propos valent d'ailleurs autant pour le patrimoine des communes que pour celui des C.A.P. puisque celles-ci suivront inéluctablement le sort de leurs actuelles communes.

Les articles 151 et 152 de la loi communale règlent les modalités de ces transferts de manière générale, soit qu'il s'agisse d'une nouvelle commune qui naisse du démembrement d'une autre, hypothèse qui n'est pas aujourd'hui d'application, soit qu'il s'agisse de l'annexion d'une partie du territoire d'une autre commune ou de la réunion d'une commune à une autre, ces deux dernières hypothèses étant ici réunies.

Il est évident pour chacun qu'une distinction fondamentale doit être opérée entre les biens du domaine public et ceux du domaine privé.

Les biens du domaine public ne posent pas de problèmes; il est clair que leur destination est liée au sort de la commune et que la localisation géographique est déterminante pour régler l'appartenance de ces biens en cas de démembrement territorial comme en cas de regroupement d'entités.

Les articles 151 et 152 de la loi communale visent les seuls biens du domaine privé; c'est de jurisprudence constante.

Vous nous avez signifié votre intention de modifier, pour cette opération exceptionnelle, ces dispositions particulières; vous choisissez, je crois, de suivre une formule très générale et d'articuler votre projet sur le fondement du principe bien connu: *Accessorium sequitur principale*. Le transfert se ferait dès lors de plein droit à la commune sur le territoire de laquelle se trouvent les biens et sans indemnité à la commune dépouillée; il serait à tout le moins malaisé d'admettre que des biens soient ainsi transférés sans aucune estimation ni contrepartie et ce, sur base du seul critère de la situation géographique de ces biens sur une parcelle de territoire à céder.

Le système actuel du partage par feux est sans doute complexe et peut paraître périmé; mais la simplification que vous envisagez risque, je le crains, non seulement d'être génératrice de difficultés, vu son caractère excessif, mais encore d'être fondamentalement critiquable du point de vue de la stricte équité et de la justice distributive qui valent aussi entre pouvoirs publics.

Des distinctions me paraissent devoir être faites selon les circonstances. Les biens du domaine privé qui sont extérieurs au territoire actuel et qui sont propriété de la commune ou de la C.A.P. de celle-ci ne peuvent, en aucun cas, faire l'objet de ce qu'il n'est pas exagéré d'appeler une spoliation.

Un fait est certain: il y a trop d'hypothèses différentes pour pouvoir envisager une solution générale et unique; faute de nuances, nous risquons d'accumuler les difficultés et les contentieux; et cela peut avoir des effets désastreux sur l'avenir des nouvelles entités et des relations entre elles.

Mais à ce jour, nous n'avons pas davantage de précisions quant à cet autre aspect visé par les articles 151 et 152; car, s'il y est question du partage des biens communaux, il y est aussi question du partage des archives et surtout des dettes.

Or, de ce dernier aspect, celui des dettes — et il n'est pas mince —, rien n'a été dit encore. Si la modification envisagée à la loi est aussi simpliste et uniforme, en ira-t-il de même pour le passif qui grève certains biens transférés, qu'ils soient du domaine public ou du domaine privé?

On comprendrait mal en effet qu'une commune, désormais privée d'une école par exemple ou encore d'une voirie passant sous l'administration d'une commune voisine, continue à supporter la charge de dettes relatives à ces biens et à apurer la dette des emprunts relatifs à des investissements non encore amortis; et vous conviendrez qu'il ne sera pas plus défendable qu'il en aille autrement pour des biens du domaine privé.

Je veux bien admettre qu'il faille trouver une formule spécifique. En effet, les accords risqueraient de s'avérer laborieux, voire impossibles à conclure. D'autre part, les délais ne faciliteraient pas les choses.

Notre groupe souhaiterait en tout cas connaître vos vues et celles du gouvernement quant à la dévolution des dettes lors du transfert des biens; cette question précise appelle une réponse qui devrait nous rassurer et rassurer les futurs administrateurs communaux.

Nous vous faisons confiance pour donner à ces interrogations les réponses adéquates dans l'esprit que j'ai exprimé au nom de notre groupe.

M. Pierson. — Vous aurez plus de chance que nous !

M. Gramme. — Oui, Monsieur Pierson. Mais je ne suis pas encore sûr que le ministre me réponde.

M. Pierson. — Moi non plus !

M. Gramme. — Il est arrivé que des ministres ne répondent pas à un membre de la majorité.

Mais j'ai l'impression qu'après votre remarque le ministre fera un effort particulier...

M. Pierson. — J'en suis heureux pour vous.

M. Gramme. — ... et je lui fais confiance, pour résoudre ce problème et les autres. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Lahaye.

De heer Lahaye. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, Dames en Heren, in mijn eerste uiteenzetting heb ik reeds duidelijk laten blijken dat ik nog niet weet hoe ik over dit ontwerp van wet zal stemmen. Ik ben niet tegen het principe van fusies, doch er rijzen heel wat ernstige vragen. Ik zal daarom het antwoord van de minister afwachten — ik hoop dat dit volledig en geruststellend zal zijn — alvorens ter zake een beslissing te nemen. Ik meen dat dit de normale gang van zaken is en dat dit nog is toegelaten in een democratie.

Op de bewering dat de basiswet slecht zou zijn — wij mogen niet vergeten dat wij daar allen schuld aan hebben — zodat zij geen goede fusies zal tot stand brengen, antwoordde de vertegenwoordiger van de Bond van Steden en Gemeenten, de heer Maes, dat hij van oordeel was dat de wet inderdaad slecht was, doch dat zij, omwille van het feit dat zij slechts tien artikelen telt, alle mogelijkheden inhoudt. Ik herinner mij dat hierop werd gezegd dat de wet inderdaad alle mogelijkheden biedt en dat zij precies daarom slecht is, daar zij geen goede oplossingen waarborgt en arbitraire oplossingen mogelijk maakt. Zij tracht één oplossing te geven, volgens een zelfde patroon en volgens een zelfde procedure, aan toestanden die over het algemeen niet te vergelijken zijn. Hoe wil men immers de fusie van verstedelijkte gemeenten als Kortrijk doorvoeren op een zelfde basis als plattelandsgemeenten — ik denk hier onder meer aan de streek van Ieper en die van Roeselare — met een zelfde wet en volgens een zelfde procedure? Wanneer de problemen verschillend zijn, moeten verschillende oplossingen worden voorgesteld. De wet moet die verschillende oplossingen mogelijk maken.

Wij hebben slechts één fusiewet. De Franse wetgever heeft het fusiebeleid nuchter bekeken, uitgaande van de bestaande verschillen. Ik heb de Franse wet nog eens nagekeken en heb vastgesteld dat zij ingewikkelder is, omdat zij uitgebreider is, daar zij voor elke soort fusie — er zijn vier soorten — een nauwkeurig te volgen procedure heeft bepaald, zodat de rechten van alle betrokken partijen worden gewaarborgd.

Voor de fusies van verstedelijkte kernen gelden in Frankrijk andere wetsbepalingen, dus andere procedures, dan voor de fusies van landelijke gemeenten. De Belgische wetgever heeft dat anders gewild en er de voorkeur aan gegeven alles te regelen volgens één patroon dat alle mogelijkheden insluit, een « passe-partout », waarbij niemand zich nog veilig weet ook al meent hij recht en redelijkheid aan zijn kant te hebben. Wij vrezen dat de wet, die ons thans wordt voorgesteld, het arbitraire tot regel maakt.

Ik hoop dat de minister mij zal kunnen geruststellen in verband met deze vrees.

De heer Jorissen. — Daar trekt hij zich niets van aan.

De heer Lahaye. — U mag niet aan de objectiviteit en de eerlijkheid van de minister van Binnenlandse Zaken twijfelen want dan slaat u de bal mis en dan zou uw bedoeling kwaadaardig lijken. Hij gelooft in het goede van zijn werk en hij laat toe dat wij hieraan twijfelen.

De heer Jorissen. — Wij mogen zijn ontwerp niet amenderen.

De heer Lahaye. — Het is ons recht de minister te vragen ons alle zekerheid te geven eer wij tot de stemming overgaan. Dat is de rol die de wetgever moet spelen in een gezonde democratie. Alleen zo krijgen wij voldoende waarborgen.

Thans wordt in een project omgezet wat reeds in de eenheidswet van 14 februari 1961 werd aangekondigd, namelijk de massale fusieoperatie.

Heel gelukkig kan ik, als liberaal, niet zijn met de wijze waarop die operatie wordt geleid. Ik zal echter niet het voorbeeld van sommige leden van de Kamer volgen die zich hebben laten verleiden tot een blinde oppositie.

Wanneer ik niet voor het volle pond achter deze samenvoegingsoperaties sta, is dit eerder om sentimentele en democratische redenen. Ons volk is zeer gehecht aan zijn gemeenten, misschien meer nog in Vlaanderen dan in Wallonië. Dat mag trouwens blijken uit sommige socio-economische verschijnselen. Ik illustreer dit met het voorbeeld van de pendelarbeid. Men stelt vast dat de Vlaming liever bouwt in de buurt van zijn vertrouwde kerktoeren dan een woonplaats te zoeken dicht bij zijn werk.

Men kan het argument aanvoeren dat die administratieve en electorale operatie van samenvoeging weinig of niets zal veranderen aan het lokaal samenleven en wonen. Dat is echter niet helemaal juist. De kiezer wordt opgeroepen te stemmen voor mensen die hij niet of zeer weinig kent. Hij moet voortaan naar een gemeentehuis waar onvermijdelijk het onpersoonlijke, koude en ambtelijke karakter zal toenemen, ten nadele van meer hartelijke en menselijke betrekkingen.

Kortom, ik vrees dat veel van die gemoedelijke sfeer in kleine, pittoreske gemeenten zal verloren gaan. In een periode van het modeverschijnsel dat « retro » noemt, siert ons dat zeker niet.

Zou het niet veel eerder het ogenblik zijn om aan te sturen op een humanisering van de overheid in plaats van op koude rationalisering.

De heer Jorissen. — En de dictatuur !

De heer Lahaye. — Wij stellen inderdaad vast dat de maatschappij meer en meer afglijdt naar geweld in woord en in daad...

De heer Jorissen. — Wij worden in de Senaat ook geweld aangedaan !

De heer Lahaye. — ...en naar een aantasting van alle gezag.

Mijn collega en vriend, voorzitter van de Quaestuur, de heer Machtens, heeft in zijn betoog een zeer gevoelige snaar aangeraakt. Hij heeft dit gedaan op bijna dezelfde toon als deze die ik nu aansla. Ook in de pers hebben vele journalisten in dezelfde zin geschreven en zij staan gewoonlijk dicht bij het volk.

De heer Jorissen. — U zult een goede pers krijgen.

De heer Lahaye. — Op 12 november 1975 las ik van de hand van Gaston Williot het volgende: « Qui fera les frais de l'opération » schreef hij, « les citoyens eux-mêmes — indistinctement — qui, au lieu de traiter de seuil à seuil avec le « champêtre » ou le « maïeur » — dat was schoon muziek — devront dorénavant s'adresser à des administrations plus lointaines, plus anonymes, plus prétentieuses, moins accueillantes, moins humaines et qui fonctionneront, comme de bien entendu, avec des ordinateurs à la place du cœur ou du cerveau. »

Het was met zeer veel gevoel en zin voor de werkelijkheid geschreven.

Zeker, het is niet langer verantwoord verder te besturen met meer dan 2000 gemeenten, waaronder een groot aantal niet eens in staat is de meest essentiële behoeften van de inwoners te verzorgen. Het is even ongetwijfeld juist dat, zo men had moeten wachten op vrijwillige fusies, er nooit van een ernstige operatie zou kunnen worden gesproken. Zo heeft de regering er goed aan gedaan te werken met globale plannen voor het ganse land, om elke discriminatie, elke afgunst onder de gewesten of provincies te vermijden.

Wanneer ik terughoudend ben dan is dat minder wegens de gebruikte procedure, dan wel voor de gehanteerde criteria. Ik begrijp natuurlijk dat de socialistische oppositie zich op die procedure vastbijt omdat het zowat het enige is waarover zij zinnige dingen kan vertellen zonder te vergeten dat zijzelf politieke fusies heeft doorgevoerd zoals «le Grand Mons», of dat het eerste globaal plan door minister Harmegnies met een gewezen BSP'er als ambtenaar werd klaargestoomd, of nog dat het in feite onze collega Close is die eigenlijk alles klaarmaakte en de officiële raadgevingen in de tweede helft van 1973 begon. Wanneer ik de gebruikte criteria, namelijk een minimum van 5000 inwoners en een minimale oppervlakte van 3000 ha, kritiseer, dan is die socialistische oppositie veel minder op haar gemak omdat de BSP-oud-ministers Harmegnies en Close zelf die criteria hebben gebruikt en verdedigd.

Naar mijn mening is het hier inderdaad fout gelopen en heeft men bij de bepaling van de minima te weinig rekening gehouden met de lokale tegenstellingen en toestanden die moesten wijken. Men moet normaal toch beseffen dat wat opgaat voor de provincies Antwerpen, Luik en andere niet geschikt is om als maatstaf te worden gebruikt voor het minder bevolkte Limburg of Luxemburg, of de Westhoek.

Die te absolute criteria vormen des te meer een vergissing omdat zij niet overal kunnen worden toegepast, ofwel omdat men reusachtige oppervlakten moest gaan samenvoegen, ofwel gewoonweg omdat men nog op andere hinderpalen is gestuit zoals bijvoorbeeld de taalgrens.

Dames en Heren, ik zou hier willen teruggrijpen naar een verklaring afgelegd in de Senaat op 13 februari 1971 door de toenmalige verslaggever voor de artikelen 91 tot 95 van de eenheidswet. De heer Neyberg verklaarde toen:

«Les fusions de communes ou les modifications à leurs limites se justifient à un certain point de vue par le petit nombre de leurs habitants. Mais il ne peut être question de supprimer purement et simplement les communes comptant moins de 500 ou moins de 1000 habitants comme l'avait proposé le Centre pour la réforme de l'Etat en 1937.»

Deze verklaring kan ik onderschrijven. Zij geeft immers blijk van een goed inzicht in het gebrek aan homogeniteit.

Werd er dus blijkbaar een eerste vergissing begaan bij de bepaling van de algemene criteria en heeft men vooral de fout begaan hieraan te strak de hand te willen houden dan moet ik aan de andere kant hieraan toevoegen dat ook andere materiële vergissingen werden begaan onder meer in mijn arrondissement leper dat ik dan toch wel zeer goed ken.

Zo heeft men, tegen de wil in van de betrokken kleine gemeenten, absoluut Vlamertinge en Elverdinge bij leper willen voegen, terwijl die gemeenten niets liever vroegen dan samen te gaan, terwijl ze jaarlijks met hun begroting in evenwicht sluiten en over alle nodige nutsvoorzieningen beschikken die in staat zijn de bevolking naar best vermogen te dienen.

Zo heeft men Poelkapelle en Langemarkt samengevoegd zonder zin voor realiteit en gevoel voor lokale atmosfeer. Het gaat hier immers om gemeenten die in 1904 werden gescheiden en die sedertdien totaal van elkaar zijn weggegroeid op het stuk van mentale instelling. De weerstand tegen de samenvoeging was trouwens zo sterk dat een eerste fusie poging in 1969 is gestrand en men mag haast gewagen van een werkelijke allergie voor elkaar tussen beide gemeenten. Toch is de regering daar overheengestapt, hoewel ik u, Mijnheer de Minister, bij brief van 22 februari 1975 op de hoogte van die toestand had gebracht en had gewaarschuwd voor een vergissing.

Nog sterker is dat u een gemeente «Heuvelland» hebt gecreëerd die landschappelijk misschien wel één geheel vormt, maar waarvan de onderdelen zover uit elkaar liggen dat elke werkelijke vorm van samenleven tussen bijvoorbeeld Westouter, Nieuwkerke en Wijschate gewoon onmogelijk is. Om het geheel op een kaart een beetje toonbaar te maken heeft u daaraan trouwens een stuk van Reningelst moeten toevoegen. Mijnheer de Minister, ik weet dat u daarmee zeer veel plezier heeft gedaan aan een wel zeer idealistisch gericht man, die zich niet met politiek bezighoudt en nog nooit een verantwoordelijkheid heeft opgenomen. Wij stellen ons dan ook de vraag waarom die man uw lantaarn was voor die streek.

Heeft u daarbij rekening gehouden met de praktische belangen van de betrokken inwoners? Met Wijschate als kerngemeente hebben sommige inwoners immers 10 tot 15 km voor de boeg zo zij een attest van de gemeente nodig hebben. Het ware mijns inziens veel logischer geweest deze fusie in twee te splitsen met, bijvoorbeeld, enerzijds Wijschate, Kemmel, Wolvergem en Nieuwkerke en anderzijds Westouter, Dranouter, Loker en eventueel het zuiden van Reningelst. Ik betreur ten sterkste dat u hiermee geen rekening heeft willen houden, alhoewel ik daar geen politieke belangen te verdedigen heb.

Nog spijtiger is dat u de collectieve motie van 22 november 1973, uitgaande van de burgemeesters van de acht betrokken gemeenten, zonder gevolg hebt gelaten. In deze motie protesteerden zij krachtig tegen de fusieprojecten van het opbouwwerk Heuvelland. Graag vernam ik dan ook waarom u deze gemeentelijke gezagdragers niet op uw kabinet hebt willen ontvangen. Het waren acht burgemeesters van allicht de acht mooiste gemeenten van West-Vlaanderen. (Gelach. — Onderbrekingen op de banken van de Volksunie.)

Onderbreekt mij niet. Ik word niet graag door de Volksunie onderbroken want dan geraak ik op een dwaalspoor waar u trouwens bent beland. (Gelach.)

Tenslotte, Mijnheer de Minister, heeft u in mijn streek een vergissing begaan door te weigeren een vroegere ingreep te compenseren. Niemand in het arrondissement leper is immers vergeten dat in 1963 een groot deel van het grondgebied naar Wallonië werd overgeheveld, met als gevolg dat wij nog met moeite aan twee volksvertegenwoordigers geraken, zijnde het grondwettelijk minimum. Herhaaldelijk heb ik reeds aangedrongen op een compensatie en de fusie-operatie was hiervoor wel een zeer gunstige gelegenheid. Het had immers volstaan de gemeenten Merkem, Reninge en Stavele in de samenvoegingen van ons arrondissement te betrekken om niet alleen die compensatie te bezorgen, maar tevens om, op de kaart, een logischer geheel te krijgen. Blijkbaar was in leper niet mogelijk wat wel kon tussen andere arrondissementen en zelfs provincies.

Het spijt mij, Mijnheer de Minister dit te moeten zeggen, want ik zeg niet graag zaken die op uw maag kunnen blijven liggen.

Zo is er het geval Mechelen dat Muizen uit de provincie Brabant opsloort en het geval Andenne dat de gemeenten Landenne en Seilles opsloort.

Zonder te spreken van het boni aan inwoners dat uw provincie aan enkele charmante connecties met de provincies Luik en Namen overhoudt.

Ik ben zeer verlegen omdat ik hier iets verdedig dat verdedigbaar is. Ik behoor nu eenmaal tot dat ver gelegen arrondissement dat men steeds vergeet.

Merkem, Reninge en Stavele — Mijnheer Vanackere, ik ben blij dat u instemmend knikt. U kent immers de streek, u kent iedere straat en iedere inwoner — zijn immers zowel commercieel als economisch op het arrondissement leper afgestemd. Zij hebben u duidelijk gemaakt dat zij absoluut niet tegen deze aansluiting gekant zijn, integendeel.

Ziedaar, Mijnheer de Minister, wat ik met betrekking tot dit hoofdstuk wou zeggen.

Wat heeft het arrondissement leper u misdaan? U woont, zoals wij, in een uithoek van ons land. U weet dus zo goed als wij wat het betekent «ver van Brussel» te zitten. U zit nochtans in een ministeriële zetel, en dat is het enige wat u bekommert. Waarom brengt u niet meer begrip op voor onze situatie? Graag had ik hierover toch meer vernomen.

Dat wil niet zeggen dat ik mij niet ten voordele van die fusies zal uitspreken. Ik wil alleen gerust zijn. Ik wil niet dat men mij naderhand verwijt dat ik niet gezegd heb wat mij op het hart ligt.

Indien u mij de zekerheid geeft dat alles nog niet verloren is, zal ik het ontwerp goedkeuren. (Applaus op sommige banken.)

M. le Président. — La parole est à M. Neuray.

M. Neuray. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, chers collègues, concluant hier son intervention, notre collègue, M. de Stexhe, a très justement souligné que le vote des fusions n'est qu'une première phase et il a brossé, en quelques traits, le travail considérable qui restera à réaliser. Il a évoqué les problèmes de personnel, de finances, de coordination, de pouvoirs, et il a justifié notre travail parlementaire particulièrement intense de ces prochains jours en disant que les six mois à venir ne seront pas superflus pour mettre toute la nouvelle organisation municipale en œuvre.

Nous approuvons pleinement cette conclusion. Elle est la seule justification à la hâte que nous acceptons de mettre au vote des fusions avant la fin de l'année.

Nous voyons pour l'année 1976, deux types d'interventions, les unes d'ordre essentiellement administratif et je dirais même aussi psychologique, les autres d'ordre législatif. Elles auront pour but de mettre en route les nouveaux pouvoirs communaux. Les deux interventions doivent se faire parallèlement. Cette vision du programme de demain ne semble cependant pas correspondre aux réponses que vous avez données à M. Gramme le 11 décembre 1975 à l'occasion de la discussion de votre budget au Sénat. «Il faut», avez-vous déclaré, si j'en juge par le *Compte rendu analytique*, «laissez vivre les nouvelles communes avant de revoir leurs obliga-

tions. Je considère qu'un délai de trois ans au moins est nécessaire.» Et vous ajoutiez: «Il est évident qu'il faudra donner aux nouvelles communes des nouvelles compétences. Mais lesquelles? Et à qui va-t-on les retirer? Peut-être aux commissariats d'arrondissements? Il faudra réfléchir.»

Ainsi, vous avez entrepris cette gigantesque opération de restructuration et je rends hommage au courage avec lequel vous l'avez entreprise. Je vous en félicite, car cette opération a coûté tant d'énergie, de temps et d'argent, à vous et à votre administration, au Parlement, mais aussi à des milliers de gens, sans même savoir à quoi une telle restructuration va servir. «Il faudra réfléchir» disiez-vous.

Monsieur le Ministre, le Rassemblement wallon a pris, très tôt, en matière de fusions, des options claires, précises et très fermes. Ainsi, dans la province de Namur, il a été le premier parti à se prononcer clairement pour un grand Namur, pour une grande Basse-Sambre, qui malheureusement n'a pas été réalisée.

Ces positions ont été confirmées lors de notre congrès de Tournai en janvier 1975 et nous avons lié la restructuration communale à l'octroi de plus de pouvoirs et de plus d'autonomie pour les communes. Nous ne sommes d'ailleurs pas les seuls à nous être prononcés dans ce sens, d'autres ont suivi. Le vôtre lui-même, au congrès de Spa en octobre 1975, a pris des résolutions fort analogues. Puis-je me permettre de vous en rappeler quelques-unes: «une réelle autonomie financière, le pouvoir du dernier mot, la suppression de l'approbation de tutelle pour les emprunts, des communes entrepreneuriales, notamment dans le domaine de l'aménagement du territoire, sur base de législations nouvelles.»

Vous ne pouvez envisager sérieusement le délai de fin d'année pour mettre tout cela en route. C'est tout de suite, dans les prochains mois, que vous devez commencer à présenter les nouveaux textes législatifs qui combleront les vœux de votre parti et justifieront les fusions. Nous n'admettons absolument pas le terme de trois ans qui nous reporte à une nouvelle législature dont, ni vous, ni nous, ne pouvons préjuger ce qu'elle sera. Il est vrai que, peut-être, vous considérez, avec raison d'ailleurs, que c'est au législateur régional et aux comités ministériels régionaux de trancher en cette matière.

Monsieur le Ministre, ne vous imaginez pas — et je suis sûr que telle n'est pas votre idée — qu'un simple changement de taille des communes améliorera la situation. Il faut que le gouvernement fasse connaître au plus tôt la vue prospective qu'il a des pouvoirs communaux et mette ses actes en accord avec elle. Ce n'est qu'à cette condition que nous avons accepté de voter les fusions de communes. Faire les fusions de communes sans revoir dès le départ tous les problèmes de la tutelle, du financement serait une opération manquée qui a toute chance de tourner à la confusion générale et qui susciterait très rapidement mécontentement et insatisfaction. Nous nous refusons à envisager cette hypothèse et je voudrais revoir très rapidement avec vous, Monsieur le Ministre, les tâches que nous demandons au gouvernement de remplir pendant l'année qui vient.

Elles se situent à deux niveaux que j'ai indiqués dans mon introduction. Le premier niveau est administratif. Il faut tout d'abord que dans les nouvelles communes il soit procédé à un inventaire obligatoire des situations et des moyens. Il faut faire préparer plusieurs programmes d'investissement pluriannuels entre lesquels le nouveau pouvoir politique devra choisir.

Ensuite, il faut se dire qu'au changement de dimension des communes correspondra un changement de nature des problèmes. Il est indispensable que pendant l'année 1976, tous les fonctionnaires communaux participent, avec leurs futurs collègues d'une même commune, à la mise en route des méthodes de gestion indispensables. Dans ce domaine, de nouvelles conceptions budgétaires et surtout l'obligation de pouvoir recourir à des programmes pluriannuels sont absolument nécessaires. Ne devrait-on pas, par exemple, généraliser la méthode de gestion par les objectifs qui apporte à la fois au public, aux mandataires et aux fonctionnaires une idée claire des possibilités et permet de définir facilement les volontés politiques. La gestion actuelle d'entités importantes est souvent loin d'être convaincante et c'est d'ailleurs un des arguments des adversaires des fusions. Il faut donc revoir les méthodes de gestion afin que les communes agrandies ne connaissent pas les mêmes difficultés que les grandes communes actuelles. Un gros travail de formation et d'information est à entreprendre auprès des agents communaux, afin qu'ils apportent leur collaboration entière — et je crois que ceci est très important — à la réussite de la réforme.

La collaboration de spécialistes de la gestion est absolument requise. Pensez aux études soigneuses et détaillées que réalisent les industries quand elles fusionnent. L'Etat, quand il procède à une opération semblable, doit prendre également des précautions et peut-être suivre des méthodes analogues.

Donc, premier point: revoir les rapports des fonctionnaires avec leur travail.

La commune est le premier échelon politique, celui qui est en contact avec le citoyen. En l'agrandissant, nous éloignons inévitablement — on l'a évoqué tout à l'heure — les habitants du pouvoir.

Il faut donc prendre, en 1976 encore, les mesures contraignantes et obligatoires pour que, dès janvier 1977, les services soient assurés correctement à tous, même dans les parties écartées des communes. Cela ne doit pas être laissé à la bonne volonté des futurs collègues échevinaux. Le public doit être rassuré dès cette année. Il faut par conséquent former les agents communaux à de nouveaux types de relations avec le public.

Je voudrais, à ce propos, me permettre de suggérer que l'attribution d'un échevinat agricole soit rendue obligatoire pour toute les communes ayant sur leur territoire des superficies agricoles suffisantes.

En effet, les communes rurales faisant maintenant partie d'entités complexes où l'industrie et le commerce jouent un rôle plus grand, l'agriculture risque de se voir négligée. Les besoins des agriculteurs qui utilisent la plus grande partie du territoire doivent être rencontrés par le nouveau pouvoir communal.

Un autre domaine essentiel est celui de la police communale. Il est évident que les nouvelles responsabilités de la police rurale, conséquence de la diminution des agriculteurs, de l'accroissement du nombre de seconds résidents, de la mobilité plus grande des habitants, militent en faveur d'une révision complète et d'une réflexion d'ensemble sur les tâches nouvelles d'une police rurale, qui doit néanmoins rester en contact et au service de la population.

Ce n'est pas en confiant les nominations au pouvoir central que vous résoudrez ce problème. La police communale doit continuer à dépendre de la commune. Définissez ses tâches, mais laissez la responsabilité de sa direction à la commune.

Je pense qu'après les fusions, les commissaires d'arrondissement pourraient également servir comme instances de recours de la part de citoyens ou de sections de communes qui se sentiraient lésés par des actes du nouveau pouvoir communal.

Deux points encore, peut-être moins importants à première vue, me semblent cependant ne pas devoir être négligés pendant la période transitoire des premières années. C'est tout d'abord le problème des archives communales, auquel M. Gramme a fait allusion tout à l'heure. Il faut absolument — et je me suis permis déjà de vous poser une question écrite à ce propos — que le transfert des archives soit parfaitement assuré et qu'aucun document ne se perde, car certains sont ou seront précieux.

D'autre part, je vous demande, dans un sens de continuité et de comparabilité des résultats, de conserver pour l'avenir l'ancienne unité de base comme statistique, de manière que les comparaisons puissent continuer à se faire.

Parallèlement à la préparation intensive, administrative et psychologique des fusions de communes auxquelles je viens de faire allusion, il faut déposer, encore en 1976, Monsieur le Ministre, les dispositions législatives qui doivent modifier leur statut actuel.

La diminution grave du Fonds des communes montre que, parallèlement, on doit assurer aux nouvelles entités un accroissement de leurs capacités fiscales, qui se fera par le relèvement du seuil autorisé sur l'impôt des personnes physiques, tout en diminuant simultanément et corrélativement l'impôt perçu par l'Etat. Et ce texte reproduit la résolution de votre parti au congrès de Spa, en 1975.

Dans ce domaine, il faut trouver les solutions qui permettront aux communes de faire face, en 1977, à des situations financières et budgétaires particulièrement difficiles.

M. Boey, vice-président,
remplace M. Harmel au fauteuil présidentiel

Il faut — et je ne m'attarderai pas sur cette question puisqu'on vient de l'évoquer d'une manière très complète — revoir entièrement l'exercice du pouvoir de tutelle. C'est un vœu unanime.

Il faut également préparer tout de suite les nouvelles missions de la commune. On en a cité de nombreuses tout à l'heure. J'en retiendrai une de plus à laquelle on n'a pas fait tellement allusion: les régies foncières.

Vous comptez, paraît-il, reprendre aux commissaires d'arrondissement, les nouveaux pouvoirs que vous avez évoqués. Je ne vois

cependant pas ce que vous pourriez leur reprendre. Je crois, au contraire, qu'ils doivent venir de la province et du pouvoir central.

Enfin, et ceci est très important, il est absolument indispensable, puisqu'on éloigne le pouvoir du citoyen, de permettre un exercice réel et libre de l'information du citoyen, ainsi que sa participation.

Des projets pourront peut-être être déposés. Des propositions existent déjà, Monsieur le Ministre. Elles doivent être votées avant les nouvelles élections communales.

J'espère, Monsieur le Ministre, que vous allez pouvoir nous rassurer et que votre zèle législatif n'est pas tari par l'effort consenti pour mettre sur pied l'arrêté royal sur les limites des nouvelles communes. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan Mevr. D'Hondt.

Mevr. D'Hondt-Van Opdenbosch. — Mijnheer de Voorzitter, Heren Ministers, geachte collega's, ik ben geen juriste. Dat is geen excuus, eerder een opluchting. Wel ben ik mandataris van een kleine fusionerende gemeente in een arrondissement met 69 gemeenten, die thans tot tien gemeenten zullen worden teruggebracht. Daarover hebben wij tussen de partijen langdurig overlegd, zodat de fusie daar veel minder hartstochten dan elders teweeg brengt.

Ik weet ook wat het betekent macht uit te oefenen in een machteloze gemeente.

Ik zal hier drie onderwerpen aansnijden: vervreemding en participatie; het politiek personeel; het politiek verlot en de cumul.

Men heeft hier graag gesproken over vervreemding, en ver zijn van de mens. In de pers werden hierover mooie literaire stukjes geschreven. Het was een zeer dankbaar onderwerp, want het speelde in op een soort heimwee, *la nostalgie du passé*, naar pastorale rust en verhoudingen, naar het pittoreske, zoals een collega daarstraks zegde. Het speelde ook in op de angst van een aantal mensen om niet meer mee te tellen.

Sta mij echter toe ook de keerzijde van deze medaille te belichten, want zoals elke medaille heeft ook deze twee zijden. Er zijn inderdaad veel idealistische, dienstbare mandatarissen, maar — laten wij elkaar geen liezebet noemen — in sommige gemeenten heerst ook partijdigheid en politieke berekening. Deze berekening gaat over alle kleuren van de regenboog, laat ons dit maar bekennen. Daar moest de burger soms zo dicht bij het beleid gaan leven dat hij ofwel elke kritische zin verloor omdat men kon ingrijpen in zijn grote of in zijn kleine belangen, ofwel zich misnoegde en ontmoedigde van dit alles afkeerde. Bij het nagaan van de visie die eruit kwam, of niet uitkwam omdat ze er niet inzate, bij de raadpleging inzake de gewestplannen, stellen wij vast dat vele van onze landelijke gemeenten, die nu vechten voor hun landelijkheid, zelf de promotoren waren van hun verstedelijking.

Men heeft hier hulde gebracht aan de bevolking die zich verzet tegen de plannen van de minister. Mij treft het hoe koud dit land blijft ten opzichte van een zo fundamentele hervorming. Het zou goed zijn om samen vragen te stellen over het waarom van deze houding. Misschien kunnen wij dan aan het hier zo vaak gebruikte, en zo vaak gemartelde, woord «participatie» een reële inhoud geven.

Eens deze wet goedgekeurd, zullen wij, van januari 1976 af ook aandacht moeten besteden aan het politiek personeel van de nieuwe gemeenten. Hierover stel ik een aantal vragen.

Aan hoeveel nieuwe mensen zullen wij de kans geven in deze nieuwe structuur? Of zullen onze nieuwe gemeenteraden alleen maar de optelsom zijn van de oude? Mij bekruipt soms het gevoel dat dit zo zal zijn, en dat ware jammer.

Zullen wij voldoende aandacht besteden aan de vertegenwoordiging van de jeugd, aan de vertegenwoordiging van de vrouwen? Wij hebben inderdaad ervaring nodig, hoewel dit ook weer een verzamelwoord is dat soms betekent «electoraal valabel». Wij hebben ook de verbeelding van de jeugd nodig; waarom niet *l'imagination au pouvoir*? Aandacht voor welzijn, en een intelligente, realistische kijk op de noden van de mensen hebben wij nodig, aan te brengen door de vrouwen. Als er één beleidsniveau is waar vrouwen een plaats moeten innemen, dan is het de gemeente.

Al te lang heeft 49 pct. van onze bevolking, dat zijn de mannen, beslist voor 51 pct. van de bevolking, dat zijn de vrouwen.

De heer Jorissen. — Zeer juist.

Mevr. D'Hondt-Van Opdenbosch. — Bij het opstellen van de lijsten zal dit land inderdaad kunnen beoordelen — en ik richt mijn vraag naar alle partijen hier aanwezig — de rechtzinnigheid van de hier met veel of met minder brio afgelegde verklaringen over

participatie. Vanop deze tribune nodigen wij speciaal alle vrouwen uit toe te kijken bij de samenstelling van de lijsten. Een nieuwe test-case van onze bereidheid tot participatie zal geleverd worden door onze vaste wil om zo spoedig mogelijk het politiek verlot in te voeren.

Wij moeten ook voor werknemers de gelegenheid scheppen om deel te nemen aan het politieke beleid van onze gemeente. Onze recruteringsbasis zal aldus verruimd worden. Wij moeten ervoor waken dat straks niet alleen vrije beroepen vertegenwoordigd zullen zijn in het beleid. Naar analogie van het syndicaal verlot zouden wij voor hen een beveiliging moeten scheppen, zodat zij geen «ongewenste» werknemers worden.

Uiteindelijk zijn wij persoonlijk benieuwd hoe het Parlement zal reageren op de parlementaire initiatieven tot verbod van cumul. Er zijn verschillende soorten van cumul, maar laten wij eerst vegen vóór eigen deur. Cumul van een parlementair en een gemeentelijk college-mandaat is materieel niet doenbaar.

De heer Ramaekers. — Oefent u geen gemeentelijk mandaat uit?

Mevr. D'Hondt-Van Opdenbosch. — Het is een persoonlijke en principiële houding en ik houd er mij aan, Mijnheer Ramaekers.

De heer Ramaekers. — Maar welk mandaat heeft u, Mevrouw? Is het niet dat van schepen?

Mevr. D'Hondt-Van Opdenbosch. — Ik ben parlementair en ja, ook schepen. Maar dat neemt niet weg dat ik zeg dat het niet doenbaar is. Ik kan mijn schepenmandaat niet zo goed doen als ik het wel zou willen doen. Cumul van een parlementair en een schepenmandaat, Mijnheer Ramaekers, is materieel moeilijk goed samen te doen.

De heer Ramaekers. — U vervult dus uw mandaat als schepen niet goed.

Mevr. D'Hondt-Van Opdenbosch. — Dit gemeentelijk mandaat opent bovendien nog vele mogelijkheden tot representatie in allerlei raden van beheer, zodat het duidelijk is dat de invoering van het verbod van cumul weleens als het bewijs zou kunnen beschouwd worden van onze eigen vaste wil om dit Parlement te revaloriseren. Onze democratische instellingen zullen zeker doorzichtiger en onze roerende liefdesverklaringen aan de participatie zullen alvast veel geloofwaardiger worden.

Het is immers zo, dat, zoals hier sommigen al opgemerkt hebben, de kerktorens in dit land waarschijnlijk zullen blijven staan. Wij zullen verder onze doden begraven en al te vlug vergeten en de wolken zullen inderdaad grijs en laag blijven. Maar of de toekomst van dit land, beste collega's, grijs zal blijven, dat zal alleen van de politieke wil afhangen van al degenen die hier aanwezig zijn en die enige politieke verantwoordelijkheid dragen voor dit land. (*Applaus op de banken van de meerderheid, op sommige banken van de Volksunie en enkele socialistische banken.*)

De Voorzitter. — Dames en Heren, ik stel u voor om hier onze werkzaamheden te onderbreken voor een uur.

Je vous propose d'interrompre maintenant nos travaux pour une heure. (*Assentiment.*)

— *La séance est suspendue à 19 h 15 m.*

De vergadering wordt geschorst te 19 u. 15 m.

Elle est reprise à 20 h 15 m.

Ze wordt hervat te 20 u. 15 m.

M. Boey, vice-président,
remplace M. Leysen au fauteuil de la présidence

M. le Président. — La séance est reprise.

De vergadering is hervat.

PROPOSITIONS DE LOI — VOORSTELLEN VAN WET

Dépôt — Indiening

M. le Président. — Les propositions de loi ci-après ont été déposées:

1° Par M. Persyn, complétant la loi du 25 ventôse-5 germinal an XI contenant organisation du notariat en vue d'interdire l'octroi d'une prime d'encouragement à l'occasion de ventes publiques;

De volgende voorstellen van wet werden ingediend :

1° Door de heer Persyn, tot aanvulling van de wet van 25 ventôse-5 germinal jaar XI tot regeling van het notarisambt teneinde het toekennen van een aanmoedigingspremie bij openbare verkopen te verbieden;

2° Par M. Bertouille, modifiant l'article 1^{er} de la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.

2° Door de heer Bertouille, tot wijziging van artikel 1 van de wet van 6 augustus 1931 houdende vaststelling van de onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de ministers, gewezen ministers en ministers van Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de Wetgevende Kamers.

Ces propositions de loi seront traduites, imprimées et distribuées.

Deze voorstellen van wet zullen worden vertaald, gedrukt en rondgedeeld.

Il sera statué ultérieurement sur leur prise en considération.

Er zal later over de inoverwegingneming worden beslist.

REPRISE DE LA DISCUSSION

HERVATTING VAN DE BEHANDELING

De Voorzitter. — Wij hervatten de aan de gang zijnde behandeling. Het woord is aan de heer Vanhaegendoren.

De heer Vanhaegendoren. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, de oondergrondelijke besluiten van het praesidium van deze Hoge Vergadering hebben tot gevolg dat ik op een minder aangenaam ogenblik van de dag, zowel voor u als voor mij, het woord moet nemen.

Ik zou de problematiek van de samenvoeging van de gemeenten — ik meen u te kunnen bewijzen dat het geen beroepsmissvorming is — historisch willen benaderen.

Afgezien van de enkele samenvoegingen die de jongste jaren werden doorgevoerd, kunnen wij het zo stellen dat de huidige «gemeenten» wat hun grenzen betreft, de verre nazaten zijn van de middeleeuwse lenen, achterlenen en parochies. Het is niet zonder belang daar op in te gaan willen wij begrijpen wat wel en wat niet moet met samenvoegingen.

In de Middeleeuwen had men het over baronies of heerlijkheden, ook wel over parochies. Kerkelijke en wereldlijke indelingen liepen gelijk en ik meen overigens dat zulks een regel is van het kerkelijk recht. In de feodale tijd was de heer of baroen als vazal terzelfder tijd de administrateur en de militaire onderbevelhebber in zijn leen in opdracht van zijn leenheer. Om zijn leenverplichtingen te kunnen nakomen namelijk zijn leenheer militair te dienen te paard met een aantal voetknechten en hem zakelijk bij te springen waar nodig, moest zulke heer of baroen met een gebied beleend worden dat groot genoeg was om hem daartoe de nodige inkomsten kon verschaffen.

Deze inkomsten van de leenman-baroen kwamen deels voort uit zijn eigen grondbezit dat hij als hereboer-ridder beheerde en uitbaatte en deels uit de opbrengsten die hij genoot bij wijze van cijnsen en allerlei rechten bijvoorbeeld op het gebruik van een heerlijke molen, ook uit zijn aandeel in de boeten en breuken. Hij was immers niet alleen leenheerlijk administrateur, groot grondbezitter, hereboer, maar tevens rechter, volgens een vage *lex salica*, in feite willekeurig en gewoonterechtelijk. De vrije inwoners waren uitzondering, de lijfeigenen of de laten de meerderheid. Deze waren naar de gekende uitdrukking uit het Franse feodale recht *corvéables et taillables à merci*, d.w.z. dat de heer hen willekeurig lasten en werk kon opleggen en gebonden houden aan het domein tot welks economisch potentieel zij behoorden.

De heer heeft een aantal rechten op de eerstelingen. Hij kon de eerste graanschoven, de eerste vruchten, de eerste worp opeisen. Van *le droit de la première nuit* vonden wij geen spoor in onze contreien. (Gelach en rumoer op verschillende banken.)

De Voorzitter. — Degenen die niet van geschiedenis houden worden verzocht hun gesprek verder te zetten in de wandelgangen zodat de heer Vanhaegendoren rustig kan verder gaan met zijn uiteenzetting.

Mevr. Nauwelaerts-Thues. — Men noemde dit ook *le droit de cuissage*, is het niet, Mijnheer Vanhaegendoren?

De heer Vanhaegendoren. — Inderdaad. Wij vonden, zoals ik zei, daar echter geen uitdrukkelijk spoor van in onze contreien maar welke jonge, schone lijfeigene zou de faveurs van haar heer durven afwijzen hebben?

Leiden wij uit dit alles echter niet af dat alle baroenen met alle zonden Israëls moeten worden belast. Van de Germaans-Frankische trouw tussen de voorman en zijn antustrionen bleef in de gekerstende middeleeuwen genoeg over dat de heren die dich bij en met hun mensen woonden niet altijd gevoelloze uitbuiters waren.

Evenals de boer bekommerd is met de gezondheid en het wel en wee van zijn vee, waren de heren er bekommerd over dat hun menselijk kapitaal het niet al te slecht had. Deze persoonlijke band was totaal anders dan de anonieme verhouding van de 19e eeuwse fabriekskapitalist met zijn werkvolk. Op zijn allerbest kan het toch niet meer noch beter geweest zijn dan een paternalistische verhouding. Tot zoverre voor de 10e tot de 13e eeuw in de Dietse contreien en de 10e tot de 14/15e eeuw in de Romaanse contreien!

Nadien werkt vanuit de steden de opkomende democratisering door.

Vanaf de 12-13e eeuw ontworstelen zich eerst de steden als gemeenten en van daaruit de landelijke entiteiten aan de situatie van volkstrekte willekeur. Een afgedwongen of toegekende keure waarborgt de persoonlijke vrijheid en legt de gezags- en rechtsverhoudingen vast.

De oude schepenbanken van onze dorpen met de meier of drossaard — of andere namen — door de heer benoemd, hadden zowel administratieve als rechterlijke bevoegdheid. De structuren en de rechtsbepalingen konden nochtans volgens iedere keure verschillend zijn van de ene baronie of heerlijkheid tot de andere.

Van daaruit verschillen in mentaliteit en attitudes. De heerlijkheden droegen van toen af vaak de naam «Vrijheid». Wij gaan niet in op de vaak parallelle structuur in een dorp waar voor leenheerlijke zaken een leenhofje kon bestaan afhankelijk van het Leenhof (Brabant) of van de Wetachtige Kamer (Vlaanderen).

Stellen wij ons goed voor dat in een tijd dat meer dan 90 pct. van de bevolking van de landbouw leefde, met daarbij een reagrarisatie bij de economische depressie van de 17e eeuw, in een tijd van moeilijke communicatie de mensen volledig onder hun kerktoeren leefden en hun wel en wee *de facto* in handen was van de plaatselijke machthebbers. Later waren dezen niet meer de ter plaatse wonende heren, maar in vele gevallen de woekerende rentmeesters van stedelijke eigenaars die de lenen van de verpauperde lagere adel opkochten en dan zelf in de adel verheven geraakten.

De heer Ramaekers. — Tot welke partij behoorden zij?

De heer Vanhaegendoren. — Dat waren ofwel Spaanse officieren die zich hier vestigden ofwel grote handelaars uit de steden of de prekapitalisten van die tijd, die een leen kochten en er daarna voor betaalden om zich in de adel te laten verheffen.

Dit zijn de voorzaten van de oudste nu erkende adel. Van de eigenlijke middeleeuwse adel blijven er in België slechts een half dozijn geslachten over.

Ook door huwelijk gingen de heerlijkheden geleidelijk over op andere eigenaars dan de oorspronkelijke leenmannen. Men trouwt met de grond niet met de vrouw. (Gelach.)

De Voorzitter. — Mijnheer Vanhaegendoren, ik neem zeer goed aan dat u een cursus geeft over de gemeenten ter inleiding. Ik zou echter graag zien dat u blijft bij het onderwerp van dit debat. Ik herinner er u aan dat wij op het ogenblik handelen over de aspecten van het beleid van het gemeentewezen. (Applaus op de banken van de meerderheid.)

De heer Vanhaegendoren. — Wanneer ik tot mijn conclusies kom, zal de voorzitter begrijpen dat ik niet zo ver afwijk van het onderwerp.

Het huwelijk is een kwestie van grondspeculatie en dus onverbreekbaar. Voor de rest zijn er de erkende bijzitten naar de wet der liefde. (Gelach.)

Dorpen die niet van een leenman afhingen, namelijk de feodale heerlijkheden, ressorteerden rechtstreeks van de vorst-leenheer als domaniaal goed. Ook deze werden in vele gevallen door de vorst verkocht, vooral in de 17e eeuw, tot delging van staatsschulden aan de huurlingenlegers, en kwamen dus *de facto* in handen van woekerende rentmeesters.

Van essentieel belang voor de samenvoegingen dient dus het grote verschil in oppervlakte en inwoneraantal van de dorpen begrepen te worden. Dat komt niet alleen door dat oorspronkelijk soms grote

entiteiten en elders kleinere beleend werden. De mogelijke opbrengst van de entiteit voor de heer was vooral doorslaggevend. Het kwam dus meestal zo uit dat in vruchtbare streken heerlijkheden-dorpen, klein van oppervlakte, voldoende waren en dat er zeer uitgestrekte domeinen in de onvruchtbare zandstreken bijvoorbeeld de Kempen moesten zijn.

Immers in een vruchtbare streek volstond een kleine oppervlakte om de heer toe te laten als heer te parasiteren op de bevolking en zijn verplichtingen als leenman na te komen.

Wij bemerken dus dat bijvoorbeeld in de leemstreken de dorpen doorgaans klein zijn. In de Ardennen — dat weet de minister — spelen geo-morfologische oorzaken een rol!

De heer Leo Vanackere. — Ook in de Kempen.

De heer Vanhaegendoren. — Dit alles is alleen bedoeld als algemene regel.

Ik ga voorbij aan de nieuwe dorpen die door het rooien van bos en heide tot stand kwamen, die ook vaak aanzienlijk van oppervlakte waren, de «rode's» en «sart's». De Kerk liet vanaf de 12e eeuw haar onmetelijke onvruchtbare goederen vrij bewonen en bewerken en verhoogde zodoende haar economisch potentieel. Onrechtstreeks gaf dit meteen een deuk aan de onvruchtbare vroegere Middeleeuwen.

De Franse revolutie, de 19e en eerste helft van de 20e eeuw brachten niet zoveel veranderingen teweeg. Natuurlijk verliezen de dorpen de rechterlijke macht van hun schepenenbanken. Wij krijgen *municipalités*, met een gekozen raad en een *Commissaire du Pouvoir exécutif* en onder Napoleon de *maire*. Er komen gekozen gemeenteraden met hun schepencolleges en hun burgemeester.

Aan de sociale en de economische verhoudingen, evenals aan de eeuwenoude affiniteiten en tegenstellingen, verandert niet veel met de Franse revolutie.

De heer Van Hoeylandt. — U vergeet één zaak: het zwart goed.

De heer Vanhaegendoren. — Dat geldt inderdaad voor kerkelijke goederen.

De Franse revolutie was vooral een liberale revolutie. Als zogenaamde nationale goederen werden zeer grote loten verkocht, met hetzelfde resultaat als in de zeventiende eeuwse verkoop van land, namelijk particulier groot grondbezit, nu in handen van de hogere bourgeoisie.

De heer Van Hoeylandt. — Dus zwart goed.

De heer Vanhaegendoren. — Ik dank u voor de aanvulling. Zij kwam op het gepaste ogenblik.

Maar waar de aandacht moet worden op gevestigd is, dat in tegenstelling tot de *Vieux Départements*, de adel in de *Neuf Départements réunis* zijn gronden meestal niet verloor en alleen zijn heerlijke rechten kwijt geraakte. De kasteelheer blijft de grootgrondbezitter en beheerst zijn dorp met de pastoor.

De heer Ramaekers. — En le droit de cuissage?

De heer Vanhaegendoren. — Als uitdrukkelijk recht is dat natuurlijk al lang vergeten en om te weten hoe dat in de praktijk is verlopen, moet u XIX-eeuwse romans lezen, ook bepaalde presocialistische romans, bijvoorbeeld wat de verhoudingen betreft tussen de fabrieksbaas en zijn jong vrouwelijk werkvolk bij de aanwerving. Ik verwijs u naar Zetterman, Buyse en andere romanschrijvers.

De heer Ramaekers. — En Zola!

De heer Vanhaegendoren. — Dat weten wij allen.

Dit bezit van de kasteelheer, grootgrondbezitter die baas is van zijn dorp was de oorspronkelijke betekenis van de Belgische gemeentelijke autonomie. Een andere betekenis moeten wij er niet in zoeken. Helaas was het niet de intieme bedoeling van de grondwetgever 1830-31 van de basis-gemeenschap die de gemeente is de cel van een democratisch nationaal bestand te maken; men wou in 1830 alleen de restanten van de post-feodale *Ancien Régime*-maatschappij in stand houden. Hierbij dient terloops de vraag gesteld of ook nu sommige municipalisten niet met gemeentelijke autonomie zwaaien om plaatselijke machtsstructuretjes in stand te houden.

De heer Van Hoeylandt. — Dit is zeker het geval in Vlaanderen.

De heer Vanhaegendoren. — Aan de begrenzingen van onze dorpen en hun eigenheid werd dus bijna niets gewijzigd op sociologisch gebied gedurende eeuwen.

Laten wij dit goed in het hoofd prenten en daaruit twee beleidsconclusies trekken.

Een eerste conclusie is dat de eigenheid en de tegenstellingen van dorpen in een eeuwenoud verleden wortelen. Dit gemeentelijk gevoel wordt niet altijd en overal overspoeld door de residentiële inwijkelingen. Men kan dus bij samenvoegingen niet alleen maar technocratisch handelen en zeker niet vanuit Brussel uit calculeren.

Affiniteiten en tegenstellingen zijn realiteiten die men niet wegwuift.

Een tweede conclusie is dat, objectief gezien, de begrenzingen die ongeveer 1000 jaar geleden onstonden in een totaal andere wereld, met totaal andere oogmerken, nu achterhaald zijn en dus een hervervorming van het grondgebied is aangewezen.

Een handig minister van Binnenlandse Zaken had, met de steun van alle socio-culturele organisaties, een campagne kunnen op touw zetten om dat de mensen diets te maken en van daaruit begrip te vragen voor noodzakelijke samenvoegingen.

De heer Van Hoeylandt. — Maar het is geen handig minister.

De heer Vanhaegendoren. — Dat zeg ik niet, collega.

Men had daartoe klaar en duidelijk kunnen wijzen op de functie van een moderne gemeente.

Dit alles om te betogen dat de Volksunie als vooruitstrevende partij het beginsel van de samenvoegingen gezond vindt. Zij was de eerste partij om er in 1970 een partijcongres aan te wijden. Aan dit pionierswerk gingen de traditionelen voorbij.

Ik mag hier wel aan toevoegen uit eigen herinnering dat ik er trots op ben van de eersten geweest te zijn om vanuit een socio-culturele instelling, een campagne gevoerd te hebben voor samenvoegingen. En hiermede mond ik uit op mijn fundamentele en actuele kritiek op de operatie Michel.

Bij het debat over zijn begroting heb ik in het antwoord van de minister, als het ging om wat er zou volgen uit de samenvoegingen, al te vaak gehoord, «on verra» en zelfs «je n'en sais rien». En ik waardeer deze openhartigheid.

De minister staat op het standpunt dat men pas nadat zijn samenvoegingen erdoor komen op regeringsniveau — de minister zei dat met zoveel woorden — zal beginnen nadenken over de bovenliggende structuren.

De heer Van Hoeylandt. — De minister zegt niets.

De heer Vanhaegendoren. — En dan rijst de vraag: is dat geen zicht op korte termijn?

Naar schijn, klinkt dat mooi: «We vertrekken van de basis.»

De heer Van Hoeylandt. — Er zijn reeds mandatarissen van de C.V.P. die zich verzet hebben tegen de gevolgen van de wet die nu gaat goedgekeurd worden met de stemmen van de C.V.P. Onder hen bevindt zich een lid van deze vergadering die hier aanwezig is.

De heer Leo Vanackere. — Ik begrijp u niet.

De heer Van Hoeylandt. — Mijnheer Vanackere, in het kader van een vergadering van de C.V.P. heeft hij zich verzet tegen de dwang die de regering oplegt aan de C.V.P.-senatoren. Dat is de tekst die in een dagblad staat.

De heer Leo Vanackere. — In welk dagblad?

De heer Van Hoeylandt. — In *De Standaard*, als ik het u mag zeggen. Hij heeft beweerd in dezelfde vergadering dat de gevolgen van die wet en al de wetten en koninklijke besluiten die moeten volgen op die wet in strijd zijn met het parlementaire regime. Hij heeft zelfs gepleit, o.m. wat de kieswet betreft, dat het behoort tot de prerogatieven van de Kamer en van de Senaat om de kieswet te wijzigen en niet tot die van de regering, die zich van alles wenst meester te maken.

De heer Vanderpoorten, Minister van Justitie. — Toe nou, Mijnheer Van Hoeylandt.

De heer Van Hoeylandt. — Minister Vanderpoorten, roep niet te hard en lees *De Standaard* om te beginnen en dan zult gij weten wat daarin gezegd wordt.

De Voorzitter. — Ik stel voor, Mijnheer Van Hoeylandt, dat u nu verder zoudt luisteren naar de heer Vanhaegendoren en dat u uw persoonlijke gesprekken elders zoudt willen gaan voeren.

Mijnheer Vanhaegendoren, gaat u a.u.b. verder.

De heer Vanhaegendoren. — Mijnheer de Voorzitter, ik beschouw de interventie van de heer Van Hoeylandt niet als een persoonlijk gesprek. Ik hoop dat dit debat inderdaad zal kunnen gevoerd worden, want het is zeer belangrijk.

De heer Van Hoeylandt. — Het komt er op aan de houding van de C.V.P. in dit debat te situeren. Dat is geen persoonlijk gesprek; het is een gesprek tegenover de C.V.P., die deel uitmaakt van de meerderheid van deze vergadering. Het gaat erom dat zij buiten het Parlement verklaren dat zij akkoord zijn met ons, maar in het Parlement de zweep van de regering voelen en hier ja stemmen tegen hun zin in.

De heer Cooreman. — Mijnheer Van Hoeylandt, u zegt thuis allicht ook zaken anders dan u het hier doet. (*Samenspreken.*)

De heer Vanhaegendoren. — Het is niet mijn bedoeling te zeggen wat de C.V.P. of de meerderheidspartijen niet hebben gedaan maar het is wel mijn bedoeling u te zeggen wat zij wel hadden moeten doen.

De heer Van Hoeylandt. — En dat zullen zij niet doen.

De heer Vanhaegendoren. — En dat hebben ze niet gedaan, en dat heeft minister Michel niet gedaan.

En zo komt het dat een aanvankelijk goed idee verknood wordt tot wat wij hier nu meemaken.

In feite ontwaren wij hier de grondfouten van het plan Michel.

Zinnig ware het vanwege de regering geweest eerst te bepalen welke de functies zijn die een gemeente moet en mag waarnemen in een bestel van doelmatige decentralisering. In de wet op de agglomeraties en federaties van gemeenten lezen we klare opsommingen van wat de federaties moeten doen en van wat zij mogen doen.

In het verslag aan de Koning komen weliswaar ook maatstaven voor wat de gemeenten betreft maar dat wordt nogal *gratuit*, vroom vermeld. In de praktijk worden die echter overtreden. Ik zal het desbetreffende gedeelte uit dit verslag niet voorlezen.

Het begint met de woorden: «De maatstaven voor de algemene motivering van dat plan kunnen als volgt worden samengevat.» Dan volgt een hele reeks uiteraard vrome — vermits ze hoofdzakelijk van de C.V.P. afkomstig zijn — algemeenheden.

In ieder goed beheerd bedrijf zou men bij de hervorming van de structuren moeten uitgaan van een exacte functieomschrijving van de diverse geleidingen.

De heer Verhaegen. — Mijnheer Vanhaegendoren, kent u de functies van de gemeenten in België volgens de gemeentewet van 1860?

De heer Vanhaegendoren. — Volgens de gemeentewet van 1860 is dat inderdaad kenbaar, maar de woordvoerders van de regering en de heer Verleyn van uw fractie hebben er terecht met zoveel woorden op gewezen dat de functies van de gemeenten op dit ogenblik totaal anders zijn dan in 1860.

De heer Verhaegen. — Ze zijn er niet mee in tegenstrijd.

De heer Vanhaegendoren. — Ze zijn er inderdaad niet strijdig mee maar u weet toch zo goed als ik dat men om de samenvoegingen door te voeren niet uitgegaan is van een voorafgaande klare functieomschrijving en als burgemeester weet u dat de gemeenten nu heel wat meer te doen hebben dan in 1860.

Ik zie dat de heer Verleyn het met mij eens is dat de functies van een moderne gemeente volkomen anders geworden zijn. Ik wil zelfs helemaal niet beweren dat men niet met een worp naar de toekomst toe, de functies nog ruimer in een geest van decentralisatie zou kunnen omschrijven. Ik laat hier in het midden welke functies men aan een gemeente zou geven. Ik stel alleen maar vast, collega Verhaegen, en dat weet u als municipalist zo goed als ik, dat die functies niet meer die zijn welke in de aloude gemeentewet zijn vervat. Dat is logisch.

De Belgische Staat is blijkbaar op dit ogenblik geen goed beheerd bedrijf en regnante, de heer Tindemans, verandert dit zeker niet.

Welke is de werkelijke functie van een gemeente? De wetgever moest verzocht worden deze functieomschrijving vast te leggen, afgezien van plaatselijk electoralisme. Dat kon in een wettelijke tekst, in een resolutie of zelfs in een algemeen politiek pact. Tot zover stadium 1 en 2.

Ik heb helemaal niet de bedoeling een hooghartige les aan de minister te geven. Mijs inziens had men als volgt te werk moeten gaan: Zeggen wat de gemeenten vroeger waren en wat zij moeten worden. Van daar uit had men een debat moeten wijden aan de functies van de gemeente nu en in de nabije toekomst en dat kenbaar moeten maken aan de bevolking. Zo had men een democratische stroming in de bevolking kunnen verwekken waar iedereen zich kan achterscharen, tot welke politieke partij hij ook behore. Eenmaal dat men zover was, had men meteen de leefbaarheids grens van de gemeenten kunnen bepalen. Volledig mathematisch is daar natuurlijk geen enkel technocraat toe in staat. — Ik heb gewezen op de psychologische aspecten — maar toch om het Horatius na te zeggen: *Sunt fines ultra citraque nequid consistere rectius*. Er zijn grenzen beneden welke een gemeente niet meer bestaanbaar te achten is. Het is bijvoorbeeld bewijsbaar en ook weer aan de gewone man duidelijk te maken dat een gemeente beneden een zeker aantal inwoners de nodige bestuurskracht en financiële kracht mist om als moderne leefbare gemeente te gelden. Zo dom zijn onze mensen nu ook niet, Mijnheer de Minister, dat ze, indien dat begeleid zou zijn geweest, het niet zouden hebben begrepen.

Dergelijke studiën over de leefbaarheids grens werden verricht door deskundige en onbevooroordeelde ambtenaren. Dat er menigverschil bestaan m.b.t. de vraag of de minimumgrens nu 5000 of 8000 inwoners is of meer, dat laat ik ook weer volledig in het midden, want ik ben geen gemeentelijk technocraat. Laten we ook aannemen dat andere objectieve elementen, en daaronder zie ik niet alleen geografische maar ook psychologische factoren, uitzonderingen wettingen.

Tot zoverre ware een consensus van alle weldenkende en geïnformeerde burgers te verwezenlijken geweest.

Op deze basis van een kaderwet, een resolutie, een regeringsverklaring of een politiek pact ware de inspraak vanwege de gemeentebesturen een ware democratische inspraak geweest. De huidige wilde inspraak is schijndemocratisch. Dan kan men ze gemakkelijk opzij leggen, tegenstrijdigheden vaststellen en autoritair centralistisch handelen. De gemeentebesturen hadden zich moeten uitspreken in het kader van een vooraf opgestelde nationale optie. Men zou dan gestaan hebben voor een bundel van zinnige wensen terwijl men nu bijvoorbeeld wensen kreeg van gemeenten van 1000 inwoners die niet willen fusioneren, wat doorgaans onzinnig is, zowel als wensen van gemeenten van 15000 of 10000 inwoners die zich op goede gronden tegen een samenvoeging verzetten. In veel gevallen bezondigt de minister zich overigens aan gigantisme. Men denkt reeds, en het is maar goed, aan de oprichting van wijken.

De minister heeft dus de wensen van de gemeentebesturen meestal naast zich gelegd. In het arrondissement Leuven bijvoorbeeld waren 88 pct. van de gemeentebesturen het grondig oneens met het voorgelegde plan.

Als wij het zo stellen dat men had dienen uit te gaan van functieontleding en minimumgrenzen waarboven men niet nutteloos moet samenvoegen op straffe van onoordeelkundige samenvoegingen verbinden wij daaraan dat men tevens *a priori* had moeten statuëren over de hoger liggende tussenstructuren, waardoor gigantisme vermeden wordt. Men had de schakel moeten bepalen die boven de gemeenten komt te liggen volgens mij de federaties en agglomeraties. Er is namelijk een structuur nodig binnen welke leefbare gemeenten toch moeten samenwerken voor een aantal materiële, sociale en culturele zaken, ook weer principieel vast te leggen en kenbaar te maken.

Persoonlijk zou ik in dit opzicht grote federaties verkiezen en de agglomeratievorming van de grote verstedelijkte gebieden. Een nieuwe term, niet uit het Frans vertaald, bijvoorbeeld districten ware denkbaar. Districten ver genoeg van ieder lokaal-patriottisme of plaatselijk belang en toch nog voldoende dicht bij de bevolking en haar problemen. De bestuursvorm van deze «districten» zou democratisch moeten zijn met proportioneel gevormde bestuurscolleges. In de opvatting van een overzichtelijke structurering en in algemeen federalistisch perspectief zou ik ernaar streven dat alle begrenzings zoveel mogelijk samenvallen zodat de mensen er klaar in zien, en niet voor de ene zaak naar een plaats en voor een andere weer elders moeten lopen, maar hun zaken ineens kunnen afdoen.

In het verslag aan de Koning erkent de regering dat de intercommunes niet altijd het algemeen belang dienden. Welk belang dienden zij dan wel?

Deze ondoorzichtige en ondermocratische intercommunes zouden dan in de meeste gevallen overbodig worden, evenals de arrondissementen.

De provinciebesturen moeten alleen de zetel zijn van gedecentraliseerde centrale diensten. Bij dit alles, namelijk gemeenten, districten, provincies zouden de huidige administratieve grenzen geen taboe kunnen zijn.

Deze structuur leidt tot de algemeen gewenste vereenvoudiging van de instellingen, namelijk de gemeente, de federatie of agglomeratie, de organen van de gefederaliseerde Staat. Is het niet treurig dat de opeenvolgende bewindsploegen evolueerden van algemeen verplichte tot sporadische federatievorming en nu tot de afschaffing ervan, nadat ze korte tijd geleden als het ei van Columbus werden gepropageerd en voor de Brusselse rand als beschermende gordel van smaragd aan Vlaanderen voorgesteld.

Wat ons nu als totaal samenvoegingsplan wordt opgedrongen is een trein in de mist. Had men zich beperkt tot de samenvoegingen die onuitwikkelaar zijn, zou men de algemene structuur zoals een meerderheid in het land ze wenst, open gehouden hebben.

Een andere grondfout van het plan Michel bestaat erin dat men in vele gevallen geen rekening heeft gehouden met de gewestplannen. Plannen tot samenvoeging en gewestplannen werden los van elkaar ontworpen op regeringsniveau! Er werden geen wetenschappelijke enquêtes gehouden en de studies die *propter formam* werden doorgevoerd waren veelal gebaseerd op achterhaalde gegevens.

Echt passende studies, zoals Leuven 2000, werden niet in aanmerking genomen.

Gebieden voor een overwegend agrarische toekomst bestemd, worden bij stedelijke gebieden ingelijfd waarbij zij verwaarloosd dreigen te blijven.

Met uitgevoerde of geplande wegenwerken wordt vaak geen rekening gehouden, al staat dat dan anders in het verslag aan de Koning. Hooft eraan toegevoegd te worden dat kortzichtige electorale berekeningen — en daar zal ik op terugkomen — in vele gevallen de doorslag hebben gegeven!

Hoeft nog gezegd dat wij moeilijk kunnen te weten komen wat deze ontijdige hervorming aan de gemeenschap gaat kosten, hoe men nu ook de kaarten van gemeentefondsen moge door mekaar schudden.

Slechte informatie van de bevolking, gebrek aan inzicht in de respectieve functies van vereenvoudigde geledingen van de Staat, ondemocratisch voortbestaan van intercommunaal en provinciaal profitaat, overlappings van structuren, gebrek aan politieke bescheidenheid waar ze past en aan politieke moed waar ze staatslieden siert, enggeestig electoralisme en lobbyisme van sommige machtige gemeentelijke potentaten ontsieren een hervorming die principieel een noodzakelijke en gedurfde ingreep had kunnen zijn. Wij zullen dat later met voorbeelden illustreren.

Zoals het de wens is van de voorzitter van de Senaat, zal ik nu de randfederaties behandelen.

Er is reeds lang sprake overzijds, van leefbare gemeenten en zoals ik het zei van de tussenschakel, dicht genoeg en ver genoeg van de bevolking, de federatie. Betreffende die federaties was er eerst een ontwerp waarbij ze moesten tot stand komen voor het hele grondgebied — de meeste collega's herinneren zich dat nog wel — en een tweede ontwerp, via de Kamer dan, waarbij ze mochten gevormd worden. Ten derde kwam dan alleen de federatievorming in artikel 84 van de wet van 26 juni 1971 tot stand voor de Brusselse rand. Nu wil minister Michel, de federatievorming overbodig maken door zijn gigantisme inzake samenvoegingen. Men leest dan «de gedachte wordt opgegeven...» Dit zijn de woorden van minister Michel. (*sic*) Het is de taak van een minister voor te stellen een wet te wijzigen, niet om «een gedachte op te geven». Maar de wet van 1971 wordt niet opgeheven, dat is juist de dubbelzinnigheid. Een regering leeft op grond van concrete intenties in ontwerpen van wet of uitdrukkelijke verklaringen.

Indien de wet behouden blijft — dus de mogelijkheid van federatievorming niet wordt uitgesloten — waarom dan de enige test die werkt en goed werkt lichtzinnig opheffen? Het antwoord van minister Michel luidt: «Het voorwerp tot het oprichten van de randfederaties is er niet meer.» Welk was dan dat voorwerp? Herlezen wij het triomfalisme van C.V.P.-verklaringen bij de oprichting van de gordel van smaragd en het aankondigen van de bewegingsstrategie. Het voorwerp was de beveiliging van de Brusselse rand tegen het francophone imperialisme. Nu verklaart een P.C.S.-minister dat het voorwerp er niet meer is. Het voorwerp wordt weggenomen, dixit minister Michel. Deze beveiliging zou overbodig zijn. Overbodig door sterkere gemeenten? Maar denk dan aan Overijse en Hoeilaart, die onbeschermd blijven omdat de regering de corridor wil open houden en dit zonder enig motief. Maar tegen een corridor zal een Vlaams verzet rijzen dat zou kunnen ophouden vredevol te zijn. De federaties moesten verdwijnen omdat zij bewezen

hebben een rem te kunnen zijn tegen de grondspeculatie. Terloops wend ik mij tot de Brusselaars. Wij willen de agglomeratie niet versmachten tot een steenhoop met W.T.C.-torens, alleen bewoond door concierges en gastarbeiders, een agglomeratie zonder hart. U allen stel ik de vraag: is de balkanisatie als bron van wrijvingen een belang voor het land? Moet Brussel zelf of de agglomeratie, niet terug leefbaar worden gemaakt? Maar terwille van deze grondspeculatie — een P.S.C.-dictaat ten bate van de kapitalistische grondspeculanten — moeten de randfederaties worden afgeschaft.

Indien men dan toch de situatie van de Brusselse rand toch op de helling plaatst, dan moet men het hele pakket ten berde brengen.

Ik geef even ter herinnering de steeds eenzijdige substantiële Vlaamse toegevingen voor niet ingeloste verbintenissen. In 1963: de faciliteiten, onmiddellijk toegepast; op de pariteit te Brussel kunnen wij nog lang wachten. In 1971: afschaffing van de taalverklaring voor Brusselse kinderen; onmiddellijk ingevoerd. Daartegenover werden de randfederaties ingericht, maar dit werd door de hogere organen vaak tegengewerkt; de gewaarborgde pariteit in de agglomeratie-organen werd vervalst. Conclusie: deze afschaffing is een eenzijdige toegeving van het beruchte Vlaamse Ministercomité. Ik ben gelukkig dat de voorzitter van dit comité hier aanwezig is om het haar te zeggen.

Iedere gemeenschap verdedigt haar grondgebied. Ik wend mij dan tot de francofonen in deze zaal en vermeld in dat verband de Jura. De francofonen aldaar wensen terecht de inwijkende Duitse Zwitsers uit hun gebied te houden, en wensen hen geen stemrecht toe te kennen. Zij eisen een eigen bestaan voor het Franstalige kanton Jura. Zij hebben gelijk.

Ik denk aan het Aosta-dal dat Franstalig is doch dat men wil veritaliaansen. Ik heb daar echter, als consequent Vlaming, uitsluitend Frans willen spreken. Het Aosta-dal wordt terecht door de francofonen verdedigd. Ik herhaal dat elke gemeenschap het recht en de plicht heeft haar grondgebied te verdedigen. Wij zullen dit dan ook doen met alle wettige middelen.

Wij hopen dat Multatuli geen gelijk zal moeten krijgen, waar hij schreef: «Met wettelijke middelen als het kan. Met wettige middelen van geweld als het moet.» (*Applaus op de banken van de Volksunie en op sommige socialistische banken.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vernimmen.

De heer Vernimmen. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, bij de bespreking van dit wetsontwerp zou ik vooraf één zaak klaar en duidelijk willen stellen.

Wij, socialisten, zijn voorstanders van het fusioneren van gemeenten. Lang vóór de andere partijen in die richting dachten vormden de hergroepering en modernisering van de lokale besturen een permanente bekommernis van de B.S.P.

Steeds zijn wij trouw gebleven aan de idee van leefbare gemeenten, die in staat zijn de zware taken te vervullen die beantwoorden aan de noden gesteld door een moderne samenleving. Zelfs op een ogenblik, dat de partij van de huidige Eerste minister en hijzelf trouwens, meer heil zagen in een verplichte indeling van alle Belgische gemeenten in federaties, zijn wij blijven ijveren voor verantwoorde fusies.

Dit verklaart dan ook waarom de wet van 23 juli 1971, voorbereid door een socialistisch minister, met eenparigheid van stemmen door het Parlement werd goedgekeurd.

De heer Harmel treedt opnieuw op als voorzitter

Maar, en dit is mijn voornaamste verwijt — u mag het oog opnemen als een beschuldiging, Heren van de meerderheid —, een wetsontwerp dat de gemeentelijke indeling van België zo grondig wijzigt, en dat een zo belangrijke en omvangrijke aangelegenheid is voor de burgers in dit land, mag niet het resultaat zijn van een enge partijpolitieke berekening.

De heer Leo Vanackere. — Vooral als u er niet bij betrokken is.

De heer Vernimmen. — Laat ons even rekapitulieren: de wet van 23 juli 1971 voorziet in een herstructurering van de gemeenten om door schaalvergroting te komen tot een aangepast en efficiënter beleid, grotere dienstverlening enzomeer.

Teveergeefs heb ik in het koninklijk besluit gezocht naar de basisbeginselen waarop de nieuwe gemeentelijke indeling, zoals deze voorzien is in het plan Michel, steunt. Met de algemeenheden opgesomd in het verslag aan de Koning, dat het koninklijk besluit van 17 september voorafgaat, kan men alle richtingen uit, en zijn de meest tegenstrijdige fusies te verantwoorden. Zoals blijkt uit het

verslag Verroken heeft minister Michel in de commissie voor de Binnenlandse Zaken van de Kamer zelf herhaaldelijk verklaard dat zijn fusie-operatie niet tot stand werd gebracht volgens algemene regels, maar volgens bijzondere regels. Betekent dit soms partijdige regels, in het belang van één enkele partij?

Ik heb niet de indruk dat de wil en de voorkeur van de bevolking van de te fusioneren gemeenten, de hoofdbekommernis van de minister waren toen hij zijn plan op stelde.

Deze bewering is misschien niet rechtvaardig ten opzichte van de heer Michel. Ik zou wellicht beter spreken van het Vlaams Minister-comité.

Hierbij denk ik dan ook speciaal aan het feit dat 1390 steden en gemeenten op 2333, dit is 59,57 pct., zich tegen de geplande fusies hebben uitgesproken.

Dit sterkt mij in mijn vermoeden, dat de operatie « Gemeentelijke Schaalvergroting » een stukje politiek om de politiek geworden is, waar de mens vergeten werd en de partijbelangen de doorslag geven.

En, wanneer u dan verklaart, Mijnheer de Minister, dat in het kader van een globaal plan, geen rekening kan gehouden worden met de tegenvoorstellen van bepaalde gemeenten, die vrijwillig willen fusioneren, noch met de adviezen van de gemeenteraden die niet anders vragen dan zelfstandig te mogen blijven, hoe interpreteert u dan de woorden van uw Eerste minister, die als motivering opgaf voor het niet-fusioneren van zijn gemeente, een « unanieme beslissing van de gemeenteraad van Edegem om zelfstandig te blijven »?

Wat doet u dan met de honderden andere gemeenten, die zich unaniem in dezelfde zin hebben uitgesproken, maar die ongelukkig genoeg geen burgemeester hebben die Eerste minister is.

Dat is maar één voorbeeld. Ik kan daar nog veel andere namen van gemeenten aan toevoegen.

Is dat één van uw criteria, Mijnheer de Minister, voor het doorvoeren van werkelijk één der meest ingrijpende hervormingen van onze instellingen sinds de onafhankelijkheid van ons land? Nochtans bepaalt de wet van 23 juli 1971 klaar en duidelijk dat de fusies dienen te geschieden op basis van geografische, economische, sociale, culturele of financiële overwegingen. Dit betekent dan ook dat voor elke fusie afzonderlijk een gedetailleerde motivering moet gebeuren. Moet ik uit het ontbreken van een juiste en uitvoerige rechtvaardiging van de vooropgestelde fusies afleiden dat bepaalde fusies helemaal niet te rechtvaardigen zijn op de basis van de criteria opgesomd in de wet van 1971, of dat deze criteria — wat veel erger is — tegenstrijdig toegepast worden al naargelang van het geval?

Dit sterkt mij in mijn vermoeden, dat heel wat voorgestelde fusies, niet in functie staan van een eerlijke bestuurszorg, maar van nationaal-politieke berekening en vooral partijberekening.

Het is in de Tweeerkenstraat dat de ware motivering voor deze in der haast door het Parlement gejaagde fusies, moet gezocht worden.

De heer Wijninckx. — Zeer juist.

De heer Vernimmen. — In Vlaanderen zijn de fusies zo handig berekend, dat in vele randsteden waar « niet toevallig » een socialistisch burgemeester is, deze als het ware wordt verdrongen in een bijeen gefusioneerde C.V.P. mastodont; ofwel wordt een bestaande meerderheid verstrekt door het uitstoten van bepaalde hinderlijke of met andere woorden anders gekleurde wijken.

De heer Dewulf. — Zoals in Zelzate.

De heer Ramaekers. — Daar zijt u gaan lopen, voor er een fusie kwam.

De heer Dewulf. — Wat u zegt is u onwaardig, u, een oud-minister.

De heer Ramaekers. — Dat heeft er niets mee te maken. U zijt gaan lopen.

De heer Vernimmen. — Ik beweer dat het de bedoeling is van de C.V.P., doorheen de fusies, in Vlaanderen een grote elektorale slag te slaan. In Wallonië, waar het niet mogelijk was het socialistisch overwicht te breken, heeft men toch getracht er hier en daar wat aan te knagen.

Is het niet betekenisvol dat de voorzitters van de meerderheidspartijen, de Eerste minister inkluis, opvallend weinig gerepliceerd hebben in het Kamerdebat op een gelijkaardige kritiek?

Laat mij toe te zeggen, dat ik zeer sceptisch sta tegenover een bewering dat de fusiewet er zuiver voor de bevolking is en voor ons gemeenten van de XXIe eeuw.

Nu enkele opmerkingen wat mijn eigen arrondissement betreft.

Waar de minister in zijn antwoord van 24 september 1975 aan de voorzitter van de Vereniging van Belgische Steden en Gemeenten stelt dat het al te simplistisch is van de gemeenten en politieke partijen een bevredigende overeenkomst te eisen, omdat heel wat gemeenten en zelfs lokale partijen op dat punt verdeeld zijn, mag ik gerust stellen — de heer Verleysen zal het wellicht beamen — dat in ons eigen arrondissement gedurende jaren een overleg plaats had tussen de verschillende politieke partijen en dat een ruime overeenstemming werd bereikt, op één enkel punt na. Dit om de nadruk te leggen op het antwoord van minister Michel aan de Vereniging van Belgische Steden en Gemeenten.

Ik geef toe dat de minister dit voorstel in grote mate gevolgd heeft. Wat evenwel de gemeente St.-Maria-Oudenhove betreft, gemeente met P.V.V.-meerderheid, hadden alle vertegenwoordigers van het arrondissement Aalst gevraagd die gemeente bij Zottegem te voegen. Uit respect voor de mandatarissen van de andere federaties hadden zij ook gevraagd de arrondissementele grenzen niet te wijzigen. Tot mijn verwondering, moet ik nu vaststellen dat een deel van St.-Maria-Oudenhove, tussen de Zwalm en de weg nr. 9, echter gevoegd wordt bij de nieuwe gemeente Brakel. Het moet nu voor iedereen duidelijk zijn dat een minister uit deze regering, ondanks het advies van de heren D'Haeseleer, Verleysen en andere parlementairen van het arrondissement Aalst, beslist heeft een deel van de gemeente St.-Maria-Oudenhove bij Brakel te voegen.

De reden hiervoor is zeer eenvoudig. Dit gebeurde om de positie van de heer De Croo in de nieuwe gemeente Brakel te versterken. En dan spreekt men van objectiviteit en dan zou men niet mogen spreken van partijpolitieke berekeningen. De heer Verleysen die aanwezig was op de tientallen vergaderingen, zal dat zeker moeilijk kunnen tegenspreken.

De heer Pede. — Spreek eens over mijn gemeente.

De heer Vernimmen. — Mijnheer Pede, u hebt waarschijnlijk in uw arrondissement niet zoveel inspanningen gedaan om tot een zo ruim akkoord te komen als in het arrondissement Aalst.

De heer Pede. — Dat weet u niet.

De heer Vernimmen. — De voorgestelde fusie van Groot-Aalst kan een huzarenstukje van politieke berekening worden genoemd. De gemeenten Moorsel, Meldert en Baardegem hebben de wens uitgesproken, vermits ze samen ongeveer tienduizend inwoners hebben, een landelijke kern te vormen.

Welnu, ook daar is het zeer klaar en duidelijk dat politieke berekeningen oorzaak zijn dat deze drie gemeenten, niettegenstaande de vrijheid om te fusioneren tot de gemeente « de Falluintjes », zulks niet mochten doen. Zij worden bij Aalst gevoegd omdat men bij de fusie van Aalst tot Groot-Aalst bepaalde politieke verhoudingen wenst in stand te houden.

De heer Coppens. — Zeer juist.

De heer Vernimmen. — Voor dat soort menselijke voorstellen blijkt er in de zo efficiënte fusieeringsplannen van minister Michel geen aandacht te bestaan, al zet de betrokken bevolking zich nog zo scherp. Samen gevoegd tellen deze drie gemeenten een bevolking van ongeveer 10000 inwoners. In vele gevallen werden in het koninklijk besluit in gelijkaardige omstandigheden en met een gelijkaardige bevolkingsaantal fusies voorgesteld.

Mijn kritiek heeft dus geen betrekking op de grond van de zaak, nl. het principe van de fusies, maar op de gevolgde methode en de daarachter stekende bedoelingen. Wij verwerpen willekeurige, arbitraire fusies, die als enige doel hebben vooral in Vlaanderen, de partijbelangen van de C.V.P. te dienen en die in bepaalde gevallen zelfs ingegeven zijn door louter persoonlijke belangen van de plaatselijke personaliteiten of regeringsleden. Ik ben voorstander van een gemeentelijke herstructurering, op voorwaarde dat deze gebeurt op basis van objectieve criteria en met meest ruime inspraak van de betrokken gemeenten.

Alvorens te besluiten zou ik nog enkele bemerkingen willen maken bij een aantal op til zijnde hervormingen, die mijns inziens nauw aansluiten bij de fusieoperatie.

Enkele weken geleden werd in de Senaat, een wetsvoorstel gestemd uitgaande van een lid — toevallig of niet toevallig van dezelfde partij als de minister van Binnenlandse Zaken — tot opvoering van het aantal gemeenteraadsleden en schepenen. Dit voorstel gaat er van uit dat volgens de huidige wetgeving, de bevolking van de nieuwe gefusioneerde gemeenten onvoldoende zou vertegenwoordigd zijn en dat deze gemeenten een aantal nieuwe opdrachten te vervullen hebben. Ik meen dat men ook hier tussen de lijnen moet kunnen lezen.

Sta mij toe te zeggen, dat ik in dit voorstel eerder de bezorgdheid zie van de huidige meerderheid over het lot van de vele C.V.P.-burgemeesters en schepenen die na het doorvoeren van de fusies hun postje zouden kunnen verliezen. De goedkeuring van dit wetsvoorstel zou hen toelaten hun burgemeesterssjerp te ruilen voor een schepenzetel in de nieuwe gemeente. Mijn inziens is ook dit initiatief ingegeven door partijbelangen. De toekomst van haar burgemeesters en schepenen ligt de C.V.P. blijkbaar nauwer aan het hart dan het lot van de duizenden gemeentepersoneelsleden, wier broodwinning in het gedrang komt en voor wie nog geen enkele regeling werd getroffen.

De heer Mesotten. — Gij weet dat dit niet waar is.

De heer Van Hoeylandt. — Niets is er gedaan. Vraag het aan de heer Vanackere, die heeft het in de verenigde commissies zelf gezegd.

De heer Vernimmen. — Mijn tweede bemerking houdt verband met het wetsontwerp tot wijziging van de kieswetgeving, dat ingediend werd in de Senaat. Dit wetsontwerp beroept er zich op de kieswetgeving te willen vereenvoudigen, eenvormig te maken en te moderniseren. Op zichzelf genomen vind ik dat een loofwaardig initiatief.

Toch vraag ik mij af waarom er geen gelijkvormigheid ingevoerd wordt wat betreft de manier van stemmen voor het Parlement en de provincieraden enerzijds en de gemeenteraden anderzijds. Terwijl voor het Parlement en de provincieraden er nog slechts één stem zou mogen worden uitgebracht, een lijststem of voorkeurstem, blijft voor de gemeenteraadsverkiezingen het bontstemmen of panacheren voor kandidaten van een zelfde lijst mogelijk. Waarom dit onderscheid, terwijl men beweert te streven naar meer eenvormigheid? Of heeft dit iets te maken met de verschillende sociale groepen die deel uitmaken van het traditioneel kiezerskorps van de C.V.P.?

Het is in die gedachtengang dat ik mij afvraag wat de inhoud zal zijn van een wetsontwerp dat nog in voorbereiding is en waarmee diepgaander hervormingen van de kieswetgeving zoals de nieuwe omschrijving van de kiesarrondissementen en de afschaffing van de apartering, wordt nagestreefd.

Ook het gevoerde beleid op cultureel vlak doet vragen oprijzen. Ik ga hier niet dieper op ingaan, daarvoor hebben wij immers ons zogenaamd Cultuurparlement.

Ik kan mij echter niet ontdoen van de indruk dat er iets schort met de toepassing van het Cultuurpact, namelijk bij de interpretatie door de huidige C.V.P.-minister van Cultuur van bepaalde decreten. Het volstaat hierbij te denken aan het decreet met betrekking tot de erkenning van de gemeentelijke culturele raden en het decreet in verband met de erkenning en de subsidiëring van het socio-cultureel vormingswerk voor volwassenen.

Al deze elementen zijn voor mij nieuwe vormen van machtsmisbruik, gericht tegen andersdenkenden. Deze opmerkingen, Heren van de meerderheid, zijn geen uitdrukking van kwade trouw. Ik stel echter vast dat de voorzitter van de C.V.P., de heer Martens, die blijkbaar last heeft met vervoerproblemen, vermits hij in zijn politieke redevoeringen steeds terugkomt op autobussen en ziekenwagens, zou moeten weten dat er toch nog genoeg Vlamingen zijn die niet bereid zijn plaats te nemen in zijn klerikale — zij het in een nieuwe vorm — en anti-sociale trein. Ik weiger te geloven dat een volk, dat eeuwenlang heeft geleefd onder de knoet van de bourgeoisie, het « diktat » van één partij in Vlaanderen zal willen ondergaan.

Ik besluit met volgende woorden: voor mij betekenen verdraagszaamheid en pluralisme de beste waarborgen voor de democratie. *(Applaus op de socialistische banken en op de banken van de Volksunie.)*

M. le Président. — La parole est à M. Dulac.

M. Dulac. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, chers collègues, la façon dont vous y êtes pris, Monsieur le Ministre de l'Intérieur, pour proposer votre plan de fusion de communes, nécessite que nous l'examinions au moins sous deux angles et que nous y consacrons plus que quelques minutes. L'importance du sujet et la légèreté avec laquelle on le traite justifient un tel examen.

Pourtant, je le ferai le plus succinctement possible, laissant de côté l'éloquence démagogique et facile. Et je dois le faire globalement puisque votre procédé de soumettre d'un coup au Parlement, contre les avis les plus autorisés et contre toute logique, un seul arrêté royal pour tout le pays empêche d'examiner chaque cas en soi.

Si votre opération précipitée réussissait, Monsieur le Ministre, elle serait, dans l'histoire parlementaire du pays, le plus déplorable

exemple de mépris ou d'offense à l'égard du système de notre droit public et administratif, et envers les institutions qui sont le fondement de notre démocratie.

A voir, à tête reposée, la façon dont vous traitez ou voulez traiter nos communes, décider de leur avenir — comme s'il s'agissait d'objets, de pierres qu'on aligne ou qu'on rassemble — on constate que votre attitude n'a été qu'une accumulation entêtée d'illégalités, une sollicitation constante et abusive de textes et une suite continue d'affirmations gratuites n'ayant d'autre but que de jeter la poudre aux yeux.

Lorsque le législateur s'avisait de réformer l'organisation municipale, il le fit, hélas! dans la hâte traditionnelle des fins de session, et notamment pour apaiser les passions bruxelloises en permettant de créer l'agglomération bruxelloise et des fédérations périphériques.

Deux lois furent adoptées le 23 juillet 1971 sur les fusions de communes et le 26 juillet 1971 sur les agglomérations et fédérations.

Un remodelage de l'organisation administrative locale selon un schéma rationnel — comme le législateur l'avait très bien compris — réclamait une opération en deux phases: restructurer les communes en supprimant celles qui n'ont plus de raison d'être, et en fusionnant, et ensuite, superposer à ces communes nouvelles une organisation régionale — sous forme d'agglomérations et de fédérations — qui assume les tâches techniques que les communes, aussi grandes soient-elles, ne pouvaient assurer seules.

Cela exigeait une chronologie, à savoir que ces deux opérations se succèdent, avec une certaine souplesse dans le temps: fusions d'abord, agglomérations et fédérations ensuite.

Or, que fit-on? Une loi sur les fusions qui fixait au 1^{er} janvier 1983 — date normale pour un processus raisonnable — la date limite des opérations de fusions, et une loi sur les fédérations et agglomérations qui imposait de créer celles-ci avant le 1^{er} janvier 1976.

Illogisme des dates, mais néanmoins volonté expresse du législateur de voir constituer obligatoirement les fédérations pour le 1^{er} janvier 1976 et d'y insérer toutes les communes qui ne font pas partie d'une agglomération ou ne constituent pas une entité suffisante. Au demeurant, cet illogisme de date vient d'être corrigé par le législateur qui, par la loi du 27 mai 1975, a remplacé la date extrême du 1^{er} janvier 1976 prévue pour les fédérations par celle du 1^{er} janvier 1982.

Cette volonté du législateur, vous l'ignorez ou vous en faites fi en prétendant d'abord qu'après les fusions, que vous voulez rapides alors qu'il reste sept ans pour les terminer, on verra s'il y a lieu de créer les fédérations. Mieux encore, vous prétendez ensuite que celles-ci sont inutiles, qu'elles constituent un échelon superflu dans la hiérarchie administrative, et vous proposez même de faire abroger la loi qui les prévoit.

En attendant, vous voulez supprimer les seules qui existent — les fédérations périphériques — et les remplacer, par Dieu sait quelle manœuvre machiavélique, par des communes nouvellement fusionnées. Ce faisant, vous créez le plus bel imbroglio qui soit. Des centaines de pages d'arrêtés royaux, ministériels, d'arrêtés du Conseil d'Etat organisent maintenant les statuts des fédérations et de leur personnel. Lorsque vous les aurez supprimées, une chatte ne retrouverait pas ses petits dans le chaos ainsi créé.

Vous prétendez faire cela dans cette région bruxelloise, si délicate à traiter, où la moindre initiative à caractère institutionnel soulève des passions! Et vous voulez le faire tout de suite, alors que vous reportez à 1982 l'opération Anvers. Pourquoi? On se le demande.

M. Van Hoeylandt. — Pour la rive gauche.

M. Dulac. — Incidemment, je me permet de rester fort sceptique quant à l'affirmation de l'inutilité des fédérations. Celles-ci auraient sauvé, sans que cela coûte plus cher, l'autonomie et la démocratie communales et elles auraient évité la levée de boucliers que votre opération déclenche.

Le mépris que vous avez témoigné à l'égard des institutions et des intentions du législateur, vous le montrez à chaque instant depuis que vous manifestez la volonté de faire des fusions une opération globale.

Je viens de dire que la législation sur les fusions présente des incohérences. La plus remarquable est celle des délais pendant lesquels doivent se prononcer conseils communaux et députation permanente, dans la phase de consultation.

L'article 2 de la loi prévoit en effet une procédure de consultation simultanée des conseils communaux et des députations permanentes sur des propositions ministérielles de fusions et ce, dans un délai réduit: 90 jours pour les conseils communaux — à dater de leur saisine — 100 jours pour les députations permanentes. Et vous avez appliqué cette disposition à la lettre.

Mais si cela peut à la rigueur se concevoir dans l'esprit qui était celui du législateur qui, donnant 12 ans pour réaliser les fusions, avait envisagé une opération progressive, cela devient d'un illogisme farfelu si l'on conçoit les fusions à la façon dont vous vous y prenez, c'est-à-dire globalement pour tout le pays. En effet, si un conseil communal a 90 jours pour exprimer un avis sur le seul cas de la commune — et cela pourrait se concevoir —, une députation permanente théoriquement avait 100 jours pour examiner la restructuration de toute la province, sans connaître — c'est compréhensible — les situations locales particulières, psychologie des populations, situations financières, équipement public, moyens administratifs et techniques de chaque commune ou chaque ensemble envisagé, corrections géographiques à effectuer, etc., mais elle n'avait pratiquement que 10 jours — imagine-t-on cela — pour le faire à la lumière des avis exprimés par les conseils communaux.

Faire coïncider les délais de 90 et 100 jours peut se concevoir dans l'esprit de la loi qui était d'examiner avec souplesse les situations, d'organiser l'opération fusion progressivement, plutôt que simultanément, en lui consacrant les 12 ans qu'elle lui accordait, et qui était aussi de ne pas faire de ces délais des délais rigides, de forclusion.

Or qu'avez-vous fait? Imposer une opération globale, qui forcément devait créer des dissensions, des conflits, et imposer un strict respect des délais de 90 et 100 jours qui a — comme si vous l'aviez voulu — créé une confusion totale, un désordre tel que, d'ailleurs, sans presque tenter de débrouiller l'écheveau, vous avez presque partout fait fi des avis des conseils communaux et des députations permanentes pour vous en tenir à votre projet ou même le rendre encore plus partisan ensuite.

J'en viens maintenant, au caractère humain, psychologique, politique, au sens noble du terme, de votre opération, à ce qui eût dû être une initiative et une entreprise raisonnable de restructuration de notre pouvoir municipal.

Je n'interviens pas ici comme un homme à tout crin hostile aux fusions de communes. Je sais qu'elles s'indiquent, dans certaines conditions et d'une certaine manière. Le principe des fusions n'est pas discutable: le morcellement administratif excessif du territoire, la multiplicité de petites communes non viables au point de vue financier ou dépourvues d'âme, désormais incapables de satisfaire aux besoins sociaux et culturels de leur population, impose le recours à des fusions, comme l'impose l'existence de ces sortes de mégalo-poles constituées de plusieurs communes juxtaposées et entre les habitats desquelles — et les mentalités d'ailleurs — il n'y a plus de continuité. Je conviendrais même que, dans un avenir plus ou moins éloigné, et d'une façon très souple, progressive, toutes les communes du royaume soient restructurées.

Si vous aviez abordé les choses comme le souhaitaient les auteurs de la loi, pièce par pièce, morceau par morceau, fusion par fusion, je m'y serais pris autrement: j'eusse examiné en particulier les cas qui m'intéressent, comme l'eussent fait mes collègues eux-mêmes et, j'en suis persuadé, il en serait résulté des conclusions pratiques réussies.

Mais puisque vous vous y êtes pris d'une façon globale — absolument contraire à l'esprit de la loi — et puisque vous présentez les choses comme vous le faites, il faut bien vous suivre sur votre terrain.

Lorsqu'il adopta la loi du 23 juillet 1971, le législateur n'entrevoyait évidemment pas qu'un ministre s'aviserait, se fondant sur les termes généraux d'une loi de cadre comme celle-là, de procéder comme vous l'avez fait. C'eût été, en effet, de la part des membres des deux Chambres, se faire hara-kiri en se privant en tant que parlementaires du droit d'amendement, essentiel à l'exercice de leur mission législative.

Ce que le législateur envisageait, c'était d'accorder au gouvernement, en l'occurrence au ministre de l'Intérieur, à l'époque — puisqu'on ne parlait pas encore de «régionalisation préparatoire» et de cumul de responsabilité de plusieurs ministres dans la matière communale — un délai raisonnable de douze ans pour, sur l'expérience acquise grâce aux quelques dizaines de fusions déjà réalisées jusqu'alors, entreprendre progressivement la restructuration du puzzle communal de notre pays en fonction d'éléments qu'il définissait lui-même dans l'article 1^{er} de la loi: c'est-à-dire des considérations d'ordre économique, géographique, social, culturel ou financier.

Il envisageait une succession, un étalement de fusions, sans doute les premières volontaires ou persuasives, lesquelles par le succès qu'elles recueilleraient — comme rencontrèrent un certain succès plusieurs de celles qui s'étaient réalisées plus tôt — en entraîneraient d'autres en créant un climat propice aux fusions, grâce aux avantages que la loi assurait aux nouvelles communes par une sorte d'automatisme assez séduisant et de nature à convaincre: les 10 et 15 p.c. de part supplémentaire dans le Fonds des communes, les aides spéciales

pour apurer le passif et les charges exceptionnelles, et même les aides facultatives, assez alléchantes.

Le législateur estimait que comme cela, pour parachever les modestes exemples des fusions antérieures, on pourrait, grâce à ces avantages et à une certaine action persuasive et une prise de conscience des mandataires communaux, mettre successivement ce que l'on appelle des «trains de fusions» sur rail. Et il se disait que les douze années de délai prévues suffiraient largement pour parachever l'opération. En somme, très sagement, le législateur estimait qu'il fallait, en cette matière délicate «convaincre et non contraindre».

Il ne se trompait pas: dès l'adoption de la loi, des contacts entre administrateurs communaux, favorisés par-ci, par là, par les autorités supérieures ou les pouvoirs politiques, des réunions de concertation mises sur pied, entraînaient beaucoup de propositions spontanées de fusions. Elles étaient souvent, sinon toujours, logiques, raisonnables: elles étaient en tout cas démocratiques.

On eut le tort, dans votre administration, de les ignorer, de les classer dans les tiroirs, de les négliger.

Vos prédécesseurs ont observé cette intention du législateur.

Sans pour cela nécessairement s'accrocher comme à un leitmotiv au principe absolu des fusions volontaires, vos prédécesseurs au département de l'Intérieur, socialistes notamment, ont toujours nettement affirmé, durant leur présence à la tête du département, leur intention de procéder par paliers successifs, de garantir «un équilibre entre l'efficacité, le sens de l'humain et les conceptions démocratiques — je cite — et d'accorder un préjugé favorable aux opérations présentées par les communes elles-mêmes, c'est-à-dire aux fusions volontaires, à la condition évidemment qu'il s'agisse d'opérations cohérentes et non de manœuvres politiques ou de tentatives de strangulation de communes appelées à polariser une région».

Qu'avez-vous fait?

Œuvre d'apprenti sorcier!

Oh! certes, vous n'avez pas ménagé les protestations du genre «Je vous ai compris»! Vous avez multiplié les phrases ronflantes mais vides, les affirmations généreuses mais trompeuses. On n'en finirait pas de citer de vos phrases comme celles-ci, puisées de-ci de-là dans votre répertoire: «Les normes appliquées en matière de fusions sont la viabilité et l'efficacité administrative des communes, avec la nécessité de tenir compte de la dimension humaine et des souhaits des communautés concernées»; «J'ai attaché une importance toute spéciale aux affinités: l'homme devant rester le centre des préoccupations, les mentalités et la manière de vivre ont été déterminantes pour le choix des fusions, celles-ci ne pouvant constituer une fin en soi»; «Je tiens à souligner ici une fois de plus que ma première préoccupation a été de ne pas dépasser pour autant que possible l'échelle humaine.» «Dans toute la mesure du possible, j'ai tenu compte des avis motivés des conseils communaux, ainsi que des vœux des habitants, parvenus à mon département»; «Ce serait aller au devant de l'échec que de faire des fusions une opération politique.»

Je me souviens, Monsieur le Ministre, de la lecture en commission d'une lettre d'un de vos attachés de cabinet, qui avait pris soin d'aller consulter les mandataires P.S.C. de toute la région, pour s'assurer que les fusions préconisées étaient celles que vous aviez souhaitées, que la mission politique était celle que vous aviez déterminée.

On pourrait continuer ainsi à l'infini, sans oublier qu'un jour à Nivelles vous avez parlé d'un «découpage harmonieux du territoire»!

Poudre aux yeux que tout cela!

Mais en fait, qu'est-il advenu de toutes ces protestations de bonne foi, de compréhension et d'objectivité? Du vent, rien que du vent! (Exclamations ironiques sur divers bancs.)

Je le répète: Qu'en est-il advenu, de toutes ces protestations? Du vent, rien que du vent!

Dans les critères généraux énoncés en une vingtaine de lignes dans le préambule de l'arrêté royal du 17 septembre, vous reprenez d'ailleurs, sans vergogne, avec un aplomb formidable et sans le moindre sens du ridicule, ces mêmes protestations, mais en d'autres termes. Mais comme un fait exprès, quasi toutes les généreuses préoccupations que vous exprimez — revoir bas de la page 1 et haut de la page 2 du *Moniteur* du 25 septembre 1975 contenant l'arrêté royal — sont contournées par les fusions que vous voulez faire.

En réalité, sous le couvert d'affirmations fallacieuses, ce sont uniquement des préoccupations partisans qui servent aux explications, oh! combien insuffisantes, que vous fournissez.

Alors que psychologiquement l'opération fusions s'annonçait relativement bien, vous avez, par un entêtement absurde, accroché un fleuron à votre panache. Vous avez, presque partout, fait fi de ce qui

était préparé, par votre administration, par les rapports des autorités subordonnées consultées sur place, par les propositions spontanément faites par les communes.

Et vous avez, au mépris des intérêts, des vœux et des souhaits exprimés, presque partout imposé des fusions autoritaires, qui méprisaient les travaux et études qui, depuis plusieurs années, tissaient un réseau de fusions au départ de données objectives, même si elles étaient parfois contestables.

Vous avez, dans votre hâte et votre entêtement, bâclé — je m'autorise ce mot un peu trivial mais qui dit bien ce qu'il veut dire — une opération qui eût pu être, menée objectivement, psychologiquement et rationnellement, une des plus utiles réformes de l'échiquier administratif belge.

Vous avez accompli un redécoupage politique plutôt qu'une réforme rationnelle de la géographie communale.

Vous ne vous êtes d'ailleurs pas caché de faire du « bâclé ».

N'avez-vous pas déclaré, avant les vacances, que vous aviez l'intention de mener une vaste opération de rectification des limites des communes quand les fusions seront devenues une réalité, pour corriger ce qui seraient des enclaves illogiques entre communes. Et cette intention, vous l'avez répétée sans vergogne depuis que le débat a commencé au Parlement. C'est bien là le plus bel aveu d'un travail « superficiel ».

C'est bien là ce qu'on appelle atteler la charrue avant les bœufs ou brider le cheval par la queue, au lieu de, très logiquement, corriger les anomalies de territoire en même temps qu'on préparait les projets de fusions. Voilà maintenant, qu'après les fusions, on réveillerait à nouveau les passions en revoyant les limites nouvelles. Y-a-t-il pire déraison que cette opération en deux temps? Les communes ne sont pas matière à exercices continus de dissection.

Vous êtes d'ailleurs un spécialiste de ce genre d'attelage. N'affirmez-vous pas en même temps que c'est plus tard que le Fonds des communes sera modifié, que les avantages financiers de la loi du 23 juillet 1971 seront revus... ou plutôt supprimés?

N'affirmez-vous pas aussi que c'est plus tard que l'on prendra des dispositions pour sauvegarder les droits des employés et fonctionnaires communaux?

Et c'est ce que vous faites puisque, simultanément au débat dans cette assemblée, vous déposez un autre projet avec lequel il n'a rien à voir, celui de la loi-programme, et qui reprend les dispositions que vous envisagez pour le Fonds des communes, lesquelles eussent dû normalement être discutées avec les fusions. Et vous prétendez aussi avoir préparé les projets de statut des agents communaux, des C.A.P., des fédérations.

Qu'est-ce que cela va donner? On n'ose presque y penser.

Ainsi vous êtes parvenu, en apprenti sorcier, au départ d'un climat qui devenait serein, compréhensif, dans lequel on acceptait le principe des fusions, et en certains cas, la réalité de nombreuses d'entre elles, raisonnables, vous êtes parvenu à gâcher le tout par un parti-pris qui n'était pas de mise en l'espèce.

Et presque partout vous avez mécontenté le monde, et héissé même ceux qui acceptaient la réforme, au point qu'aujourd'hui nombreux sont devenus ceux qui s'interrogent de nouveau sur la nécessité et les avantages des fusions.

Et ce sont alors les manifestations de masse à Hasselt, contre vos projets, de la part de milliers d'administrateurs communaux réunis sans aucune considération d'appartenance politique, les menaces de démission de l'U.V.C. suspecte de tiédeur dans la défense des intérêts des communes, les démissions au sein de votre parti même, comme à Courtrai, à Verviers; les oppositions irréductibles contre les fusions dans la périphérie bruxelloise, celle même du P.S.C. bruxellois que vous avez ensuite réduite par on ne sait quels arguments; les manœuvres dans la région d'Anvers pour échapper à l'échéance du 1^{er} janvier 1977 que vous aviez fixée... et que vous reportez au 1^{er} janvier 1983 dans votre arrêté, et pour quelles raisons véritables, on se le demande toujours, si ce n'est la satisfaction de peu reluisantes intrigues. Pourquoi la région d'Anvers et pas d'autres? Ce sont encore les marchandages entre partis du gouvernement dans la région de Liège, de Huy, dans la région de La Hulpe-Waterloo, Braine-l'Alleud — le « corridor pour le Lion », les réactions hostiles des quatre cinquièmes des bourgmestres du Hainaut occidental; les pressions que vous avez subies de la part du C.V.P., ce C.V.P. que j'accuse de tous les maux de ce pays. N'est-il pas au gouvernement depuis la fin de la guerre jusqu'à maintenant, sauf la période de 1954 à 1958, un jour avec les socialistes, le lendemain avec les libéraux? Mais ils sont toujours là. Je les accuse d'être responsables de tous les maux que nous subissons dans ce pays. (*Vives protestations à droite.*)

M. Pierson. — Monsieur Vandekerckhove, vous n'êtes pas à l'aise.

M. le Président. — Restons dans le sujet, Messieurs, je vous en prie.

M. Dulac. — Je reprends mon exposé, Monsieur le Président.

Je cite encore: les pressions que vous avez subies de la part du C.V.P. pour qu'au moins la création du grand Anvers et du grand Gand soit remise à plus tard et ce que vous avez accordé notamment pour Anvers; les motions successives qui vous parviennent et vous adjurent de revoir votre position; les menaces de démissions d'administrateurs communaux écœurés; c'est l'absurdité totale qui consiste, quelques années après la constitution de l'agglomération bruxelloise et lorsqu'elle commence, après rodage, à fonctionner, à affirmer, comme vous l'avez fait, qu'agglomération bruxelloise et fédérations périphériques doivent disparaître; les cris d'alarme dans la presse spécialisée et de la part de parlementaires municipalistes devant les cinq milliards supplémentaires que coûterait l'opération sans contrepartie quelconque, rien qu'en augmentation de frais administratifs et en sauvegarde de droits acquis. C'est encore la constitution du Front national pour la Démocratie communale qui groupe d'éminentes personnalités politiques communales, de tous les partis, et que ne guide pas le sauvetage d'écharpes mayorales ou scabinales, mais la préoccupation éclairée de sauver nos communes du gouffre où vous les entraînez; c'est l'action identique du Comité antifusion interprovincial des régions flamandes; ce sont ces manifestations successives à Bruxelles, Namur, Jambes, Tournai, Lembeek, Hasselt, Charleroi, Liège, à Arlon même, dans votre province; c'est la grève des services administratifs communaux, des listes électorales, ce sont surtout les centaines de recours au Conseil d'Etat ou des actions de communes qui se sont jointes à des recours au Conseil d'Etat contre votre arrêté royal, malgré les bruits que vous avez fait courir au sujet de l'inutilité de ces recours. Qu'est-ce que cela signifie, ces recours si nombreux? Que l'affaire est tout autre chose qu'une bataille d'écharpes comme on l'a déclaré, que c'est le sentiment de populations locales unanimes que les conseils communaux expriment, de toutes tendances, de toute appartenance politique, et que c'est peut-être le dernier recours légal des communes, de leurs citoyens et des administrateurs communaux avant d'en arriver à des positions et attitudes de désespoir. Mais le comble enfin — et qui révèle l'inanité de votre opération — c'est que vous avez épargné cette exceptionnelle commune d'Edegem: celle, justement, qu'un hasard providentiel fait gérer par votre Premier ministre lui-même, et qui échappe par un vrai miracle, seule, à l'opération fusion.

Vraiment, on peut dire à votre sujet que le ridicule ne tue plus. (*Exclamations sur les bancs du P.L.P.*)

Lorsque je démontre le caractère d'impréparation, d'improvisation dangereuse, de votre opération, l'on pourrait, vous pourriez me rétorquer, que j'invoque des arguments à caractère général, que je fais un procès d'intention, que ma démonstration n'est étayée d'aucune preuve.

Eh bien oui! J'utilise des arguments à caractère général. Et c'est bien contraint et forcé que je le fais, en constatant, d'une façon générale, l'ensemble des erreurs commises par vous dans une opération que vous voulez vous-même générale, globale — contre toute logique — et au sujet de laquelle vous prétendez qu'il est interdit de discuter les détails, votre arrêté royal global devant être accepté ou rejeté dans son ensemble, — je songe à un grand homme d'un pays voisin — « à prendre ou à laisser », sans pouvoir apporter de modification aucune.

Et pourtant, pour ne pas être soupçonné, peut-être, d'exagération dans mes arguments, je citerai quelques exemples de vos aberrations, empruntés aux fusions que vous voulez faire en Hainaut occidental, la région de mon arrondissement électoral, et qui forme comme un microcosme régional de l'opération fusions entreprise par vous sur le plan national.

Car je ne connais pas — je l'avoue — la situation partout en Belgique. Je n'ai fait en ce qui concerne le territoire national qu'enregistrer une indignation quasi générale.

Et d'ailleurs, si je voulais relever les masses d'absurdités contenues dans les fusions projetées dans tout le pays, aucune de celles-ci, je crois, n'échapperait aux critiques.

Mais mon arrondissement, je le connais.

Et je me suis rendu compte que s'y présente une hostilité à votre opération, du même caractère que celle qui se manifeste partout dans le pays: opposition qui n'a souvent aucun caractère partisan. Il est aujourd'hui démontré que 1223 conseils communaux au moins ont émis un avis catégoriquement négatif sur les propositions que vous avez faites et que plusieurs des 819 autres ne les acceptent que contraints et forcés.

En Hainaut occidental, la proportion est quasiment la même, sinon plus importante encore la quotité des opposants.

Vous souvenez-vous, Monsieur le Ministre, de ce que vous affirmiez, dans une profession de foi vibrante, le 4 septembre 1974, devant le conseil d'administration du l'U.V.C.? Vous résumiez comme suit la motivation et les critères qui auraient guidé, selon vous, les travaux d'élaboration des plans de fusions: «La viabilité: suffisamment d'hommes et de moyens; la sauvegarde des contacts humains: les fusions concernent les hommes: il s'agit de communautés vivantes, donc pas de fusions par mégalomanie; la volonté des habitants concernés est importante; pas de fusion pour la fusion: les habitants doivent de préférence y trouver un avantage; l'affinité au point de vue de la mentalité, façon de vivre et morphologie; la localisation des zones industrielles; des communes-centres avec leurs richesses et leurs possibilités.»

Tels étaient vos critères et motivations repris ensuite en gros dans le préambule de votre arrêté: vous avez, en réalité, agi en Hainaut occidental en prenant exactement le contrepied de vos principes affirmés; et je suis persuadé, à l'expérience de multiples réactions, qu'il en est ainsi dans tout le pays.

J'en veux, pour exemple, ce que je vous cite, en schématisant: — Tournai et sa monstrueuse structure absurde à la dimension d'un arrondissement...

M. Bertouille. — Ce n'est pas l'avis des socialistes de la ville de Tournai!

M. Dulac. — Je vous en prie, Monsieur Bertouille, vous êtes, pour les libéraux, à la base de cette fusion. C'est vous qui avez décidé pour le parti libéral. Donc, taisez-vous. (*Exclamations sur les bancs libéraux.*)

C'est une fusion qui indignait ses 30 composantes à l'exception de trois ou quatre communes. Le bassin carrier: structure cohérente où les communes existantes se sentaient déjà solidaires avant qu'on parle de fusions et qui sont maintenant écartelées: une entité déjà consciente de son unité et qui avait souhaité fusionner. Vous coupez en deux ou trois parties.

Templeuve et Nechin, deux communes aux affinités identiques, aux populations semblables, qui s'estiment, confraternisent, et qu'on sépare pour les mettre dans deux contextes nouveaux, incohérents, alors qu'elles avaient émis le souhait de fusionner.

La région agricole entre Leuze et Ath, largement développée, où des communes acceptaient de fusionner pour rester des centres agricoles, aux mêmes affinités, aux mêmes intérêts, aux mêmes mentalités, et qu'on méprise en les rattachant — on se demande pourquoi — à l'une ou l'autre des deux villes, sympathiques au demeurant, mais nullement préparées à une intégration homogène.

Belœil, magnifique ville historique, qui accueille tous les visiteurs avec courtoisie et élégance, où la forêt s'étend sur des communes diverses, réclame un traitement, un aménagement et une structuration identiques pour les générations à venir. Cette structuration eût été si facile si un seul pouvoir communal eût pu l'organiser. On la laisse morcelée en trois ou quatre parties qu'il sera toujours impossible de traiter conjointement.

Le site dit des «Bois de Ville» et celui de la «Mer de Sable» à Stamburges réclament une étude et un aménagement commun. En dépit de tout bon sens et malgré les objurgations, on les laisse morcelés en deux parties qui s'entredéchireront.

Mouscron et Comines voulaient se fédérer et non fusionner.

Belœil séparée — pourquoi? — de son hinterland humain que sont les communes voisines de Huissignies, Ladeuze et Grosage, qui font pratiquement partie de Belœil pour plusieurs raisons, économiques, géographiques, sociales, etc., alors que Belœil est rattachée à des communes séparées d'elle par des kilomètres de bois, sans routes.

M. Bertouille. — Parlez-nous d'Aubechies!

M. Dulac. — Aubechies ne me gêne absolument pas, mon cher collègue.

M. Lahaye. — Vous ne voulez tout de même pas enlever Aubechies à notre collègue, M. Descamps?

M. Dulac. — Sachez, Monsieur Lahaye, qu'Aubechies a désiré fusionner avec Belœil. Vous comprendrez que j'essaie de défendre ma région du mieux que je puis.

Je vous ai dit, en commission, qu'on ne comprenait pas à Belœil qu'à une vingtaine de kilomètres, à la barrière de Bury, on se trouve encore à Belœil, mais que la dernière maison de Huissignies se situe dans notre parc, tandis que la dernière maison de Belœil se situe derrière l'église de Grosage. (*Exclamations ironiques sur les bancs du P.L.P.*)

M. le Président. — Messieurs, je vous prie de ne plus interrompre l'orateur afin de lui permettre de respecter le temps de parole qui lui a été imparti.

M. Dulac. — M. Descamps sait fort bien que le hameau de Canteleux, qui se situe à Huissignies, aboutit à l'endroit que nous appelons «le long mur», lequel fait bien partie du parc de Belœil. Ces communes sont imbriquées dans la mienne et vous voulez, Monsieur le Ministre, les rattacher à la ville de Chièvres dont le centre est situé à six ou sept kilomètres que les habitants de ces communes doivent parcourir à travers les campagnes.

M. Jorissen. — C'est pour les faire marcher! (*Sourires.*)

M. Dulac. — J'aurai l'occasion de vous faire marcher tout à l'heure, Monsieur Jorissen.

Frasnes-lez-Buissenal, autre entité monstrueuse que vous créez par la fusion de treize communes fort différentes de mentalité. Il faut parcourir plus de trente kilomètres sans moyens aisés de communications entre ses composantes, alors qu'en suivant les vœux raisonnables des communes, on aurait pu créer deux ou trois entités humainement, économiquement et matériellement viables. Ghislenghien et environs: cinq communes aux mêmes affinités, ayant compris leur intérêt commun à une fusion logique, et qui la préparaient. Vous les écartelez en deux ou trois entités où elles se sentiront étrangères, où elles ne se plairont jamais et où elles seront traitées en parentes pauvres.

M. Bertouille. — Mais vous étiez d'accord pour Ghislenghien, Monsieur Dulac.

M. Dulac. — Je n'étais pas d'accord, Monsieur Bertouille, et nous savons par M. Demuyter, un homme que je respecte, qu'on ne peut pas trop croire à ce que vous dites. Nous en discuterons dans l'arrondissement.

Maintenant, admettons, par hypothèse, que votre plan soit voté. Qu'arriverait-il? Certainement une grande satisfaction d'amour-propre — peut-être mal placée — chez un ministre qui aurait ainsi réalisé l'objectif unique de sa vie politique. Peu importe s'il s'agit d'une œuvre exécrable.

Mais encore?

Les finances communales, qui sont la préoccupation essentielle et justifiée d'ailleurs des administrateurs communaux. Dans le journal *Le Soir* du 28 mai 1975, dressant le bilan de la politique de votre département en matière de fusions, vous déclariez, Monsieur le Ministre: «Il est clair qu'en dehors des parts dont dispose chaque commune dans le Fonds des communes et dans les fonds spécifiques, une aide supplémentaire n'est pas possible sans crédits budgétaires supplémentaires, ce qui est pratiquement exclu, vu la nécessité impérative pour le gouvernement de mener une politique budgétaire plus qu'orthodoxe dans le cadre de la lutte contre l'inflation.» Cela signifie sans doute que les communes fusionnées auraient «à se mettre la ceinture», comme c'est déjà le cas actuellement pour toutes les communes. Jolie perspective en regard des avantages que, depuis des années, on prétend qu'assureront les fusions.

J'ai démontré dans la première partie de mon exposé à quoi seront réduites les nouvelles entités par l'application des nouvelles règles d'alimentation et de répartition du Fonds des communes. L'état des finances communales ne sera pas meilleur. Vous semblez vous être bien peu soucieux de l'améliorer.

Vous prétendez avoir des idées: fonds spécial des fusions, fonds des communes-centres, fonds C des communes à vocation régionale, que sais-je encore! Et vous proposez un nouveau fonds des communes assorti d'un fonds d'amortissement dont les conditions d'accès sont telles qu'il sera difficile d'y satisfaire. Pour vous mettre à l'abri des critiques, vous séparez ce projet de celui relatif aux fusions, alors que les fusions sont précisément la raison d'être de ce fonds. Et voilà que vous l'intégrez dans une loi contenant d'autres matières n'ayant aucun rapport avec le sujet. Mieux, vous l'insérez dans une sorte de loi budgétaire pour 1976, alors qu'il n'interviendra qu'en 1977.

Tout cela est peu précis et peu rassurant pour les administrateurs des futures communes. Ils se trouveront toujours en présence des mêmes difficultés financières et dans l'obligation, vu la carence du gouvernement, de pressurer davantage encore le contribuable local. Comment? Par une augmentation drastique des additionnels. Est-ce là votre souhait, Monsieur le Ministre?

Il était question d'une contribution de l'Etat s'élevant à plus de 5 milliards. Le budget étant déjà si lourdement déficitaire, on n'en parle plus. Ce sera pour 1977. «Après moi le déluge!» pourrait être votre devise.

Et quid du personnel communal, des droits acquis, des réaffectations, de la hiérarchie? Rien de substantiel n'est prévu; pas d'arrêté royal, pas de règlements. Seulement des intentions vagues manifestées par un ministre qui, son œuvre essentielle accomplie, s'en lavera les mains, laissant au gouvernement d'après janvier 1977 la responsabilité de la mise en place. Et pourtant, ce ministre multiplie les protestations gratuites de bonne volonté envers ceux qu'il appelle «les bons serviteurs» et promet, avant octobre 1976, la promulgation de l'arrêté d'exécution régularisant leur situation. Pourquoi pas dès à présent et même avant l'opération pour calmer les inquiétudes?

Vous ne tenez aucun compte de la psychologie ni de la vie quotidienne, de tout ce contexte qui fait qu'on aime se sentir citoyen d'une ville, d'un village ou d'une cité. Vous avez un jour affirmé que vous encourageriez une large déconcentration par le contact avec le public au moyen d'un «service du petit certificat», «de fonctionnaires itinérants», de «décentralisation locale par l'intermédiaire de comités de quartiers». Il est facile de parler de la sorte, car cela ne vous engage à rien, sinon à envisager un jour l'envoi d'une circulaire prônant cette politique, quitte aux autorités communales nouvelles de ne rien faire faute de moyens financiers. Vous n'ignorez pas, Monsieur le Ministre, que les déclarations de bonne volonté à charge des autres, si elles ne coûtent rien, donnent bonne conscience à leur auteur. En réalité, il faut plus que des «encouragements», selon vos propos, car la réalisation de votre projet est subordonnée à l'octroi de subsides et, à cet égard, vous restez muet.

Vous avez également passé sous silence tout l'éventail des incidences entraînées par les fusions. Vous avez affirmé — et ce serait normal si elles disposaient des moyens pratiques et financiers — que les nouvelles communes, plus grandes, plus fortes, mériteraient une autonomie plus grande, moins de tutelle tracassière et une plus grande décentralisation des compétences.

M. Falize. — C'est exactement ce qu'a déclaré M. Gramme.

M. Dulac. — Affirmations généreuses! Qu'en est-il en fait? Rien! Vous avez prétendu que «c'est un travail énorme, qu'il est impossible de tout réaliser en même temps et qu'il ne convenait donc pas d'agir avec précipitation», mais vous n'avez pris aucune mesure allant dans ce sens, si ce n'est déposer au Conseil d'Etat, tardivement d'ailleurs, une sorte de projet dont on ignore tout.

Les fusions de communes impliquent en outre la réorganisation des services communaux, tant techniques qu'administratifs, la fixation des nouveaux cadres du personnel selon des normes que vous devez établir, l'élaboration de règlements et d'arrêtés de police, le recrutement de personnel, le règlement des traitements et barèmes, la modification des plans d'aménagement, la révision des barèmes fiscaux, des plans et indices cadastraux, ainsi que des services publics organisés en régie et par l'intermédiaire d'intercommunales. C'est là une tâche extrêmement lourde, d'autant plus qu'elle devra se réaliser globalement pour l'ensemble du territoire national. Vous déclarez: «On verra après.» Il eût, à mon sens, été plus sage de «voir avant»!

Si votre opération réussit je prédis qu'après le 1 janvier 1977, une avalanche de réclamations, de recours au Roi et au Conseil d'Etat déferlera sur le pays, un grand nombre d'agents s'estimant lésés et abandonnés à leur sort, sans oublier les créanciers dont les droits auront été négligés et les adjudicataires de services laissés pour compte.

Je prédis qu'il n'y aura pas plus grande pagaille que celle-là. Ce ne seront partout qu'impasses, désordres, encombrements, aigreurs. Beaucoup d'entités seront devenues, en quelque sorte, de petits «New York» par leur indigence financière et leur impossibilité de faire face aux obligations imposées ou souscrites. Il eût, à mon avis, été beaucoup plus sage d'agir prudemment et progressivement.

Votre indifférence quant à l'avenir des communes me paraît extrêmement inquiétante.

Monsieur le Ministre, un journal d'information national, qui ne peut être suspecté d'hostilité au gouvernement, au contraire, publiait le 11 juillet 1975: «La détermination de M. Michel ne correspond pas aux recommandations de prudence émises par son parti.» Il ajoutait que par votre précipitation entêtée et votre prétention à attacher la confiance du gouvernement à votre opération particulariste, plus encore que votre prétention à mettre votre portefeuille en jeu à cette occasion, vous manipuliez une véritable bombe politique.

Je fais appel à votre raison, Monsieur le Ministre. Vous avez pu être abusé par des conseillers politiques ou par des technocrates qui, au départ de données qu'ils prétendent les uns favorables à votre parti, les autres scientifiquement exactes, ont pu vous persuader. Mais vous avez souvent oublié ou négligé ce tissu psychologique fait à la fois de choses infimes et de fibres profondes, de sentiments, d'attachement à une communauté, cet amour profond du clocher, l'amour-propre des habitants d'une cité.

En respectant ces éléments psychologiques, il vous reste possible de faire œuvre prospective utile, cohérente et bénéfique, de réaliser des fusions qui tiendraient compte des impératifs géographiques, économiques et sociaux, comme le veut la loi, et cela avec le concours et l'appui des conseils communaux intéressés.

Retirez votre projet, Monsieur le Ministre. Elaguez-le plutôt de ce qu'il contient d'illogique, d'inhumain, d'incohérent, en poursuivant la réalisation des fusions volontaires raisonnables.

Renouez le dialogue avec les communes, car des fusions sans leur collaboration seraient vouées à l'échec. C'est la confiance réciproque et générale entre l'Etat et les communes, qui assurera la réussite des fusions.

Acceptez — qui vous en ferait grief — de revoir tout le problème dans une perspective plus raisonnable, plus objective, plus démocratique, plus humaine; revenez-en à l'application de la loi du 23 juillet 1971, telle que le Parlement l'a conçue dans son texte et dans son esprit, et faites-le avec la sagesse et la pondération qu'exige cette opération. Informez largement et objectivement l'opinion publique; appliquez les critères légaux prévus d'une façon identique partout; justifiez, comme ce fut toujours le cas, chaque fusion et de façon complète, acceptez une diversité de solutions correspondant à la variété des situations locales et régionales sans vous lier à des minima incompréhensibles de chiffre de population ou de superficie; procédez même à des opérations groupées et acceptées par petites régions; accordez toute l'attention voulue aux vœux et avis des conseils communaux et aux affinités humaines indispensables à l'homogénéité et l'harmonie des futures communes. Il est encore temps de le faire avant la date normale des élections communales. Alors vous retrouverez l'union et tous nos citoyens, sensibilisés au dernier point, vous manifesteront leur reconnaissance.

Des fusions nouvelles qu'il est aujourd'hui possible de réaliser avec l'accord sans réserve des intéressés, il en est de nombreuses. Elles seraient acceptées ouvertement; elles n'altéreraient ni la dimension humaine à conserver aux entités communales, ni leur autonomie, ni l'amour-propre des populations. Elles serviraient de tremplin pour les autres.

Ce faisant, vous sauveriez le principe — fort décrié à la suite de vos projets excessifs —, vous restaureriez la confiance dans l'opération et vous respecteriez toute la législation si laborieusement édictée à son sujet, et notamment les compensations financières prévues par la loi de 1971.

Car les conséquences financières sont aussi un point essentiel que vous éludez.

Vous garderiez au problème des fusions sa véritable dimension. Car, s'il est important, il n'en est pas moins absurde de monopoliser sur lui l'exclusivité de l'attention de l'opinion et des pouvoirs responsables, comme vous le faites, alors que d'autres problèmes beaucoup plus importants, plus fondamentaux, réclament, eux, des solutions: la récession économique, le chômage, l'inflation, la détérioration internationale elle-même, la construction d'une Europe régionale et démocratique... Ce sont des problèmes plus susceptibles d'influencer le bien-être de nos populations et qui réclament, eux, des solutions plus urgentes, une attention constante et toute l'énergie des hommes et groupes responsables.

Monsieur le Ministre, tout homme sensé est effrayé d'apprendre que, d'un point de vue global, les fusions projetées en Wallonie correspondent seulement pour 28 p.c. aux avis des conseils communaux, pour 33 p.c. aux avis des députations permanentes, que dans la province d'Anvers, aucune commune ne s'est déclarée d'accord sur votre plan.

C'est bien faible pour une pareille modification totale de l'institution qui est la base de notre démocratie et qui eût exigé, sinon un consensus unanime, une très large approbation. Je m'imaginais ce que seront ces fusions que vous voulez créer contre le gré des populations intéressées: des espèces de fosses aux lions où dès 1977 elles s'entredéchireront à qui mieux mieux, situation qui ne sera due qu'à votre précipitation malsaine.

Combien ce serait ridicule si ce n'était si grave!

Il est faux de prétendre que l'hostilité à vos projets est une «bataille d'écharpes» à retardement. Les administrateurs communaux, eux qui, avec le meilleur d'eux-mêmes, se mettent au service des populations ne méritent pas ce soupçon.

Le président Herriot, un grand sage de la gestion municipale comme de l'organisation politique internationale, rappelait: «Les communes sont plus anciennes que l'Etat: ce sont elles qui constituent le bastion de la société contre le centralisme et la technocratie: leur vocation est de rendre les rapports sociaux plus humains. Les responsables des collectivités locales ne sont pas des grands hommes politiques, mais «des représentants des citoyens et les gérants de la

continuité démocratique», comme l'a dit le délégué allemand, M. Lutter, à la conférence des pouvoirs locaux, le 6 mars 1971.

Méditez cela avant de détruire, de larges coups d'épée irréfutables, toute une trame lentement élaborée mais aux racines si profondes. Et épargnez au pays des innovations dangereuses et mal préparées dans les circonstances pénibles qu'il traverse.

Il est en tout cas exclu d'approuver un projet de loi et une opération qui fourmillent, comme je l'ai démontré, d'illégalités et de mépris pour les Chambres, et qui, sans justification connue et pour satisfaire à un inadmissible entêtement, détruiraient une des plus essentielles assises de notre société dans sa substance... pour y substituer Dieu sait quelles monstrueuses horreurs! (*Applaudissements sur les bancs socialistes et sur certains autres bancs.*)

M. François. — Je vous ai applaudi, Monsieur Dulac, parce que je me réjouis que vous en ayez terminé.

M. le Président. — La parole est à M. Descamps.

M. Descamps. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, Mesdames, Messieurs, j'interviens peu à cette tribune, mais le bourgmestre de Belœil, que j'ai écouté avec beaucoup d'attention, vient de faire allusion au Grand-Belœil et j'ai relevé dans son exposé quelques inexactitudes.

Aubèches, dont je suis le bourgmestre, est une modeste commune de 158 habitants. Dans une aussi petite commune, on est aisément près des gens. J'ai d'ailleurs, toute ma vie, essayé d'être proche d'eux et de vivre leurs problèmes.

Je dirai à mon ami Dulac — car il est mon ami — qu'il se trompe quand il traite Aubèches comme une quantité négligeable en disant qu'«au bout de ce conglomerat de communes, il y a Aubèches...».

Aubèches est une perle que je mets dans la corbeille du Grand-Belœil. En effet, la distribution d'eau est assurée et les routes sont créées.

Si on a pu reprocher hier à M. Bertouille de n'être pas présent, c'est que j'avais précisément invité les parlementaires de tous les partis de mon arrondissement à fêter le centième remembrement. Le remembrement, c'est M. Lefebvre, actuellement ministre d'Etat et qui s'éteint doucement à Lamain, qui l'avait voulu. J'ai tenu à lui rendre cet hommage particulier.

Il n'y a pas d'élections à Aubèches, non parce que je n'ai pas d'opposants mais tout simplement parce que, quand je me promène tranquillement avec mon chien, toutes les portes s'ouvrent...

M. Jorissen. — C'est pour le chien! (*Sourires.*)

M. Descamps. — ... et je bavarde avec chacun. Je connais les problèmes de tous les habitants.

Je vis véritablement avec ma commune, à son rythme, avec son cœur. Je l'aime passionnément et c'est avec regret que je la vois disparaître. Mon parti et la majorité en ont décidé ainsi et je suis obligé de tourner la page. Mais je suis heureux, Monsieur Dulac, de mettre Aubèches dans votre corbeille. Je crois y avoir accompli mon œuvre.

J'ai toujours suivi le conseil que m'avait donné le président de mon parti et mon ami de toujours, Roger Motz: «Vis près des hommes, de leur vie.»

Un poète que j'ai beaucoup aimé dans ma jeunesse, Théophile Gauthier, a écrit: «Au seuil d'avril tournant la tête, il dit: Printemps, tu peux venir.» Ce printemps, je vous le donne, Monsieur Dulac. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

M. Pierson. — Vous avez fait là un bon discours que nous avons tout applaudi, mais c'est un discours d'opposition!

M. le Président. — La parole est à M. Bertouille.

M. Bertouille. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, mes chers collègues, suite à l'intervention de M. Dulac qui a cité trois entités de notre région, je voudrais apporter trois renseignements complémentaires.

En ce qui concerne Frasnes-lez-Buissenal, le 25 septembre 1973 et avec l'accord du député socialiste de l'endroit, le conseil communal avait demandé une fusion des communes telle qu'elle était prévue dans le plan initial et, subsidiairement, des autres communes du canton. Le P.S.B. a changé d'avis par la suite, parce que le secrétaire

communal d'Arc-Wattripont est également secrétaire cantonal du parti socialiste. (*Exclamations et protestations sur les bancs socialistes.*)

En ce qui concerne le grand Tournai, un memorandum a été signé par l'Union communale socialiste, demandant une entité de 36 communes — au lieu des 30 prévues dans le plan Michel — c'est-à-dire la création d'une entité plus grande encore. Je tiens le document à votre disposition. Qu'on ne vienne pas alors nous parler d'un monstre!

En ce qui concerne le rattachement de Ghislenghien à la ville d'Ath, c'est à la demande et sur les insistances expresses des parlementaires socialistes de l'arrondissement d'Ath qu'il a été réalisé.

M. Pierson. — Je croyais, Monsieur Bertouille, que nous en étions à la discussion générale!

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer de Bruyne.

De heer de Bruyne. — Mijnheer de Voorzitter, Heren Ministers, geachte collega's, mijn eerste opmerking wordt ingegeven door een onderzoek van de tekst van het verslag aan de Koning, gevoegd bij het koninklijk besluit van 17 september 1975.

Op bladzijde 2, hoofdstuk I, betrekking hebbend op de provincie Antwerpen, lees ik in de laatste alinea volgende tekst in het Nederlands, in verband met de samenvoeging van de randgemeenten met de stad Antwerpen:

«Opdat deze diep ingrijpende en belangrijke structuurverandering op het vlak van de bestuursinstellingen zonder ontreding zou kunnen verlopen, werd voor een inwerkingtreding na de gemeenteverkiezingen van oktober 1982 geopteerd.»

Er staat wel degelijk «na de gemeenteverkiezingen». De Franse tekst luidt echter anders. Ik citeer:

«Afin qu'une réforme de structure de cette envergure puisse se faire sans heurt au niveau des organes administratifs, il est proposé de ne la réaliser qu'à l'occasion des élections communales.»

«A l'occasion», Mijnheer de Minister, kan zowel vóór als na de gemeenteverkiezingen zijn.

De heer Wijninckx. — Dat zou toch maar in 2082 zijn, Mijnheer de Bruyne.

De heer de Bruyne. — Ik weet dat niet de tekst van het verslag aan de Koning, maar de tekst van het koninklijk besluit bindende kracht heeft.

In titel II, slotbepalingen, van het koninklijk besluit van 17 september 1975 komt de tegenstrijdigheid in de Nederlandse en in de Franse tekst niet voor. In het koninklijk besluit van 3 oktober 1975, waarin de regeling van de gemeenteverkiezingen in de samengevoegde gemeenten is opgenomen, wordt Antwerpen echter niet vermeld, zodat er voor de gemeenteraadsverkiezingen van 1982 een speciaal koninklijk besluit vereist zal zijn, voor de inrichting van de verkiezingsoperaties in Antwerpen en in de andere samen te voegen gemeenten.

Dit is overigens maar een randbemerking. Ik wil hier even terugkomen op de gedachtenwisseling die in de Senaat heeft plaatsgehad naar aanleiding van de voorziene regeling van de samenvoeging van de gemeenten Berchem, Borgerhout, Deurne, Ekeren, Hoboken, Merksem en Wilrijk met de stad Antwerpen, samenvoeging die slecht in 1982 een feit kan worden, *une réalité technique* zoals minister Michel zegde in antwoord op de vraag van collega Lagasse.

Men plaatst al die gemeentebesturen wel in een zeer speciale positie! Gedurende zes jaar zullen ze een beleid moeten voeren, benoemen doen, verbintenissen aangaan, debet- en creditverhoudingen tot stand brengen, eigendommen verwerven en vervreemden, wél wetend dat de gemeenten in kwestie einde 1982 zullen ophouden te bestaan. Dit is in de geschiedenis van de ondergeschikte besturen in België nog nooit gebeurd.

Het valt te vrezen dat het beleid gevoerd door vermelde gemeenten niet zal overeenstemmen met, en geen voorbereiding zal zijn op het later te voeren beleid van het nieuwe Antwerpen.

Het zal een beleid zijn zonder toekomstperspectief. In deze overgangperiode van zes jaar kunnen talrijke vraagstukken rijzen die in het toekomstige verruimde Antwerpen anders zullen behandeld worden dan in het fragmentaire beleid van elke gemeente afzonderlijk. Er kunnen door de op termijn te liquideren gemeentebesturen

voldongen feiten geschapen worden die later moeilijk kunnen ongedaan gemaakt worden. Dit gevaar is des te groter, omdat een aantal gemeentepolitici, bijvoorbeeld de heer Kiebooms, burgemeester van Wilrijk, de hoop niet hebben opgegeven dat de uitwerking van dit wetsontwerp vóór 1982 zal kunnen worden verhinderd. Deze gemeentepolitici blijven pleiten voor het behoud van de zelfstandigheid van vermeldde gemeenten, en wensen inzake coördinatie niet verder te gaan dan de oprichting van een grootstedelijke raad.

Mijnheer de Minister, ik vraag u in alle duidelijkheid: Is het denkbaar dat vóór oktober 1982 bij wet ongedaan wordt gemaakt wat u thans in uw ontwerp voorziet voor Antwerpen, Berchem, Borgerhout, Deurne, Ekeren, Hoboken, Merksem en Wilrijk?

De heer Wijinckx. — Dat is toch evident, maak randfederaties, Mijnheer de Bruyne.

De heer de Bruyne. — Waarom voor de verruiming van Luik, Charleroi en Gent géén lange overgangstermijn voorzien is, en voor Antwerpen wel — en dan nog wel een termijn van zes jaar — hebt u nergens bevredigend kunnen verklaren.

Over andere aspecten van de samenvoeging van gemeenten in het arrondissement Antwerpen zal ik kort zijn. Sommige ervan worden samengevoegd volgens normen die in partijpolitieke berekeningen hun oorsprong kunnen vinden, en die niet overeenstemmen met wat bijvoorbeeld door de Belgische Vereniging van Steden en Gemeenten als criteria is vooropgesteld.

Een opvallend voorbeeld hiervan is de gemeente Hove, die als een C.V.P.-Andorra behouden blijft zonder dat hiervoor een objectieve motivering kon verstrekt worden. Voor de gemeente Edegem moet ik een minder profane vergelijking gebruiken. Als een soort Vatikaanstad behoudt Edegem zijn zelfstandigheid. Ik geef toe dat hiervoor betere argumenten pleiten dan voor Hove. Ik weet ook dat mijn partijgenoten in de Edegemse gemeenteraad, samen met alle andere gemeenteraadsleden, hun territoriale integriteit wensen te behouden. We zullen er niet te zwaar aan tillen.

Als men het verslag aan de Koning bij het koninklijk besluit van 17 september herleest, komt men in contact met een eigenaardig literair genre. Het houdt het midden tussen ambtelijk proza en toeristische folders.

Vaak is het weinig overtuigend, Mijnheer de Minister. Ik neem als voorbeeld de alinea over de samenvoeging van Schilde en 's Gravenwezel: «Beide landschappelijk, dank zij hun bossen en woeste gronden, zeer mooie gemeenten, behoren tot de oostelijke Kempische randgemeenten van de grote Antwerpse agglomeratie. Het zijn residentiële woonforensengemeenten. Er is geen industrie. De landbouw is er de kenmerkende bedrijvigheid (vooral grasland en dus veeteelt). De onderlinge afstand is amper 4 km en de verbinding is goed.»

Mijnheer de Minister, dit heeft niet de minste bewijskracht. In dezelfde stijl voortgaande had u net zo goed Schilde bij Wijnegem kunnen voegen, wat zelfs logischer zou geweest zijn. Maar keren wij terug tot de hoofdzaak.

Mijn voornaamste opmerking heeft verband met de veel te lange overgangstermijn en met de politieke, bestuurlijke en sociaal-economische onzekerheid die door dit wetsontwerp in het Antwerpse wordt geschapen. Er kunnen in dit gezagsvacuüm van 1976 tot 1982 totaal verkeerde beslissingen genomen worden ingevolge het wetsontwerp dat de meerderheid straks zal goedkeuren. Ik vermoed dat er bij die meerderheid en tot in de regering toe Antwerpse collega's zetelen die mijn bezorgdheid delen. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vandezande.

De heer Vandezande. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, ik wou het meer speciaal hebben over de juridische problemen in verband met de afschaffing van de randfederaties.

Enkele dagen geleden heeft collega Calewaert in de commissie de grondwetigheid van de afschaffing betwist. Ik geef toe dat voor die betwisting een grond bestaat, maar ik ga die nu niet ontwikkelen.

Ik zal niet beweren dat artikel 108bis van de Grondwet wordt geschonden door het afschaffen van de randfederaties. U zult toch toegeven, Mijnheer de Minister van Binnenlandse Zaken, dat het wel potsierlijk is dat men afschaft wat men drie jaar voordien heeft opgericht, vooral omdat het werd opgericht als compensatie voor de invoering van de vrijheid van het gezinshoofd. Dat is een mooi stukje Hertoginmedal. Ik wil nog verwijzen naar wat hier zo dikwijls en in de kranten tot vervelens toe in het verleden werd genoemd «De gordel van smaragd» die zich slingert rondom Brussel. Deze gordel

werd verbrijzeld. De grondspeculanten krijgen opnieuw de vrije teugel en de Eerste minister heeft schrik dat hij bij de Raad van State ongelijk zal krijgen, ingevolge het beroep dat door Franstalige inwoners van de heterogene randfederaties werd aangetekend. In het verleden heeft hij er steeds mee opgeschept dat wie het anders beweerde dan hij ongelijk had. U hebt hem bestreden — ik wil niet zeggen wie ongelijk heeft doch wij staan uiteraard in deze achter de Eerste minister — nadat de heer Clerfayt in de Kamer zijn fameuze verklaring had afgelegd.

Indien mijn inlichtingen juist zijn, dan zou het kunnen gebeuren dat de Staat ongelijk krijgt. Het is mogelijk dat het Vlaams Ministercomité beslist heeft de federaties af te schaffen, liever dan met beschaamde kaken te moeten staan, na een veroordeling door de Raad van State.

Als de bedoelingen van de wetgever duidelijk waren — doch niet duidelijk uitgedrukt — dan stond het hem vrij een ontwerp van wet in te dienen waarin die wil klaar tot uitdrukking kwam.

Aan Franstalige zijde heerste er vroeger grote vreugde. De oorsprong daarvan kan men vinden op bladzijde 20 van de *Parlementaire Handelingen* van de Kamer van volksvertegenwoordigers van 14 juli 1971, een significatieve datum. Naar aanleiding van de bespreking over de invoering van de randfederaties zegde de heer Vanden Boeynants — en hij scheen daarbij alleen maar te denken aan de invoering van de vrijheid van het gezinshoofd — onder meer: «Wij hebben voor een ieder de vrijheid opgeëist de taal te gebruiken die hij wenst en voor zijn kinderen de taal in het onderwijsnet te kiezen. Ik wijs erop dat wij reeds in 1968 een overeenkomst in onze partij hebben bereikt. Wij verheugen ons dat die proefneming door de aanneming van dit ontwerp een werkelijkheid zal kunnen worden. Wij zijn overtuigd dat de maatregel noodzakelijk was.» Wanneer hij spreekt over onze «partij» dan bedoelt hij daarmee waarschijnlijk de P.S.C. Ik stel dan vast dat de C.V.P. door de knieën is gegaan voor de P.S.C.

De heer Vanhaegendoren. — Dat doet ze gewoonlijk.

De heer Vandezande. — Inderdaad! Ofwel bedoelde hij de P.S.C.-C.V.P. in haar geheel, wat nog bedenkelijker is.

In diezelfde *Parlementaire Handelingen* vind ik woorden terug die ik niet letterlijk zal weergeven, van een zekere heer Joseph Michel. Dit is, meen ik, de huidige minister van Binnenlandse Zaken. Die was zeer tevreden want hij had — zoals het trouwens zijn gewoonte is — zijn filosoof geraadpleegd en deze had hem medegedeeld dat de macht die men ging tot stand brengen — bedoeld wordt de randfederaties — een goede zaak was. Er was enkel nog een zwart vlekje dat hij betreurde, namelijk dat men niet de verzuchtingen had ingelost van zijn toenmalige collega, Saint-Remy, die ook een randfederatie ten zuiden van Brussel wou zien oprichten zogenaamd om de Vlamingen in Ter Hulpen en omstreken te beschermen en faciliteiten te verlenen. U weet echter zo goed als ik dat het was om de beruchte corridor tot stand te brengen.

Wij stellen vast dat vreugde heerste in het kamp van de Franstaligen omwille van de invoering van de vrijheid van het gezinshoofd. Er was niet minder vreugde in het kamp van de Vlamingen, meer bepaald bij de C.V.P.

Op bladzijde 21 lees ik een uittaling van de beroemde bewegingsstrateg, de heer Van Elslande. Hij zei het volgende: «Wij geloven ook in de innerlijke dynamiek van dergelijke instellingen.» Men wil ze nu reeds afschaffen. «Wij zijn ervan overtuigd dat in de agglomeraties en vooral in de federaties, die bij deze wet zijn opgericht, men vlug en dankbaar zal gebruik maken van de mogelijkheden die geboden zijn in artikel 4, paragraaf 3, waarbij de gemeenten zelf op eigen initiatief een aantal bevoegdheden van de gemeenten naar de federaties kunnen overdragen.» Heeft u daarvan iets gemerkt in de afgelopen drie jaar? Ik niet. «Daar zal een ruim gebruik van worden gemaakt zodanig dat de oorspronkelijke idee van een goed gevulde federatie dan ook zal kunnen bewaarheid worden. Wij zullen dit ontwerp verder ook goedkeuren omdat Brussel hiermee eindelijk nieuwe structuren zal krijgen. Ik zal hierover niet verder uitweiden, Dames en Heren, omdat ik dat bij een andere gelegenheid vanop deze tribune reeds heb gedaan. Maar ik wil vandaag nog eens onderstrepen welk belang wij, in de context van de totale communautaire hervorming, hechten aan deze nieuwe instellingen die in de Brusselse agglomeratie zullen tot stand komen, omdat zij eindelijk eigen instrumenten in de handen van de Brusselse Vlamingen zullen geven.»

De heer Van Elslande verheugde zich dus. Dit was ook het geval voor de heer Tindemans, de toenmalige minister van Communautaire Betrekkingen, die er zelfs een persmededeling over heeft gegeven. In deze persmededeling, die dateert van 23 november 1970, schrijft hij

het volgende: «Sinds lang stelt men vast dat er tal van gemeentelijke taken zijn die beter zouden worden uitgevoerd indien zij niet beperkt bleven tot één gemeente, maar op een ruimere schaal, met verschillende gemeenten te samen, konden worden aangepakt. Het gaat vooral om aangelegenheden met technische inslag die werkelijk de grenzen van de traditionele gemeente overschrijden. Aldus is men tot de gedachte gekomen verscheidene gemeenten in een nieuw geheel te groeperen en bepaalde taken, door de wet te bepalen, aan deze nieuwe bestuursseenheid op te dragen.» En verder: «Tot dit resultaat zal men komen wanneer men op een louter empirische wijze of naar willekeur de grenzen van de federaties van de gemeenten liet tot stand komen. Het springt dan ook in het oog dat de groepering van gemeenten in federaties en agglomeraties volgens een weloverwogen plan moet gebeuren, waarbij het welzijn van alle gemeenten op het oog wordt gehouden. Zo niet zouden in de uithoeken van elke provincie minder bedeelde gemeenten — die er precies het meeste nood aan hebben — uitgesloten blijven van elke federatie.»

De heer Vanhaegendoren. — Geachte collega, Eerste minister Tindemans heeft achteraf toch gezegd dat alles zou veranderen.

De heer Vandezande. — Ik lees u een tekst voor die dateert van 1970 en die dus vijf jaar oud is.

Mijnheer de Minister, ik weet niet of u nog dezelfde vreugde hebt als in 1971. U misschien wel, Mijnheer de Minister, maar mocht Eerste minister Tindemans aanwezig zijn, zou hij beschaamd zijn over deze tekst, want wat hij heeft opgebouwd schaft hij weer af, m.a.w. de Franstaligen behouden hun vreugde en kunnen zich thans dubbel verheugen door de afschaffing van de randfederaties. De Vlamingen staan nu met lege handen.

De heer Vanhaegendoren. — Hij zou zeggen dat het anders is geworden.

De heer Vandezande. — Wie is er nu tevreden? De dames en heren van de C.V.P. zullen het moeten uitmaken. Zij kunnen zich nu verheugen over de afschaffing van de randfederaties. Hun bewegingsstrategie is immers geslaagd, terwijl de randfederaties er nochtans deel van uitmaakten.

Proficiat, Dames en Heren van de rechterzijde, voor de geboekte overwinning. U gaat van de ene overwinning naar de andere.

De ontwerpen van wet in verband met de secretarissen en ontvangers en de ontwerpen van koninklijk besluit op het statuut van het gemeentepersoneel die werden voorgelegd aan de Raad van State, bepalen dat alle gemeenteambtenaren van gefusioneerde gemeenten zullen behouden worden in de nieuwe entiteit. Hiertegen hebben wij geen bezwaar, hoewel het ongeordend geschiedt. De vraag rijst echter waarom geen maatregelen worden genomen om de toekomst te vrijwaren van de 300 personeelsleden van de federatieraden. De minister heeft zelfs in de commissie geweigerd ook maar de minste garantie te geven omtrent hun reffectatie. (*Protest van de minister van Binnenlandse Zaken.*)

Mijnheer de Minister, ik zal onmiddellijk aanhalen wat u gezegd en geschreven hebt in dit verband.

In artikel 2 van het ontwerp hebt u enkele bepalingen ingeschreven in verband met de maatregelen die de Koning kan treffen. U hebt gezegd: «... kan worden gereffecteerd ...» Wanneer u in uw wetsontwerp tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten of in de andere ontwerpen bepaalt dat alle gemeenteambtenaren zullen worden gereffecteerd in de nieuwe entiteit, wou ik graag weten waarom hetzelfde niet kan gebeuren voor de 300 personeelsleden van de federatieraden, maar dan in andere openbare diensten. Kan men niet 300 personeelsleden reffecteren in heel de Belgische administratie die ongeveer 750 000 mensen telt? Kan dat dan niet meer? Is het dan onmogelijk hiervoor maatregelen te nemen?

Sommige van die personeelsleden hebben de privé-sector verlaten om naar de federatieraad te komen en zullen op de straat staan van 1 januari 1977 af, datum waarop de federaties zullen worden opgeheven.

Is het omdat het hier alleen Vlaamse personeelsleden betreft? Zullen de C.V.P. en de P.V.V. dit aanvaarden of zullen zij fundamentele eisen stellen?

De heer Leo Vanackere. — U meent niet wat u zegt.

De heer Vandezande. — Ik meen zeker wat ik zeg. Wij hebben een amendement ingediend om de belangen van bedoelde personeelsleden te vrijwaren.

Ik geef u een voorbeeld. De benoeming van de secretaris van de federatie Tervuren werd door de Raad van State vernietigd. Op dit

ogenblik staat het reeds vast dat diezelfde federatiesecretaris, die lid is van de C.V.P., tot directeur-generaal bij de gewestelijke ontwikkelingsmaatschappij Brabant zal worden benoemd. Ik heb het ontwerp-statuuut van die gewestelijke ontwikkelingsmaatschappij gezien. Daarin worden allerlei voorwaarden gesteld inzake aanwervingen en bevorderingen, maar diezelfde voorwaarden gelden niet voor de eerste aanwervingen. Voor de eerste aanwervingen zijn die voorwaarden dus niet van toepassing. Zo komt het dat de secretaris, wiens benoeming werd vernietigd door de Raad van State, nu reeds weet dat hij directeur-generaal van de gewestelijke ontwikkelingsmaatschappij Brabant zal worden. Ook voor andere personen zal men zoiets zoeken.

De heer Van Hoeylandt. — Mijnheer Vandezande, op dergelijke pertinente beschuldigingen — het is niet de eerste maal dat we die hier vanavond horen — meen ik dat de minister persoonlijk moet antwoorden omdat zijn persoonlijk beleid in het gedrang wordt gebracht.

De heer Vandezande. — Ik sta hier op deze tribune om de minister vragen te stellen in verband met zijn beleid.

Wat is de minister van zins, wat is de regering van zins met deze 300 ambtenaren?

De heer Jorissen. — Dat is de grote vraag.

De heer Vandezande. — Is het zo moeilijk aan deze mensen een bestaanszekerheid te geven, wanneer men 15 000 personen in overheidssdienst tewerkstelt, van wie de ambtenaren nu reeds zeggen dat het niet gaat om in overheidssdienst tewerkgestelde werklozen, maar om politieke werklozen.

Mijnheer de Minister, ik durf te verwachten dat u deze 300 personen niet zult laten vallen. U is ermee bezig enkelen op te vissen, via de politieke weg. Maar wij verwachten van u een algemene maatregel. Daarom hebben wij een amendement ingediend.

De heer Van Hoeylandt. — IJdele verwachtingen!

De heer Vandezande. — Heren van de rechterzijde — ik weet niet meer wie conservatief of progressief is sedert de uitspraak gisteren van de heer de Stexhe —, u hebt altijd gezegd dat de linkerzijde de slogan toepaste: rood of geen brood. Nu zou ik kunnen zeggen dat u de slogan toepast: geel of geen meel. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

De heer Mesotten. — Zeer origineel!

M. le Président. — La parole est à M. Hambye.

M. Hambye. — Monsieur le Président, l'Agence Belga a publié dans la soirée une information aux termes de laquelle la commission du travail parlementaire se serait réunie aujourd'hui et aurait pris la décision de suspendre la discussion du projet de loi dont nous nous entretenons depuis bon nombre d'heures à un moment quelconque de la journée de samedi.

J'atteste que cette information est inexacte. La commission du travail parlementaire ne s'est pas réunie aujourd'hui et n'a pas pu prendre de décision.

Par contre, il est normal que pour des débats de ce genre et qui peuvent encore se prolonger longtemps, il y ait de temps à autre des contacts entre les chefs des différents groupes politiques pour essayer d'ordonner au mieux nos travaux. Pareille réunion s'est tenue cet après-midi. Un échange de vues a eu lieu. Aucune décision n'a été prise, chacun se réservant de faire rapport à son groupe sur ces conversations.

J'espère que l'Agence Belga voudra bien rectifier son information à l'intention de toute la presse. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van Hoeylandt.

De heer Van Hoeylandt. — Mijnheer de Voorzitter, in de laatste vergadering van de commissie voor de parlementaire werkzaamheden is overeengekomen dat donderdagavond, of ten laatste vrijdagavond, de commissie opnieuw zou bijeenkomen om na te gaan hoever de debatten op dat ogenblik gevorderd zijn en om uit te maken of vrijdag tot aan de eindstemming wordt vergaderd ofwel of men de besprekking zaterdag zal voortzetten.

Ik weet niets af van een eventuele vergadering van de commissie voor de parlementaire werkzaamheden vanmiddag. Misschien heeft u een delegatie van de verschillende fracties ontmoet, Mijnheer de Minister, en is daaruit het genoemde Belga-bericht gesproten.

Een nieuwe vergadering van de commissie voor de parlementaire werkzaamheden lijkt mij absoluut noodzakelijk te zijn, gelet op de overbelasting van dit debat. In genoemde commissie werd ons medegedeeld dat met 36 uren voor het globale debat kon worden volstaan. Aan verschillende leden van deze vergadering heeft u echter gezegd, Mijnheer de Voorzitter, dat ten minste 46 uren zullen nodig zijn, waarin dan nog niet begrepen zijn de replieken van de regering en de onderbrekingen.

Aangezien wij morgen om 19 uur onze werkzaamheden zullen stopzetten, lijkt het mij nuttig dat de commissie voor de parlementaire werkzaamheden daarvoor zou bijeenkomen om de stand van zaken te bekijken. Dan kan vóór de vergadering morgenavond te 19 uur gesloten wordt, het verdere verloop van onze werkzaamheden aan de Senaat worden medegedeeld.

M. le Président. — Je voudrais préciser à cet égard qu'en effet demain soir, à une heure qui doit être fixée en accord avec les chefs de groupe, aura lieu une réunion de la commission des travaux parlementaires, comme prévu lors de la précédente réunion.

L'information qui a été publiée ce soir par l'Agence Belga devrait être rectifiée. Je me suis employé à le faire.

La parole est à M. François.

M. François. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, Mesdames, Messieurs, on va, paraît-il, faire le point demain soir.

M. Pierson. — Cela vous connaît!

M. François. — Merci, Monsieur Pierson, mais cela vous connaît aussi, il y a déjà quelques heures que vous avez fait le point ici.

Je voudrais dire à titre personnel que ce n'est pas après avoir voté contre trois motions d'ajournement que je serais adversaire de terminer ce débat au finish avant le 31 décembre. (Applaudissements sur les bancs de la majorité.)

PROPOSITION DE LOI — VOORSTEL VAN WET

Dépôt — Indiening

M. le Président. — M. Sweert a déposé une proposition de loi modifiant les articles 704 et 734 du Code judiciaire.

De heer Sweert heeft ingediend een voorstel van wet tot wijziging van de artikelen 704 en 734 van het Gerechtelijk Wetboek.

Cette proposition de loi sera traduite, imprimée et distribuée.

Dit voorstel van wet zal worden vertaald, gedrukt en rondgedeeld.

Il sera statué ultérieurement sur sa prise en considération.

Er zal later over de inoverwegingneming worden beslist.

Je vous propose d'interrompre ici nos travaux. (*Assentiment.*)

Le Sénat se réunira demain, jeudi 18 décembre 1975, à 15 heures.

De Senaat vergadert opnieuw morgen, 18 december 1975, te 15 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 23 h 10 m.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 23 u. 10 m.*)